

SEANCE PLENIERE**PLENUMVERGADERING**

du

van

JEUDI 17 MARS 2011

DONDERDAG 17 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 18 par M. André Flahaut, président.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance: MM. Yves Leterme et Didier Reynders, Mme Laurette Onkelinx et M. Paul Magnette

Le **président**: Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat: Elio Di Rupo

Raisons de santé: Corinne De Permentier

En mission à l'étranger: Ingeborg De Meulemeester

Gouvernement fédéral

Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique: Conseil européen ministres Agriculture

Etienne Schouppe, secrétaire d'État à la Mobilité: à l'étranger

Philippe Courard, secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté: à l'étranger (Bucarest)

01 Hommage au Japon

Le **président** (*devant l'assemblée debout*): Vous savez que le nord-est du Japon a été frappé vendredi dernier, au matin, par un tremblement de terre d'une magnitude inédite, suivi d'un tsunami qui a ravagé une grande partie des côtes du pays.

Les conséquences de cette catastrophe sont à peine imaginables: des milliers de morts, de disparus et de blessés, une population entière plongée dans l'angoisse et la souffrance. De plus, des infrastructures durement touchées et la menace de pénuries en tous genres viennent aggraver un drame humain déjà terrible.

À cela s'ajoute la menace d'une catastrophe nucléaire extrêmement préoccupante pour le Japon mais également pour un grand nombre de pays qui pourraient également être touchés dans le cas d'une aggravation de la situation. L'incertitude prédomine, ce qui rend la situation d'autant plus insupportable. La centrale nucléaire de Fukushima représente aujourd'hui une menace qui vient raviver dans les esprits du monde entier les douloureuses expériences de ce type survenues par le passé. Nul aujourd'hui ne peut omettre de se poser la question quant aux solutions à mettre en œuvre pour que ce genre de drame trouve un jour une fin.

La catastrophe qui s'est produite au Japon doit nous inciter à la réflexion et à l'humilité, mais elle doit aussi nous amener à faire preuve d'une vigilance de tous les instants.

Au-delà du sentiment d'impuissance qui habite aujourd'hui tant les autorités japonaises que celles du monde entier, j'émets le profond souhait que la population puisse traverser ces moments douloureux avec toute la force et la détermination qu'on lui connaît. J'espère également que les dégâts matériels survenus pourront être au plus vite réparés.

Au nom de notre Assemblée, je tiens à assurer le peuple japonais de notre sympathie et de notre soutien à l'égard de ce pays qui a subi une épreuve effroyable et qui pourtant garde la tête haute à l'image des nombreux secouristes qui se battent sur tous les fronts, faisant fi de toute forme de fatalisme. Rendons hommage à un peuple tout entier, à ses victimes innombrables, en saluant son ineffable résilience face à un désastre d'une démesure pourtant inconcevable.

Il n'y a pas de mots pour décrire l'ampleur d'une telle catastrophe naturelle, il ne reste que l'espoir de tous les peuples amis du Japon, dont nous faisons partie, de voir se reconstruire au plus vite le pays afin qu'il puisse à nouveau entrevoir le futur, avec pour horizon celui d'un avenir prospère.

01.01 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Les images de la catastrophe au Japon resteront à jamais gravées dans notre mémoire collective. Des images d'un raz-de-marée d'une violence inouïe et impitoyable, qui a tout détruit sur son passage, emportant maisons, écoles, usines, camions et avions comme s'il s'agissait de jouets et laissant derrière lui, là où s'élevaient quelques instants auparavant des villes prospères, un paysage de désolation aux allures lunaires.

Jamais ne s'effaceront les images de la souffrance muette et insoutenable sur les visages de ceux qui viennent de perdre un père, une mère ou un enfant, un frère ou une sœur, un parent ou un ami, parfois même une famille entière.

Nous n'oublierons pas davantage les images de la détresse des survivants à la recherche d'un être cher, lorsque l'incertitude atroce fait petit à petit place au désespoir et à la résignation à mesure que s'amenuisent les chances de trouver un rescapé dans l'immense champ de ruines laissé par le tsunami.

Je vous invite dès lors à tourner nos pensées vers cette population si durement éprouvée à qui nous adressons nos plus sincères condoléances.

(*En français*) Les médias font état tous des effets dévastateurs du tsunami, du dénuement des centaines de milliers de personnes qui ont tout perdu dans la vague dévastatrice ou qui ont été évacuées suite à l'accident nucléaire qui vient aggraver la situation. Et aujourd'hui, le froid et la neige viennent s'ajouter à leur détresse.

Cela dit, il convient de penser aux scènes auxquelles nous aurions pu assister alors que cela n'a pas été le cas. Ainsi, nous n'avons pas vu d'image de désordre civil, ni d'aucun débordement. Cela mérite notre admiration. Et je tiens à rendre hommage à la dignité, au sens civique, au courage dont tout un peuple fait preuve alors qu'il est confronté à une catastrophe nationale.

Chers Collègues, nous suivons tous avec la plus grande vigilance ce qui se passe au Japon.

Ces dernières heures, nous avons entendu des critiques, parfois virulentes. Elles me semblent déplacées. N'accablons pas aujourd'hui un pays qui, avec sa population, fait face avec force et courage aux énormes dévastations d'un tsunami.

Aujourd'hui, il s'agit d'apporter au Japon tout notre soutien et toute l'aide possible. Ce peuple courageux et ce pays le méritent bien.

La Chambre debout observe une minute de silence.

L'incident est clos.

Questions

Débat d'actualité

Le **président**: Comme la Conférence des présidents en a décidé hier, nous allons avoir un mini-débat sur l'accident qui s'est produit au Japon.

02 Questions jointes de

- **M. Bert Wollants** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accident au Japon et le problème de l'énergie nucléaire" (n° P0141)
- **M. Guy Coëme** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accident au Japon et le problème de l'énergie nucléaire" (n° P0142)
- **M. Denis Ducarme** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accident au Japon et le problème de l'énergie nucléaire" (n° 0143)
- **Mme Liesbeth Van der Auwera** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accident au Japon et le problème de l'énergie nucléaire" (n° P0144)
- **M. Bruno Tobback** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accident au Japon et le problème de l'énergie nucléaire" (n° P0145)
- **M. Olivier Deleuze** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accident au Japon et le problème de l'énergie nucléaire" (n° P0146)
- **M. Willem-Frederik Schiltz** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accident au Japon et le problème de l'énergie nucléaire" (n°P0147)
- **M. Joseph George** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accident au Japon et le problème de l'énergie nucléaire" (n° P0148)

02.01 Bert Wollants (N-VA): Nous sommes tous profondément bouleversés par la catastrophe qui touche le Japon. Nous suivons de très près l'évolution de la situation et devons continuer à le faire.

Nous ne pouvons toutefois pas assimiler la situation des centrales nucléaires japonaises à celle de nos centrales nucléaires. Il ne faut pas semer la panique à propos de l'énergie nucléaire au sein de la population. Nous devons toutefois ensuite voir quels enseignements nous pouvons tirer de ces événements dans les domaines des risques techniques et de la communication. C'est surtout à ce niveau en effet que le bât a blessé au cours des derniers jours.

Quoi qu'il en soit, beaucoup de choses ont déjà été dites et écrites à propos des centrales belges, notamment sur l'opportunité ou non de les fermer. Il est difficile de remplacer 50 % de la production par d'autres énergies. Nous devons opérer des choix. Nous devons également déterminer si nos centrales nucléaires sont sûres et nous devons effectuer les tests de résistance annoncés.

Le maintien des centrales, que nous préconisons, nécessite des études approfondies, notamment sur leur conception. Pouvons-nous les moderniser et interrompre les processus de vieillissement?

Le ministre Magnette a annoncé un moratoire d'un an sur le débat relatif à la sortie du nucléaire, ce qui à mon avis pose problème. La décision concernant la sortie du nucléaire ne doit pas tomber aujourd'hui, mais nous devons en revanche démarrer les études pour nous préparer au maintien éventuel des centrales.

Quel est le point de vue du premier ministre en ce qui concerne la sortie du nucléaire? Le gouvernement est-il disposé à réexaminer sérieusement le dossier?

Est-il disposé, dans le cadre des tests de résistance, à tenir compte également des éléments nécessaires à l'examen d'une éventuelle prolongation, pour que nous soyons prêts au moment où les premières centrales devront fermer?

Par ailleurs, le premier ministre ne pense-t-il pas que le report du débat complique les choses parce qu'en conséquence, nous ne serons pas prêts à l'approche des fermetures? Le report du débat n'est-il en fait pas synonyme d'abandon des centrales?

02.02 Guy Coëme (PS): Je tiens à exprimer ici l'empathie de mon groupe envers les Japonais, qui, après les

épreuves du séisme et du tsunami, doivent encore faire face à ce risque de contamination radioactive. Notre solidarité envers ce pays doit être sans faille, aujourd'hui et à l'avenir. Nous croyons que le Japon se relèvera de ce drame, comme il l'a toujours fait. Nous exprimons nos condoléances aux familles touchées.

Le gouvernement ayant proposé de mettre à disposition notre dispositif B-FAST, a-t-il reçu une demande en ce sens de la part du Japon?

Nos ressortissants ont le droit d'être protégés et rapatriés. Un avion de la Défense serait déjà dans la région. Combien de Belges vont-ils être rapatriés par cet avion? Comment vont se dérouler ces rapatriements?

Je comprends bien que les débats sur la production d'énergie d'origine nucléaire soient à nouveau très vifs. La Belgique compte sept réacteurs, et bien plus si l'on prend en compte ceux qui se trouvent à proximité dans les pays voisins. Une coordination européenne est fondamentale. Celle-ci existe déjà, mais peut être améliorée.

Je me félicite de l'initiative des ministres européens de l'Énergie de se doter d'une méthodologie, d'un agenda et d'exigences communes pour organiser des tests additionnels de résistance des centrales.

Je regrette que l'Allemagne ait annoncé unilatéralement, avant même la tenue du Conseil européen, la fermeture de sept réacteurs anciens, alors que nous nous trouvons dans un marché européen de l'énergie de plus en plus intégré. Pouvez-vous nous en dire plus concernant cette initiative allemande?

En Belgique, le prochain gouvernement devra se prononcer sur la fermeture de Tihange I et de Doel I et II.

Nous ne devons pas définir notre mix énergétique sous le coup de l'émotion ou de la précipitation.

La sécurité en elle-même ne pourra d'ailleurs que s'en trouver renforcée.

Quand les tests additionnels de résistance dans nos centrales et au niveau européen seront-ils organisés? Nous demandons au gouvernement de rendre publics tous les résultats de ces tests additionnels de résistance.

02.03 Denis Ducarme (MR): Le courage et la dignité du peuple japonais méritent le plus grand respect. Au nom du MR, nous souhaitons véritablement que tout soit mis en œuvre pour venir soutenir l'effort des Japonais. Aujourd'hui, nous devons véritablement, avec nos moyens, notamment B-FAST, être solidaires du peuple japonais.

Pourquoi a-t-il fallu attendre tout ce temps avant la mise à disposition d'un avion devant permettre de rapatrier les ressortissants belges?

L'initiative prise par l'Union européenne d'organiser des *stress tests* nous permettra d'élever notre niveau d'ambition en matière de sûreté et de sécurité nucléaires, tant en Belgique qu'ailleurs en Europe. Une uniformisation du contrôle est indispensable à l'échelle européenne.

L'organisation WENRA pourrait veiller à ce que les pays non-membres de l'Union européenne en Europe centrale soient eux aussi soumis à ces exigences en matière de sécurité nucléaire. Et peut-être utiliser ce drame pour forcer d'autres pays d'Europe orientale à également élever...

Le président: Ce débat est important, mais l'émotion qu'il suscite est occultée par le brouhaha dans la salle. Les discussions parallèles peuvent se tenir hors de l'hémicycle. J'appelle également les personnes présentes aux tribunes du public et de la presse à respecter le Règlement.

02.04 Denis Ducarme (MR): Effectivement, ce débat est important et amène une certaine émotion. Car ce qui se passe au Japon nous touche.

Notre opinion publique réclame un haut niveau de sûreté nucléaire. Comme le disait le vice-premier ministre MR: "Si les *stress tests* ne confirment pas un niveau suffisant, il faudra en tirer pleinement les conclusions." Nous n'avons peut-être pas été à niveau lors du dernier incident nucléaire en Belgique (celui de l'IRE, dont nous évaluons encore les conséquences) ni en matière de gestion de crise. Nos exigences doivent désormais être très élevées.

La ministre de l'Intérieur a insisté pour que nombre de pays épousent nos critères d'exigences européens. Ainsi, qu'allons-nous proposer à nos amis russes pour augmenter les critères de sûreté nucléaire de leurs réacteurs? Vu leur situation géographique, l'impact ressenti ici en cas d'accident nucléaire en Russie serait considérable!

En outre, la Commission européenne a demandé un contrôle renforcé des produits importés de la zone contaminée.

Quelles sont les mesures prises en Belgique et à l'échelle européenne à cet égard?

Par ailleurs, on parle beaucoup du nuage radioactif. Plusieurs "MM. et Mmes Météo" nous ont indiqué que, si le nuage radioactif survolait l'Europe, il serait dilué. Qu'ont entrepris les autorités publiques pour qu'il y ait un peu de sérieux dans la communication?

02.05 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Les images de la catastrophe qui s'est déroulée au Japon nous ont choqués. Au cours de la semaine écoulée, j'ai été non seulement étonnée, mais également très indignée par certaines réactions politiques entendues dans plusieurs commissions. Certains groupes politiques font primer la défense de leur principal objectif, à savoir la fermeture des centrales nucléaires, sur le respect que devraient leur inspirer les dommages colossaux subis par le Japon sur le plan humain.

Je ne puis m'empêcher de déplorer cette attitude. Cette catastrophe doit nous inciter à adopter une approche rationnelle de l'aspect sécurité. Certains collègues se posent à présent également des questions sur le plan de la santé publique et de notre politique énergétique. Un montant considérable est investi annuellement dans la sécurité des diverses centrales nucléaires et ces dernières font l'objet d'une révision complète tous les dix ans. Les résultats des contrôles effectués au cours des cinq dernières années dans nos centrales les plus anciennes, à savoir Doel 1, Doel 2 et Tihange par l'agence internationale de l'énergie atomique étaient très positifs. Je me félicite également que le gouvernement ait pris la décision rationnelle de soumettre nos centrales à un test volontaire de résistance des installations tels qu'ils seront conçus par la Commission européenne.

La décision de non-fermeture des centrales dépendra aussi du résultat de ces tests.

Selon le ministre Magnette, la décision unilatérale de Mme Merkel est déraisonnable et probablement inspirée par d'autres motivations que la sécurité et la politique énergétique. Nous avons observé tout de suite les effets de cette décision allemande sur l'Endex. Mais hier, j'ai entendu autre chose, à savoir qu'il est nécessaire de veiller à ce que les régulateurs nucléaires internationaux aient en permanence librement accès à nos centrales.

En ce qui concerne le mix énergétique – thème que mon collègue Bruno Tobback a également abordé hier –, je me réjouis de la décision prise par le Conseil des ministres restreint de charger la Banque nationale d'une étude objective ayant trait à tous les chiffres pertinents et aux profits soi-disant plantureux d'Electrabel, notamment. Il est aujourd'hui question d'une taxe sur l'uranium mais avant de l'instaurer, l'on préfère attendre les résultats de cette étude.

Que pourrions-nous faire pour obliger nos voisins à effectuer les mêmes tests de résistance étant donné que si des problèmes se posent dans leurs centrales, ils ne s'arrêteront pas à leurs frontières? L'AFCN pourra-t-elle également visiter ce type d'installations aux Pays-Bas et en France?

J'espère en outre que l'ensemble de ce dossier ne sera pas mis au frigidaire jusqu'à ce que nous prenions connaissance du résultat de ces *stress tests*. Nous devons dès à présent glaner des connaissances concernant le futur mix énergétique et la consommation d'énergie après 2025, en tenant compte de la

sécurité d'approvisionnement et des objectifs CO₂, et en sachant que l'énergie nucléaire est toujours bon marché, à plus forte raison dans nos centrales actuelles.

Une éventuelle taxe sur l'uranium sera-t-elle utilisée au profit des consommateurs et des énergies renouvelables au lieu d'être répercutée sur les consommateurs?

02.06 Bruno Tobback (sp.a): Je m'associe aux messages de condoléances adressés aux familles des victimes du tremblement de terre et du tsunami, mais heureusement pas encore aux familles des victimes d'une catastrophe nucléaire. Je pense comme ma collègue Mme Van der Auwera que ce désastre ne doit pas susciter des réactions simplistes, mais il faut que cette ligne de conduite soit respectée par tous.

Le monde politique se doit d'apporter une réponse aux personnes, y compris en Flandre, qui suivent les informations et s'inquiètent. Il convient de tirer les enseignements appropriés des événements. Il est inutile de protéger nos centrales nucléaires contre les tsunamis. Une chose aurait néanmoins dû être acquise, à savoir qu'en cas d'incident dans le secteur de l'énergie nucléaire, la situation est d'emblée très critique. Même un pays hautement développé, à la pointe de la technologie, prospère et riche, mieux organisé que le nôtre est incapable de fournir des garanties absolues face à de tels événements.

La première leçon à tirer est celle-ci: il n'y a pas de place pour le pragmatisme. Affirmer que la lumière reste allumée en contre-partie d'un risque minimum serait inacceptable.

La Belgique et l'Allemagne avaient décidé de prolonger la durée de vie des centrales avant la catastrophe au Japon, sans subordonner leur décision à une nouvelle enquête de sécurité. J'aimerais savoir si l'exécution du protocole sur la prolongation dépend des résultats du *stress test* et des nouvelles normes de sécurité européennes.

Les nouvelles normes de sécurité seront-elles conformes aux derniers progrès techniques? Tolérerons-nous des centrales – dans notre pays, à nos frontières ou ailleurs – qui ne satisfont pas aux critères de sécurité les plus récents? Je songe à une ville comme Anvers, à un jet de pierre de plusieurs installations nucléaires. Nous devons faire preuve de sévérité en la matière, nous montrer intraitables – comme dirait la N-VA –, ne fût-ce que dans l'intérêt des concitoyens de Bart De Wever. (*Sourires*)

Aujourd'hui, la Belgique dépend de l'énergie nucléaire pour 52 % de son approvisionnement électrique. La part de l'énergie nucléaire n'a un poids aussi important que dans deux pays. C'est un fait et cela ne peut pas constituer une loi de la nature. Il faut se poser la question de savoir si, dans ce pays, nous voulons mener une politique axée sur le principe que cette proportion doit être maintenue ou une politique qui tend à réduire cette part. Ce débat n'a jamais été mené au cours des dernières années.

Il ne serait pas judicieux de mener le débat sur l'énergie nucléaire sur la base de la peur d'un accident. Il serait tout aussi absurde de le faire sur la base de la peur d'être plongé dans l'obscurité. Tout débat et toute politique fondés sur la crainte sont par définition défensifs, conservateurs et, dès lors, inadéquats. J'espère que la catastrophe survenue au Japon nous incitera à élargir le débat.

02.07 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Le Japon, c'est d'abord un drame humain des milliers de personnes disparues. La question nucléaire vient après.

Les trois catastrophes nucléaires étaient toutes dues à des événements sans précédent. En 1979, à Three Mile Island, la perte d'eau dans le système de refroidissement n'avait pas été constatée par les ingénieurs américains. En 1986, à Tchernobyl, des tests imprudents avaient été effectués pour faire tourner cette vieille centrale à bas régime. La semaine dernière, le Japon subissait un séisme d'amplitude 9 ainsi qu'un tsunami. C'est parce que ces événements étaient sans précédent que l'opérateur japonais déclarait, encore la semaine dernière, que leurs centrales avaient été conçues pour résister aux pires tremblements de terre!

Aucun pays ne reconnaîtra qu'une catastrophe peut se produire chez lui puisqu'il s'agit toujours d'événements improbables mais aucunement impossibles et aux conséquences ingérables.

Aujourd'hui, les gens qui habitent à proximité de la centrale subissent des taux de radiation des centaines de milliers de fois plus élevés que le taux acceptable pour un individu!

Lorsque les premières centrales ont été mises en service en Belgique, c'est Edmond Leburton et Léo Tindemans qui se trouvaient à votre banc, Monsieur le Premier ministre. C'est la Belgique de grand-papa! Aujourd'hui, plus aucune technologie de cette époque n'est considérée comme une technologie d'avenir sauf, bizarrement, le nucléaire! (*Applaudissements sur les bancs Ecolo-Groen! et sp.a*)

Aujourd'hui, faire faire des *stress tests* confirme le doute.

Quel événement attendez-vous pour donner le signal clair à nos universités, ingénieurs, entrepreneurs et investisseurs, que l'avenir ne réside pas dans cette technologie du passé?

Il faut cesser de diffuser des informations ambiguës faisant croire que les technologies de la Belgique de grand-papa représentent notre avenir. (*Applaudissements sur les bancs Ecolo-Groen! et sp.a*)

02.08 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Nous ne témoignons aucun respect aux victimes japonaises en faisant de la démagogie. C'est pourtant exactement ce à quoi j'assiste aujourd'hui. En matière de démagogie, M. Tobbacq peut me donner des leçons: pour lui, la décision de sortir immédiatement du nucléaire après une catastrophe revêt un caractère émotionnel tout autant que la décision de maintenir les centrales ouvertes. Selon M. Tobbacq, la résistance opposée à la démagogie émotionnelle n'est pas rationnelle mais constitue une autre forme de démagogie émotionnelle! Ainsi, je ne pourrai évidemment jamais gagner, ni débattre de façon rationnelle.

02.09 Bruno Tobbacq (sp.a): Je ne pense pas que M. Schiltz ait pu, ces derniers jours, m'entendre tenir des propos émotionnels, alarmistes ou menaçants. Ai-je jamais dit que nos centrales nucléaires étaient sur le point d'exploser ou que nous devions les fermer sur-le-champ? En ce qui me concerne, aucune ne doit fermer avant 2015.

Je défie M. Schiltz de citer un seul élément de nature angoissante ou démagogique dans le discours que je viens de tenir. La constatation objective de problèmes ou du fait que le gouvernement décide aujourd'hui de procéder à un test de résistance, qu'il ne jugeait pas nécessaire avant la catastrophe, constitue-t-elle une réaction émotionnelle d'antinucléaires fanatiques? Non, il s'agit d'une conclusion rationnelle. J'espère seulement que cette rationalité critique deviendra une attitude permanente et ne disparaîtra pas lorsque l'angoisse et la panique se seront dissipées.

02.10 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Si ce n'est pas M. Tobbacq, c'est tout de même sa présidente qui exploite ce problème sur un ton très émotionnel.

Je me réjouis que M. Tobbacq estime que le test de résistance est une bonne chose. Une catastrophe comme celle qui a lieu au Japon nous fait réfléchir. Nous savons évidemment que les installations nucléaires sont dangereuses, tout comme, par exemple, les entreprises chimiques. Une multitude de catastrophes naturelles peuvent se produire mais l'impact d'une catastrophe nucléaire est sans doute le plus spectaculaire.

Soumettre la sécurité de nos centrales à un contrôle supplémentaire est une bonne chose. Il existe évidemment des protocoles de sécurité et nos centrales sont protégées contre les catastrophes. La question qui se pose à présent est de savoir si nous devons protéger nos centrales contre une accumulation d'improbabilités. Il n'appartiendra du reste pas aux contribuables d'y procéder mais aux exploitants.

Je me fais toutefois des soucis quand j'entends subitement M. Magnette déclarer que l'on ne discutera plus de la politique énergétique pendant un an. Quelle est la position du gouvernement? Pouvons-nous nous permettre d'attendre un an avant de définir notre politique énergétique? Si nous ne décidons pas à temps de fermer ou non les centrales nucléaires pour 2015, il sera trop tard. Il est évident qu'il faut d'abord évaluer la sécurité des centrales nucléaires mais des décisions doivent également être prises rapidement en ce qui

concerne la politique énergétique. Quel sera le délai nécessaire à cet effet?

02.11 Joseph George (cdH): Rien ne sera plus jamais semblable après ce 11 mars. Un drame humain est en cours. Ce peuple force l'admiration pour son courage et pour son abnégation. Et nous sommes quelque part impuissants.

Quelle aide humanitaire notre pays peut-il apporter? Dans quel délai pourrons-nous la mettre en œuvre? Combien de Belges sont-ils présents au Japon? Ont-ils la capacité de rejoindre la capitale ou de prendre un avion pour rejoindre leurs proches? Quelles consultations ont-elles eu lieu entre notre gouvernement et les entités fédérées sur la nécessité d'évacuer nos personnels en poste au Japon?

Les ministres ont évoqué diverses mesures prises au niveau européen. Ils ont indiqué que des mesures seraient prises, qu'il fallait mieux uniformiser les réponses, mieux uniformiser les critères, passer par l'évaluation au moyen de *stress tests*.

Face à cette situation, il faut du discernement. La pire des choses pour des responsables politiques est de procéder à des raccourcis.

Quelles seront les répercussions sur l'économie mondiale?

Tant au Japon que chez nous, à proximité des centrales, la transparence est exigée. Nous ne connaissons que dans les prochaines semaines ou les prochains mois, le rapport de l'Agence internationale. Nous aurons alors les éléments qui nous permettront d'évaluer l'ampleur, les caractéristiques du drame et les mesures éventuelles à prendre. C'est à ce moment que la transparence devra être totale.

J'ai pris note du fait que la ministre de l'Intérieur se rendra à Huy prochainement. Notre population attend de la transparence par rapport à ce qui s'est déroulé.

02.12 Jean Marie Dedecker (LDD): Depuis plus de dix ans, une politique de réaction à chaud est menée en ce qui concerne l'énergie et les questions nucléaires. En 2003, on a frileusement opté pour une sortie du nucléaire de manière à pouvoir revenir sur la décision par la suite. L'objectif était bien entendu de maintenir les verts dans le gouvernement. En 2006, nous étions face au même scénario en ce qui concerne la Pax Electrica. M. Verhofstadt a vendu nos centrales nucléaires à la France en échange d'une *golden share* mais nous avons été trompés. En 2009, à la suite du rapport GEMIX, une taxe sur l'énergie nucléaire a été levée dans le seul but pour le gouvernement de combler le déficit budgétaire. À présent, le rapport de l'Agence de l'Énergie indique que nous allons manquer d'électricité; l'émission *Panorama* révèle des informations alarmantes et M. Leterme déclare à la télévision que les centrales nucléaires doivent rester ouvertes. Trois jours plus tard, une catastrophe se produit au Japon et il faut subitement organiser un test de résistance.

Le débat actuel sur l'énergie nucléaire et notre approvisionnement énergétique n'est pas mené de façon pragmatique et franche mais sous l'angle idéologique. Après la catastrophe du Japon, on ne parle pas des dizaines de milliers de victimes du tsunami mais uniquement du problème relatif aux centrales nucléaires japonaises, qui n'ont, disons-le franchement, pas encore fait une seule victime. Je veux que le débat soit mené mais de façon honnête.

La coalition rouge-verte se donne des airs progressistes, mais renie tout ce qui, comme l'énergie nucléaire, a contribué aux progrès de la société. Les partisans de la fermeture des centrales nucléaires doivent avoir le courage d'annoncer le coût de cette opération à la population. L'achat de certificats d'électricité verte a déjà entraîné une hausse de 20 % de la facture énergétique du consommateur. Le démantèlement des centrales nucléaires occasionnerait un nouveau renchérissement de 20 %. En dépit de toutes les subventions accordées pour les panneaux solaires et les éoliennes, ces sources d'énergie ne représentent actuellement pas plus de 1,7 % des besoins totaux en énergie, face aux 53 % produits par l'énergie nucléaire et les 45 % produits par les centrales classiques.

Il faut également être honnête en ce qui concerne la sécurité. Chaque année dans le monde, 3 000 à 4 000 mineurs périssent dans les mines de charbon. Le nombre de victimes est nettement supérieur à celui

des victimes de l'énergie nucléaire en 50 ans. De même, quatre millions de personnes meurent chaque année de maladies pulmonaires et du cancer, après avoir respiré l'air vicié produit par les poêles à charbon et à bois. L'énergie nucléaire est en revanche une énergie très propre.

Ouvrons également un débat objectif sur l'environnement. Depuis des années, les écologistes plaident en faveur d'une réduction des émissions de CO₂. Les quatre réacteurs dont ils réclament la fermeture réduisent de 30 millions de tonnes la production de CO₂, ce qui équivaut à la totalité des émissions produites par les voitures.

Enfin, l'approvisionnement énergétique est déjà menacé. Je suis prêt à participer à un débat, pour autant qu'il soit mené honnêtement et ne soit pas dicté par l'idéologie écologiste. L'axiome de la sécurité absolue est une utopie. Les écologistes ne doivent pas se comporter comme des marchands d'anxiété.

02.13 Hagen Goyvaerts (VB): Dans ce débat, j'ai déjà entendu beaucoup de réactions émotives et beaucoup de sottises, non dans les interventions de M. Dedeker mais dans celles de certains autres orateurs. Je n'ai jamais compris dans quel but les socialistes et les écologistes menaient ce débat. Dans les années septante, le ministre en fonction à l'époque, Willy Claes, avait déclaré qu'après les problèmes avec la Transnucléaire, la Belgique ne construirait plus jamais de nouvelle centrale nucléaire. J'ai l'impression que ce serment est toujours en vigueur aujourd'hui.

Des informations contradictoires nous parviennent du Japon. Les déclarations du gouvernement japonais et de l'exploitant de la centrale nucléaire ne révèlent pas totalement l'ampleur de la propagation de matériaux nucléaires et du risque d'irradiation.

Les États-Unis tiennent compte d'un périmètre de 80 km autour de la centrale nucléaire de Fukushima. Dans quel périmètre les autorités belges recommandent-elles d'évacuer nos compatriotes?

La situation au Japon influera sur notre approvisionnement énergétique et sur la sécurité de nos centrales. Voici moins d'une semaine, le premier ministre s'est dit favorable à la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires, ce qui est positif en soi. Le Vlaams Belang a toujours défendu aussi cette position. Par ailleurs, le ministre de l'Énergie a proposé avant-hier, compte tenu des tests supplémentaires, de reporter d'un an la décision de prolonger la durée de vie des centrales nucléaires. Alors que la fin de vie de Tihange 1, Doel 1 et Doel 2 en 2014 est imminente, le débat sur leur maintien éventuel est remis d'un an. Pourquoi faut-il suspendre le débat sur la décision de principe relative à la prolongation de la durée de vie des centrales?

Le Vlaams Belang est favorable à cette prolongation pour que de nouvelles technologies soient mises en oeuvre. Le gouvernement doit demander aux investisseurs industriels et aux scientifiques de prouver que l'énergie nucléaire a un avenir.

L'Allemagne a décidé de fermer sept centrales nucléaires. Cette décision est évidemment utilisée à des fins de politique interne, mais elle n'est pas judicieuse dans la mesure où aucune raison technique ou de sécurité ne la justifie. Quelle sera l'incidence de ces fermetures sur notre approvisionnement énergétique?

Concernant les *Long Term Operations* (LTO) aux centrales nucléaires de Doel et Tihange, il ressort d'un rapport de l'AFCN que les exploitants des centrales devront fournir des efforts considérables, en 2011, pour les réaliser. Le gouvernement continuera-t-il de soutenir ces projets et s'attellera-t-il à l'accompagnement des LTO pour Doel et Tihange?

02.14 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Les ministres Vanackere, Magnette et Turtelboom répondront en détail aux questions sur la sécurité de nos centrales nucléaires, le mix énergétique, la situation actuelle au Japon et le sort des Belges sur place.

(*En français*) La situation au Japon évolue à chaque instant. Il s'agit donc de faire preuve d'une certaine réserve avant de tirer des conclusions. Les causes de la crise nucléaire sont connues: le tremblement de terre et le tsunami qui s'en est suivi, mais les conséquences sur la centrale nucléaire de Fukushima I ne cessent d'évoluer.

Le gouvernement belge concentre son action sur trois aspects: l'aspect humain, la sécurité de nos installations nucléaires et, enfin, la position du nucléaire dans notre mix énergétique.

(En néerlandais) Nous suivons très attentivement la situation au Japon dans l'intérêt de nos compatriotes sur place. Étant donné la difficulté extrême d'évaluer précisément les risques et la prudence que nous inspire cet état de fait, nous recommandons depuis hier à nos compatriotes présents au Japon de quitter le pays si leur présence n'est pas absolument requise. Les personnes qui ne sont pas en mesure de quitter le Japon par un vol commercial pourront disposer d'un avion de l'armée. Il va de soi que nous sommes en concertation permanente avec les autres États membres de l'Union européenne en vue d'organiser les départs avec un maximum d'efficacité.

Nous n'avons aucune raison de craindre une contamination radioactive en Belgique. L'AFCN suit la situation avec toute l'attention requise. Telerad effectue des mesures toutes les dix minutes. Il n'y a aucune raison de s'inquiéter à ce sujet ni de céder à la panique.

(En français) En ce qui concerne la sécurité de nos installations nucléaires, il est clair que nos centrales ont été construites dans un contexte géologique différent de celles du Japon et nos centrales elles-mêmes sont d'un type différent des centrales japonaises.

Mais le gouvernement, stimulé par une initiative européenne, a décidé de soumettre pour la fin de l'année nos centrales à un *stress test* qui se fera sur base volontaire selon une méthodologie définie au niveau européen et qui sera réalisé par des experts indépendants. Les résultats seront communiqués de façon transparente.

(En néerlandais) La situation institutionnelle de notre pays ne permet pas au gouvernement en affaires courantes de prendre des décisions en ce qui concerne la sortie du nucléaire mais les résultats des tests de résistance des centrales nucléaires étayeront la prise de décision en la matière. Il s'agit toutefois d'une disposition légale: il ne faut pas attendre uniquement une initiative du gouvernement.

02.15 Steven Vanackere, ministre *(en néerlandais)*: Je rends hommage à toutes les personnes qui mettent actuellement tout en œuvre pour sauver des vies au Japon, malgré le risque éventuel pour leur propre vie.

Immédiatement après le tremblement de terre, les cellules de crise ont été activées pour soutenir les Belges au Japon, tant à l'ambassade à Tokyo qu'au sein de mon département. Le centre de crise est disponible 24 heures sur 24. L'équipe renforcée de l'ambassade travaille jour et nuit. Nos diplomates font du bon travail dans des circonstances difficiles. Quelque 1 000 dossiers ont été ouverts. Quelque 700 Belges résident au Japon, outre les touristes et les hommes d'affaires belges. La majorité d'entre eux ont pu être contactés et jusqu'à présent toutes les nouvelles sont rassurantes. Notre ambassade suppose que 15 à 20 % des résidents belges au Japon ont déjà quitté le pays par leurs propres moyens.

Le conseil aux voyageurs pour le Japon a systématiquement été rendu plus strict. Pour l'heure, nous déconseillons tous les voyages au Japon. Par ailleurs, nous avons conseillé par mesure de précaution aux ressortissants belges de quitter le pays si leur séjour n'est pas indispensable, où qu'ils se trouvent sur le territoire japonais.

Au vu des informations relatives à la capacité insuffisante des vols commerciaux au départ du Japon, j'ai proposé au cabinet restreint d'envoyer un Airbus de l'armée au Japon avec à son bord quelques collaborateurs du département des Affaires étrangères pour assister nos compatriotes dans les formalités de départ. L'Airbus peut transporter 260 personnes, de sorte qu'avec quelques vols, tout le monde devrait être mis à l'abri. À ce jour, nous ne dénombrons toutefois pas encore 260 candidats.

Bien que les autorités japonaises assurent elles-mêmes la distribution de comprimés d'iode, j'ai par mesure de précaution remis un millier de comprimés d'iode à un diplomate se rendant au Japon pour qu'ils puissent y être distribués à nos compatriotes.

(En français) En ce qui concerne l'aide internationale, une vingtaine de pays de l'Union européenne, dont le nôtre, ont proposé du personnel et du matériel au centre européen de coordination. Dans un premier temps, le Japon n'a pas demandé de soutien à l'Union européenne. Avant-hier, il a introduit une demande d'aide

auprès de l'Union, essentiellement sous forme de couvertures, de matelas, de bouteilles d'eau et de citernes d'eau, et il a spécifié ne pas avoir besoin d'équipes médicales ou de brigades canines. Il a cependant demandé des spécialistes en matière de contamination chimique, bactériologique, radiologique et nucléaire. Suite à cette demande, une personne de la Défense est à bord de l'Airbus pour le Japon. Il a également sollicité une aide financière par le truchement des dons à la Croix-Rouge.

02.16 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je tiens à m'associer aux condoléances adressées au peuple japonais. Chaque famille japonaise compte aujourd'hui des victimes. Cette catastrophe a commencé par un tremblement de terre et un tsunami mais en plus, il y a eu une éruption volcanique dans le sud. La catastrophe à la centrale de Fukushima a elle aussi provoqué des tragédies d'une ampleur inégalée jusqu'ici. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes ou disparues. Des centaines de milliers de personnes ont tout perdu. Dans de telles circonstances, je me sens désemparée, en ma qualité de ministre mais surtout en tant qu'être humain.

Les événements à la centrale de Fukushima doivent nous rappeler la nécessité impérieuse de rester vigilants. Nous devons réfléchir à la façon dont nous appréhendons l'énergie nucléaire et à la manière dont nous sécurisons nos centrales nucléaires. Elles comptent déjà parmi les plus sûres au monde mais nous devons de déterminer quelles mesures de sécurité nous devrions encore prendre.

Nous devons évidemment mener ce débat au Parlement mais aussi et surtout à l'échelon européen. Une concertation est nécessaire car de nombreuses centrales nucléaires ont été implantées à proximité de nos frontières. Or elles pourraient produire des effets extrêmement néfastes sur notre santé publique. La décision prise hier par la Chancelière allemande était tout à fait gratuite. Si chaque pays réagissait ainsi, de graves problèmes d'approvisionnement se poseraient.

C'est la raison pour laquelle, lors de la réunion avec des experts européens, j'ai fait une série de propositions avec mon collègue Paul Magnette afin d'améliorer la sécurité des centrales. L'Europe instaurera le test de résistance sur base volontaire mais le conseil des ministres restreint a décidé d'y procéder en toute hypothèse. À compter de la semaine prochaine, les critères à observer pour procéder à ce *stress test* seront définis à l'échelon européen par les experts nucléaires. Nous verrons alors ce qui pourrait encore être ajouté aux procédures de sécurité existantes.

Nous testons d'ores et déjà nos centrales afin de mesurer leur résistance en cas de séisme ou d'inondation. La tragédie survenue au Japon nous a enseigné qu'il convient aussi de vérifier si nos centrales sont sûres en cas de concours extrême de circonstances. Je plaide quant à moi en faveur d'une transparence maximale, transparence qui doit absolument être garantie dans le cadre du test de résistance.

Contrairement à ce qui se fait aujourd'hui, les régulateurs nucléaires devraient avoir à l'avenir la possibilité d'entrer dans chaque centrale, à tout moment et sans devoir remplir aucune condition, afin d'en contrôler la sécurité. En ce moment, cela se fait encore sur la base de la bonne volonté et avec l'assentiment des responsables de chaque centrale. Mais je pose une autre exigence: l'AIEA doit aussi se voir confier ce rôle pour toutes les centrales du monde. Ainsi, nous pourrions assurer une transparence d'un très haut niveau dans tous les débats consacrés à la sécurité.

(*En français*) Actuellement, le MIC (*Monitoring and Information Centre*) de la Commission européenne ne prévoit rien en cas d'incident nucléaire. Il faut introduire l'incident nucléaire dans les scénarii prioritaires, c'est-à-dire prévoir des actions, un scénario de référence, mettre à disposition les moyens nécessaires en cas d'incident nucléaire (pilules d'iode, systèmes de refroidissement alternatifs, cabines de décontamination, etc.).

(*En néerlandais*) Je comprends très bien les réactions d'inquiétude de nos concitoyens. Ce débat a tout lieu d'être.

Le centre de crise de l'Intérieur organise des réunions avec tous les acteurs concernés: le premier ministre, les régulateurs, l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, l'AFSCA et l'IRM.

La population doit savoir aujourd'hui que jusqu'à dimanche inclus, le vent souffle vers l'Océan Pacifique et qu'aucun danger ne menace donc la Belgique et l'Europe. À plus long terme, il n'y a pas davantage de danger. Pour parer à toute éventualité, le système Telerad procède à des mesures systématiques afin de

détecter toute augmentation des valeurs. Les personnes qui reviennent du Japon et s'inquiètent pour leur santé peuvent consulter un médecin spécialiste de l'AFCN qui pourra faire un diagnostic précis.

La cellule de crise de l'Intérieur se réunit à nouveau demain. Nous suivons bien sûr la situation d'heure en heure de manière à pouvoir transmettre toutes les informations nécessaires aux citoyens.

Les effectifs de la protection civile se tiennent prêts à intervenir éventuellement au Japon. Ils peuvent être appelés à court terme mais nous vérifions bien sûr si la mission ne comporte pas de risques pour leur santé. Nous sommes prêts à envoyer des équipes pour participer à la reconstruction et à la gestion de la catastrophe en dehors du périmètre de la centrale nucléaire.

(*En français*) L'AFSCA a mis en place, avec l'AFCN, un plan d'échantillonnage et de contrôle de la radioactivité des denrées alimentaires importées du Japon. Les produits les plus sensibles sont les denrées alimentaires et les aliments pour le bétail.

La Commission européenne a adopté, ce 15 mars, un règlement indiquant que le niveau maximum admissible préétabli de contamination radioactive fixé par la réglementation Euratom était d'application.

L'Union européenne a adopté des mesures visant à garantir que les produits agricoles ne sont importés dans l'Union que selon des modalités qui sauvegardent la santé de la population, tout en préservant l'unicité du marché et en prévenant les détournements de trafic.

Si un État membre identifie des produits qui dépassent les limites maximales admissibles, il prend les mesures nécessaires et il informe la Commission.

(*En néerlandais*) Une zone de planification d'urgence de dix kilomètres a été délimitée pour mettre à l'abri et évacuer la population, et dans une zone de vingt kilomètres, on distribue préventivement des comprimés d'iode. En cas d'incident grave, nous ne calculons toutefois plus en kilomètres mais nous prenons les mesures qui s'imposent pour garantir la santé et le bien-être de l'ensemble de la population.

02.17 **Paul Magnette**, ministre (*en français*): Dans les premières heures qui ont suivi cet accident, notre priorité a été d'essayer de le comprendre, car il était extrêmement difficile de recueillir des informations fiables.

Nous avons rapidement mis en place une plate-forme réunissant nos meilleurs experts et faisant offre de services aux autorités japonaises, notamment en matière de détection des taux de radioactivité, domaine dans lequel l'expertise belge est reconnue mondialement. Le gouvernement japonais n'a pas demandé que nous activions cette offre. Elle reste à sa disposition.

Dès le mardi, nous nous sommes réunis pour identifier les mesures que nous devrions prendre en Europe et en Belgique. Cette idée de *stress test* a rapidement fait l'objet d'un consensus. Le soir-même, la Commission suggérait que des *stress tests* soient menés dans l'ensemble des pays membres de l'Union européenne. Lundi, nous tiendrons un Conseil extraordinaire de l'Énergie pour en affiner la méthodologie.

Certains disent que cela signifie que les tests que nous faisons jusqu'ici n'étaient pas suffisants. Oui et non. La technologie nucléaire, complexe, fait l'objet d'examens et d'analyses rigoureux, qui tiennent compte des meilleurs données scientifiques disponibles. La centrale de Tihange tient compte de ce que l'on sait des tremblements de terre dans la région de Liège et de ce que l'on sait des possibilités d'inondations en cas de crue de la Meuse. Mais une catastrophe est, par définition, imprévisible. Selon les climatologues et les géologues, les catastrophes naturelles dans le monde sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves.

Ne pas prévoir une catastrophe naturelle est peut-être une faute, ne pas tirer les leçons d'une catastrophe naturelle serait une faute capitale.

Par définition, la sécurité nucléaire dépasse nos frontières. Lorsque nous, autorités belges, plaidons pour des *stress tests* européens, c'est pour que les Vingt-sept encouragent les pays voisins à faire de même.

Depuis trois ans, je suis bien placé pour le constater: il est très difficile de tenir un discours rationnel autour d'un enjeu comme le nucléaire, qui suscite des réactions très émotives. Mais c'est ce que nous avons essayé de faire en mettant en place un groupe composé des meilleurs experts belges et étrangers, choisis en raison de leur impartialité et leur parfaite indépendance à l'égard des producteurs nucléaires.

Leurs conclusions ne font plaisir à personne. Ils confirment que le nucléaire est une énergie du passé qu'il faudra remplacer par une priorité à l'efficacité énergétique et au développement des énergies renouvelables. Mais ils nous disent aussi que le calendrier établi en 2003 n'est que très difficilement tenable. Le défaut de la loi de 2003 est d'avoir décrété la sortie du nucléaire sans l'organiser ni expliquer comment réduire nos consommations d'énergie, développer les renouvelables et remplacer les centrales.

En 2010, nous avons importé 12 % d'électricité de l'étranger. Les trois centrales concernées représentent 15 % de notre consommation, et notre consommation devrait croître de 5 % d'ici 2015.

Les projets de centrales alternatives qui devraient être prêts d'ici 2015 ne sont pas suffisants pour nous rendre autonomes. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas fermer les centrales nucléaires en 2015, mais si l'on veut fermer ces centrales, il faut tenir compte de la politique climatique, de l'impact économique et de l'impact sur les prix de cette décision.

Le gouvernement n'a pas interdit le débat sur notre politique énergétique. Il ne le pourrait d'ailleurs pas. Mais puisque nous organisons des *stress tests* et vérifions si nos règles de sécurité sont à la hauteur des nouveaux défis, on ne va pas décider de la prolongation de ces centrales avant les résultats de ces tests, qui seront rendus publics. Si certaines de nos centrales ne tiennent pas aux tests de résistance, il faudra en tirer les conséquences.

02.18 Bert Wollants (N-VA): J'ai entendu une série de raisonnements bizarres. Lorsque nous préconisons une prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires, nous sommes accusés d'ignorer la question de la sécurité. Or une analyse de la conception et du processus de vieillissement des centrales figure précisément parmi nos préoccupations majeures.

D'autres ont qualifié l'énergie nucléaire de "technologie du passé", mais personnellement, je ne la condamnerais pas aussi rapidement, car je suis sensible à une série de projets énergétiques intéressants du passé.

Il faut pouvoir mener le débat et effectuer des études. Mettons-nous au travail de manière à pouvoir évaluer la sécurité de nos centrales nucléaires et assurer la poursuite de leur fonctionnement dans de bonnes conditions jusqu'à ce que nous disposions de suffisamment de sources d'énergie de substitution à des prix abordables.

02.19 Guy Coëme (PS): Quand on apprend le coût d'un billet d'avion pour quitter le Japon (jusqu'à 8 000 euros), comment ne pas être écoeuré par la bassesse de l'âme humaine, quand il s'agit de la misère d'un peuple? Au début des années 1980, il y avait la politique de l'*open sky*. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Je remercie les autorités belges d'avoir voulu compenser les difficultés de ce que l'on appelle l'aviation commerciale.

Ensuite, même s'il faut attendre les tests de résistance pour tirer certaines leçons à propos des centrales, les plans de secours en cas de catastrophe nucléaire peuvent, eux, être revus rapidement. La catastrophe du Japon montre que ces détails sont essentiels en cas de drame.

Enfin, peu d'entre-nous étaient sans doute dans cet hémicycle il y a 25 ans, lors de Tchernobyl. À l'époque, nous n'avions aucune information. Cela tenait sans doute à la nature du régime soviétique, mais l'habitude générale n'était pas à la communication, à la sincérité des autorités publiques. Actuellement, la transparence est là, c'est une réalité et nous vous en félicitons.

02.20 Denis Ducarme (MR): Le gouvernement, même en affaires courantes, est pleinement aux commandes dans ce dossier. C'est rassurant. Il insiste sur un niveau d'ambition plus élevé en matière de sécurité pour nous-mêmes et pour l'Europe. Cependant, en matière de sécurité nucléaire en Europe orientale et en Russie, j'ignore si le changement de régime a apporté plus de transparence.

Je demande au ministre des Affaires étrangères que la présente crise nous permette d'imposer, en Europe orientale aussi, davantage d'exigence de sécurité dans le domaine nucléaire.

02.21 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Je suis frappée par le fait qu'en tant que seule femme à cette tribune dans le cadre de ce débat j'adopte une attitude plus sobre et plus rationnelle que mes collègues qui ont laissé libre cours à leurs émotions. Qu'un tel débat soit mené au sein de ce Parlement se justifie parfaitement mais la question se pose de savoir si nous pouvons demander aux membres du gouvernement de prendre des mesures en matière de sécurité et de mix énergétique à court, à moyen et à long terme. Ce gouvernement ne dispose en effet pas des pleins pouvoirs et ne peut tout simplement pas prendre ce type de mesures. Notre pays a donc réellement besoin d'un gouvernement à part entière.

02.22 Bruno Tobback (sp.a): Dans le débat concernant la question nucléaire, je salue l'attitude correcte de ce gouvernement. Les événements au Japon justifient que nous posions de nouvelles questions et redéfinissions nos attitudes. Je me réjouis que ce gouvernement ose remettre en cause des questions considérées autrefois comme allant de soi. Je me réjouis également que Mme Turtelboom se porte aujourd'hui garante de l'existence de procédures qui semblent évidentes aujourd'hui mais qui n'existaient tout simplement pas par le passé. Je songe à l'accès inconditionnel des organes de contrôle aux centrales nucléaires. Au niveau européen, des règles plus sévères n'existaient pas, alors qu'elles auraient dû être mises en place. Si de telles conclusions sont à présent tirées, nous ne pouvons que nous en réjouir.

J'espère que les résultats des tests de résistance des installations et les nouvelles procédures de sécurité qui en découleront seront communiqués à un public plus large qu'auparavant. Nous éviterons ainsi peut-être, lors d'un incident, de devoir constater avec étonnement que toutes sortes de mesures évidentes n'ont pas été prises. Il convient de tirer les enseignements qui s'imposent.

Certains collègues semblent avoir développé un lien émotionnel avec nos réacteurs. Pour ma part, je ne ressens pas cette attirance. Je ne nie pas les avantages que les réacteurs nucléaires nous ont apportés, tout comme je ne nie pas le progrès qu'ont représenté le navire à voile et le charbon. Toutefois, l'humanité doit aller de l'avant. Nous devons dépasser nos habitudes actuelles et tenter de progresser. Avec l'attitude de M. Dedecker, nous nous chaufferions encore avec les poêles de nos grands-mères.

02.23 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Je tiens d'abord à vous remercier pour les efforts consentis par le gouvernement en faveur de nos compatriotes au Japon et du peuple japonais dans son ensemble.

Vous déclariez, le 7 mars, être favorable au rallongement de la durée de vie de toutes les centrales nucléaires. Aujourd'hui, il me semble avoir entendu dire un membre du gouvernement qu'il n'était pas du tout exclu de fermer les trois centrales les plus vieilles et les plus dangereuses, en 2015.

Plutôt que de nous parler de *stress tests* sur des événements imprévisibles et d'experts indépendants, je vous propose de poursuivre dans cette évolution positive!

02.24 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Il va probablement falloir attendre un an avant d'avoir les résultats des tests de résistance, le reste de la politique énergétique ne s'inscrit pas dans le cadre des affaires courantes, mais il y a ici 150 députés qui ont peut-être une contribution à apporter à ce débat. J'espère que nous pourrions agir ensemble de manière rationnelle.

Je ne suis pas un pape du nucléaire. Mon groupe politique croit en une politique énergétique durable,

considère la technologie nucléaire comme une technologie de transition, mais n'est pas disposé à se lancer aveuglément dans un projet hasardeux. Nous voulons une transition parfaitement préparée, souple, assortie des investissements nécessaires pour réduire notre dépendance énergétique et éviter ainsi des discussions tarifaires et des régulations de prix de type néo-communiste. Tout cela dans l'attente d'une énergie verte rentable. La taxe sur l'uranium citée par Mme Van der Auwera constitue un instrument de rapprochement important.

Nous devons mener ce débat ensemble, sans aucune démagogie, contrairement à ce que font les médias qui accusent le gouvernement d'avoir laissé trois ans durant la population sans aucune protection avec des pilules d'iode périmées et contrairement à ce qui est diffusé sur Facebook et Twitter où les partisans de l'énergie nucléaire sont qualifiés de 'répugnants'.

02.25 Maya Detiège (sp.a): J'ai participé à la préparation de la campagne de distribution de pilules d'iode en 1999, campagne qui était nécessaire. En 2008, j'ai dû constater avec consternation que ces pilules étaient périmées. Il y a eu ensuite en août 2008 la fuite à l'institut de radio Éléments de Fleurus où de l'iode radioactif a été rejeté dans l'atmosphère. Il m'a été répété à plusieurs reprises que les pilules étaient toujours stables, mais il est clair que les gens se débarrassent des comprimés périmés. Une grande partie des riverains de la centrale n'étaient donc plus protégés. (*Tumulte*)

02.26 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je me dois de réagir si l'on utilise le drame japonais pour effrayer la population belge par des mensonges. Depuis 2008, les comprimés d'iode sont contrôlés annuellement par un institut scientifique indépendant. Venir prétendre que le gouvernement laisse la population sans protection depuis trois ans déjà constitue donc une contre-vérité manifeste, qui m'écoeure franchement.

02.27 Joseph George (cdH): Je retiendrai trois termes dans la réponse du gouvernement: l'humanitaire, qui suppose disponibilité et engagement, la transparence, qui est la meilleure réponse à la peur, et l'excellence en matière de sécurité, impliquant l'uniformisation des critères et la vérification de nos possibilités de réponses à des événements similaires.

Zénobe Gramme a inventé la dynamo, bien avant Edmond Leburton et Leo Tindemans; elle est toujours utilisée actuellement! L'énergie nucléaire ne sera peut-être qu'une énergie de transition mais ce n'est pas en deux coups de cuiller à pot qu'on en sortira!

02.28 Jean Marie Dedecker (LDD): Ce débat est devenu relativement radioactif et, à mon estime, certains collègues devraient également se soumettre à un test de résistance. M. Tobback, par exemple, devrait tout de même savoir que l'époque des moulins à vent et des moulins à eau est quasiment révolue. Ou les socialistes sont-ils à nouveau intéressés par les subsides?

J'entends aujourd'hui que le gouvernement, qui est au pouvoir depuis quatre ans déjà, ne peut prendre aucune décision. En 2007, il exigeait encore une contribution de 250 millions d'euros d'Electrabel; aujourd'hui il n'a plus rien à dire parce qu'il est en affaires courantes. Lorsqu'il s'agit de nominations ou de la confection du budget, les affaires courantes ne posent manifestement aucun problème, à l'inverse donc de notre approvisionnement énergétique.

On m'a également expliqué en 2003 qu'il faut quatre à sept ans pour fermer une centrale nucléaire. Nous sommes à présent en 2011, les centrales nucléaires devraient être fermées vers 2014 et aujourd'hui le gouvernement nous annonce qu'il ignore ce qu'il en est.

Voici donc ma question à M. Reynders, étant donné que le premier ministre est déjà parti: le gouvernement prendra-t-il une décision à ce sujet, continuera-t-il à se retrancher derrière les affaires courantes, ou le Parlement devra-t-il traiter le dossier? Si tel est le cas, nous pouvons mener un débat la semaine prochaine et prendre une décision majorité contre minorité.

02.29 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Le premier ministre a déjà indiqué dans sa réponse que le Parlement peut prendre des décisions légales en la matière.

02.30 Hagen Goyvaerts (VB): Le Vlaams Belang veillera à ce qu'un débat ait lieu sur la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires pour autant que le gouvernement ne considère pas cela comme une thérapie occupationnelle pour le Parlement. Le gouvernement a effectivement le droit d'entendre diverses

opinions mais s'il veut simplement commander une série de nouvelles études pour démontrer ce qui lui convient, nous n'y participerons pas.

J'avais espéré que ce gouvernement offrirait des perspectives d'avenir en matière de technologie nucléaire. S'il continue à tergiverser, cela fera fuir définitivement les excellents spécialistes qui travaillent dans les centres de Campine. Si telle est son intention, je préfère qu'il le dise tout de suite.

L'incident est clos.

Le **président**: Le premier ministre a dû s'absenter pour une heure. Je propose de passer aux autres questions en attendant son retour. (*Assentiment*)

03 Questions jointes de

- **M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la réduction du taux de TVA à la suite de l'interdiction de fumer" (n° P0153)**

- **M. Damien Thiéry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la réduction du taux de TVA à la suite de l'interdiction de fumer" (n° P0154)**

03.01 Damien Thiéry (MR): Le secteur concerné nous a fait savoir que l'application anticipée de la suppression de la consommation de tabac dans les cafés et établissements de jeux risquait de poser des problèmes importants.

Et alors que nous discussions de la question, un message nous était envoyé, nous informant que la Cour constitutionnelle avait pris position suite à une plainte. La Cour a décidé la mise en application de la suppression de la consommation de tabac dans les cafés et établissements de jeux à partir de juillet 2011.

Du point de vue de la santé publique, cette décision est une bonne chose.

Ce qui m'interpelle dans cette démarche, c'est qu'un accord prévoyait deux exceptions à la loi du 12 décembre 2009, à savoir les établissements de jeux et les cafés dans lesquels on pouvait continuer à consommer du tabac. La décision de l'application de cette loi à ces derniers dès juillet 2011 ne sera pas sans poser de problèmes.

Entre-temps, le secteur de la restauration a consenti pas mal de dépenses en vue de se conformer à la loi de 2009. Il devait en être de même pour les cafés et les établissements de jeux. Une sorte de compromis avait été trouvé entre le secteur et la classe politique. Aujourd'hui, cette anticipation déstabilise le secteur.

Des mesures de compensation sont-elles envisageables, comme une diminution du taux de TVA pour les boissons, en règle générale? Si cette mesure entraînerait une implication budgétaire trop importante, d'autres déductions fiscales seraient-elles concevables?

03.02 Hagen Goyvaerts (VB): Je me demande quand le ministre Reynders a bu pour la dernière fois une pinte dans un petit café de quartier. Je puis lui assurer en tout cas que les exploitants de café où il est autorisé de fumer sont particulièrement furieux depuis le récent arrêt de la Cour constitutionnelle. Bien qu'à l'époque, une majorité se soit dégagée en faveur d'une interdiction générale de fumer, on a fabriqué une loi qui ne rime à rien. Il y a à peine un an, les cafés devaient encore choisir entre l'autorisation de fumer et la restauration; à présent, ils disposent seulement de trois mois pour s'adapter à une interdiction totale de fumer.

L'arrêt engendrera un bain de sang socioéconomique. Il n'y a pas si longtemps, l'horeca avait obtenu à titre de compensation une réduction de la TVA à 12 % pour les repas. Le ministre est-il disposé à réduire la TVA sur les boissons à 6 % pour les cafés?

03.03 Didier Reynders, ministre (en français): Le gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour appliquer l'arrêt de la Cour constitutionnelle et fera en sorte que l'information soit correctement diffusée pour qu'à partir du 1^{er} juillet, les nouvelles dispositions puissent réellement s'appliquer.

(En néerlandais) Il est possible de réduire la TVA à 6 ou 12 % sur les boissons non alcoolisées et/ou

alcoolisées, mais cela représenterait pour l'État une perte de 145 à 380 millions d'euros. Compte tenu de la date de l'arrêt, il n'était plus possible d'inscrire une telle mesure dans le budget pour 2011. Toutefois, d'autres options existent.

(*En français*) Lors des débats parlementaires concernant cette législation, la plupart des groupes s'étaient exprimés en faveur d'une concertation avec le secteur pour examiner les mesures d'accompagnement à prendre.

03.04 Damien Thiéry (MR): Je regrette que nous n'ayons pas vraiment suivi ce qui avait été convenu, avec les exceptions qui pouvaient perdurer jusqu'en 2014, mais je suis très content de voir que les aménagements seront faits, en concertation avec le secteur.

03.05 Hagen Goyvaerts (VB): Les arrêts de la Cour constitutionnelle se suivent mais ne se ressemblent pas. L'arrêt sur BHV remonte déjà à 2003, mais son exécution ne semble présenter aucun caractère d'urgence. En revanche, l'arrêt sur l'interdiction de fumer doit être exécuté rapidement. Des mesures d'accompagnement sont annoncées, mais sur le terrain, une fois de plus, les cafetiers sont abandonnés à leur sort. Le gouvernement, en affaires courantes ou non, ne manifeste pas une grande considération à l'égard de ce secteur économique pourtant important.

En tant que partisan du libéralisme, le ministre devrait laisser aux cafetiers la liberté d'appliquer ou non l'interdiction du tabac dans leur établissement. De plus, le client devrait lui aussi pouvoir choisir de se rendre dans un café fumeurs ou non-fumeurs. Mais tous sont privés de cette liberté au non de la démagogie de l'interdiction de fumer.

Je voudrais connaître l'opinion de M. Di Rupo à ce sujet, lui qui souhaitait une exception, craignant en effet la faillite des cafés populaires de Charleroi. Tous les bistrotts populaires reçoivent le coup de grâce à Charleroi et en Flandre et nous ne pouvons l'admettre.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Libye" (n° P0155)**
- **Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Libye" (n° P0156)**
- **Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Libye" (n° P0157)**
- **Mme Kattrin Jadin au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Libye" (n° P0158)**
- **M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Libye" (n° P0159)**
- **M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Libye" (n° P0160)**

04.01 Christian Brotcorne (cdH): L'Union européenne a donné de nombreux gages à l'opposition et a soutenu celle-ci en invitant le dictateur libyen à se retirer. Et voilà que M. Kadhafi nous annonce que, dans deux jours, il en aura terminé avec "sa" libération et la disparition de l'opposition.

Que fait la communauté internationale, que fait l'Union européenne? Quelle est l'attitude de la Belgique? Si la France et l'Angleterre invitent à une intervention militaire, simultanément, l'Italie et l'Allemagne freinent des quatre fers. Quelle image donnons-nous de l'Union européenne qui soutient les droits de l'homme et qui, au moment où il faut intervenir de manière concrète, est aux abonnés absents?

Quand et que va-t-on décider? Quelle est la position de la Belgique? Que fait Mme Ashton en tant que haute représentante? Quelle est notre position au Conseil de sécurité? Sommes-nous prêts à participer à une opération militaire qui n'aurait pas reçu de mandat des Nations Unies? Quelles sont les sanctions qui peuvent être éventuellement prises à l'encontre de la Libye? Bref, attendons-nous que ce pays retourne à sa situation antérieure?

04.02 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Outre la terrible catastrophe au Japon, il nous faut également prêter attention à la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Après les révolutions relativement pacifiques en Tunisie et en Égypte, une spirale de violence se met en place en Libye, à Bahreïn et au Yémen.

Au départ, on aurait pu croire que la communauté internationale allait appliquer ses principes de façon conséquente par l'exclusion de la Libye du Conseil des droits de l'homme, l'imposition des sanctions et le renvoi à la Cour pénale internationale. Un tel dynamisme manque dans d'autres dossiers, celui de la Côte d'Ivoire notamment. Vu l'insuffisance des mesures, la communauté internationale semble ne plus être en mesure de maintenir ces bonnes pratiques. L'UE et le Conseil de sécurité n'arrivent pas à se mettre d'accord, malgré l'extrême gravité de la situation.

Depuis 2005, après le génocide au Rwanda, la communauté internationale reconnaît le concept de *responsibility to protect*. Si un pays perpètre des crimes contre l'humanité contre sa propre population, la communauté internationale a l'obligation de protéger cette population. Si les moyens pacifiques ne suffisent pas, une intervention militaire s'impose. La question est effectivement délicate mais pareille intervention aurait pu sauver de nombreuses vies au Rwanda par exemple.

Comment accorder l'attitude hésitante de l'Union européenne et du Conseil de sécurité des Nations Unies et une politique qui soutienne sans détours la démocratisation de cette région? Quel sens a encore la *responsibility to protect* si nous laissons les événements suivre leur cours en Libye? Dans quelles conditions une intervention militaire de la communauté internationale est-elle souhaitable, d'après le ministre? Quelle est la position du ministre concernant la situation au Bahreïn, où les manifestations sont réprimées brutalement avec le soutien militaire de l'Arabie saoudite? Ne convient-il pas d'envisager des sanctions, comme un embargo sur les armes, pour l'ensemble de la région?

04.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Nos yeux sont tournés vers le Japon. Néanmoins, nous ne pouvons détourner notre regard de la situation en Libye: le printemps arabe est ébranlé. Nous nous promettons d'aider la population en gelant les avoirs de la famille Ben Ali ou en refusant des visas pour la famille Moubarak, bref par diverses sanctions diplomatiques ou économiques. Il s'agit là d'une position assez facile d'observateur, attentiste et opportuniste. Ceux que les États européens avaient soutenus auparavant pour des raisons économiques ou comme paravents contre l'immigration, aujourd'hui, deviennent soudainement infréquentables.

Quelle sera l'étape supplémentaire, lorsqu'on voit qu'en Libye, Mouamar Kadhafi massacre sa population? Sommes-nous capables de faire plus que ces sanctions économiques ou diplomatiques? En avons-nous la volonté politique? Nous devons prendre des risques. Je regrette que vous ne vous soyez guère montré enclin à reconnaître le Conseil national de transition, ce qui aurait poussé le leader libyen dans l'illégalité.

Pourquoi ne pas rejoindre la Ligue arabe et instaurer une zone d'exclusion aérienne? Nous l'avons demandée il y a dix jours. Aujourd'hui, ce sera peut-être trop tard: les morts s'accumulent et les insurgés sont acculés.

Que va-t-on faire si Muammar Kadhafi reprend le dessus? Va-t-on reprendre les relations de bon voisinage?

Enfin, il y a aussi le Bahreïn où la rébellion est matée par les chars de l'Arabie saoudite. Allons-nous également rester silencieux?

04.04 Katrin Jadin (MR): J'ai pris connaissance de vos déclarations sur une possible intervention militaire en Libye. En tant que démocrate et libérale, je ne peux rester insensible au drame qui s'y joue. Je pense que l'Europe ne peut rester en retrait. La Libye est entrée dans une guerre civile dont les seules victimes sont comme toujours la population. La Belgique peut-elle rester au balcon devant ce drame? Comment justifier notre inaction?

La France, la Grande-Bretagne, le Liban ont déposé un projet d'intervention militaire en Libye devant l'ONU

et de nombreux pays arabes seraient prêts à s'y joindre. Il est temps de prendre nos responsabilités, nous qui nous targuons d'être démocrates. Nos palabres actuelles sont malvenues. Il est temps de décider.

M. Verhofstadt se dit malade face à l'attitude des Européens. Une diplomatie intense est nécessaire, mais à chaque minute, toujours plus d'hommes et de femmes sont plongés dans le désarroi et la peur. L'heure est venue d'agir dans l'intérêt du monde arabe en général et du peuple libyen en particulier.

Quel type d'intervention peut-on organiser? Pouvez-vous faire le point sur vos contacts diplomatiques aujourd'hui? La décision du G8 enterme-t-elle définitivement toute intervention en Libye? Une après-révolte avec Kadhafi vous semble-t-elle envisageable?

04.05 Peter Luykx (N-VA): L'appel à la démocratisation de la population libyenne, dont se félicitent notre pays et la communauté internationale, est étouffé dans l'œuf par l'intervention impitoyable des troupes du colonel Kadhafi. On assiste manifestement à un retournement de la situation au détriment de l'opposition. On peut s'attendre à des actions de représailles.

Notre ministre de la Défense a déjà laissé entendre qu'il n'était pas partisan d'une zone d'exclusion aérienne. La ministre de l'Intérieur a pour sa part souligné qu'une telle décision constituerait de fait une intervention militaire. C'est exact, mais si nous n'intervenons pas maintenant, nous abandonnons la population libyenne à son sort.

Le Conseil de Sécurité a exclu la Libye du Conseil des droits de l'homme, Kadhafi devrait être traduit devant la Cour pénale internationale de La Haye et ses transactions financières ont été bloquées mais tout cela n'arrêtera pas les violences. Une zone d'exclusion aérienne permettrait pourtant d'éviter un bain de sang. Notre pays ne siège pas au Conseil de Sécurité mais dans le cadre de la résolution 377, il pourrait chercher une majorité en faveur d'une interdiction de survol aérien. Le ministre prendra-t-il une telle initiative?

04.06 Dirk Van der Maelen (sp.a): Je crains que l'on se dirige vers une issue tragique et sanglante de la révolution libyenne. La communauté internationale et l'Union européenne ne parviennent pas à s'entendre sur la stratégie à suivre, à savoir s'il faut ou non instaurer une zone d'exclusion aérienne. Il semblerait qu'à présent les États-Unis souhaitent outre l'interdiction de survol aérien avoir la possibilité d'arrêter militairement la progression de l'armée libyenne.

La Belgique ne participe pas aux débats du Conseil de sécurité mais bien à ceux de l'Union européenne. Dans quel camp sommes-nous? Celui de la France et la Grande-Bretagne ou celui de l'Allemagne et de l'Italie?

04.07 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): La principale question, parmi les nombreuses qui ont été posées, concerne la réaction de la Belgique. Notre pays a alloué 1 million d'euros d'aide financière au Comité international de la Croix-Rouge pour accueillir les réfugiés à la frontière entre la Tunisie et la Libye et a mis un Airbus à la disposition de l'organisation en vue de rapatrier les réfugiés de Djerba vers leurs pays d'origine que sont l'Égypte, le Mali et le Ghana. Nous avons ainsi pu aider environ 1 530 personnes. La Belgique a dès lors fourni de réels efforts sur le plan humanitaire.

(*En français*) Nous avons contribué à augmenter la pression sur le régime de M. Kadhafi par les sanctions comme l'embargo sur les armes, le *visa ban*, le gel des avoirs (suivi par les Nations Unies).

L'Union européenne a interrompu ses négociations avec la Libye relativement à un accord-cadre. La présence de ce pays a été suspendue au Conseil des droits de l'homme, avec l'approbation de la Ligue arabe.

Madame Boulet, il n'est pas nécessaire de pousser Kadhafi dans l'illégalité, puisqu'il l'est déjà, sans ambiguïté, aux yeux de la communauté internationale.

Le fait qu'un groupe soit constitué d'opposants à Kadhafi ne suffit pas à garantir qu'il soit démocratique et

représentatif du peuple libyen. Nous avons reconnu ce Conseil comme un interlocuteur politique sans pour autant le désigner comme le seul représentant légitime du peuple libyen. La Belgique reconnaît des États, non des gouvernements ni des partis.

De nombreux collègues sont hésitants concernant les contours d'une éventuelle opération militaire. La voie diplomatique reste préférable à celle de la force.

Face à cette situation inacceptable, il y a effectivement une demande d'action. Mais réfléchir n'est pas nécessairement de l'attentisme.

Nous avons fixé trois conditions de base à toute intervention militaire: celle-ci doit répondre à une demande du peuple libyen ou à une vraie nécessité, elle doit être soutenue par les organisations régionales (Ligue arabe et Union africaine) et un mandat faisant suite à une décision du Conseil de sécurité est nécessaire (la discussion à ce sujet est en cours à New York).

(En néerlandais) Je puis annoncer à M. Luykx qu'il n'est pas nécessaire que nous prenions une initiative. Les diplomates examinent aujourd'hui un projet de résolution. Le ministre français des Affaires étrangères se rend à New York pour présenter une proposition franco-libanaise ambitieuse relative aux mesures que pourraient prendre les Nations Unies. Il est non seulement question d'une zone d'exclusion aérienne mais aussi d'autres actions visant à protéger la population libyenne.

(En français) Aucune décision visant à lancer des actions militaires n'a été prise. À ces trois conditions, je voudrais en ajouter une, à titre personnel.

(En néerlandais) J'estime que si la Belgique souhaitait participer à ce type d'actions, non seulement les trois conditions doivent être remplies mais une assise suffisante est également nécessaire au sein du Parlement. Le gouvernement en affaires courantes doit être suffisamment soutenu, surtout lorsqu'il s'agit d'une action militaire. Il serait préférable de mener le débat relatif à l'immigration au sein de la commission.

En tout état de cause, après cet épisode et après ces considérations relatives à une intervention militaire, nous devons également réfléchir à la meilleure façon de protéger la population civile libyenne qui souhaite la démocratisation.

Nous pourrions également débattre du Bahreïn en commission. Ce point ne figure en effet pas à l'ordre du jour aujourd'hui. Je peux en tout cas vous informer que la situation au Bahreïn serait également examinée lors de la seizième session du Conseil des droits de l'homme à Genève. Notre pays soutient en tout cas la demande d'inscrire le Bahreïn à l'ordre du jour de cette réunion.

04.08 Christian Brotcorne (cdH): À force de réfléchir, on risque d'arriver quand la question sera déjà résolue. Si Kadhafi devait reprendre intégralement le pouvoir, il sera encore plus difficile, pour la communauté internationale, de prendre la décision d'intervenir.

En Égypte et en Tunisie, certains pourront penser qu'il leur est toujours possible de récupérer le pouvoir puisque la communauté internationale n'agit pas.

04.09 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Je n'ignore pas que la Libye est à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations Unies et j'espère que celui-ci prendra une décision ferme. La communauté internationale conspue désormais Kadhafi, mais il reconquiert progressivement l'ensemble du territoire dans d'horribles violences. Que ferons-nous lorsqu'il aura repris possession du pays? Pourrions-nous à nouveau négocier avec lui et allons-nous abandonner la population libyenne à son sort? Nous devons tout mettre en œuvre pour éviter ce scénario. S'il faut protéger la population, il sera difficile de le faire de manière pacifique et il faudra mobiliser des moyens militaires.

Est-ce faire preuve de pacifisme que d'assister sans rien faire au massacre d'une population qui nourrissait l'espoir légitime d'un soutien de la communauté internationale?

Il s'agit là d'un test en matière de *responsibility to protect*; il n'est pas encore perdu, mais les tergiversations sont synonymes de pertes de vies humaines et de crédibilité de la communauté internationale.

04.10 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Nous pourrions en faire plus par le biais des outils diplomatiques, politiques et économiques.

Il s'agira aussi de traduire ces personnes devant les cours internationales.

Nous nous sommes voilé la face trop longtemps à l'égard de M. Kadhafi. Depuis 2007, je suis intervenue à plusieurs reprises sur base de nombreux rapports d'ONG relatant des atteintes aux droits de l'homme en Libye.

Ma crainte, en ne reconnaissant pas le CNT, c'est de voir cette répression sanglante se poursuivre ou se propager. Nous aurions pu aussi changer les représentants dans les ambassades.

Nous n'obtiendrons pas de vrai soutien régional de la part de l'Union africaine, fort dépendante de M. Kadhafi. Le mandat du Conseil de sécurité sera très difficile à obtenir.

Il faut discuter rapidement des contours de ce mandat: s'il est bien défini, nous obtiendrons rapidement le soutien de l'ensemble des parlementaires.

04.11 Katrin Jadin (MR): Merci pour cette belle leçon de relations diplomatiques.

En ce qui concerne les conditions pour justifier une intervention, et notamment la demande qui devrait émaner de la Libye, cela me paraît difficile, car nous n'avons plus d'interlocuteur légal!

Le Parlement devrait – peut-être par une résolution – vous donner un mandat plus fort au niveau international. Les mouvements de libération en Tunisie et en Égypte pourraient être en danger si nous n'agissons pas rapidement. J'espère que la Belgique pourra donner un signal fort.

04.12 Peter Luykx (N-VA): Le ministre des Affaires étrangères se veut extrêmement prudent alors même qu'un accord peut être conclu sur chacune des conditions. Nous devons prendre l'initiative. Je serais curieux de connaître la position du ministre vis-à-vis de la résolution franco-libanaise. Des jeunes meurent actuellement à Benghazi. Il faut réagir pour éviter que la guerre perdure.

04.13 Dirk Van der Maelen (sp.a): L'engagement pris par le ministre de décider de la participation ou non de notre pays à une opération militaire dans le cadre d'un débat parlementaire constitue un fait important. Je souscris aux trois conditions qu'il pose. Si ces dernières sont remplies, mon groupe est disposé à envisager la possibilité d'apporter son soutien à une intervention militaire. Nous devons cependant tirer les enseignements d'opérations militaires antérieures.

Nous ne voulons pas d'une opération si le groupe des pays appelés à y participer ne comprend pas au moins plusieurs pays arabes. Le sp.a est partisan du principe de la responsabilité de protéger. Ce dernier peut impliquer une opération militaire tant que cette solution a du sens. Potentiellement judicieuse en Libye, cette option n'a en revanche aucun sens en Afghanistan, où plus de 1 500 milliards de dollars ont été dépensés en dix ans pour une guerre qui n'a rien résolu.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre de l'Intérieur sur "la reconnaissance d'une calamité" (n° P0161)

05.01 Nathalie Muylle (CD&V): Le gouvernement en affaires courantes a réagi très promptement à la catastrophe qui a résulté des pluies diluviennes qui se sont abattues sur le pays entre le 11 et le 17 novembre 2010. Le Conseil des ministres avait pris une décision après quelques semaines déjà. Le 8 décembre, une liste où la moitié des communes étaient reconnues comme sinistrées avait été publiée au

Moniteur belge. L'autre moitié des communes attend toutefois toujours cette reconnaissance. Ces communes sont pourtant souvent situées dans des provinces qui ont été durement touchées par la catastrophe.

Dans quel délai une décision sera-t-elle prise sur la reconnaissance? Quelle sera la durée de la procédure? Du personnel supplémentaire sera-t-il affecté aux commissaires d'arrondissement? Le Fonds des calamités dispose-t-il de moyens suffisants?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): La reconnaissance pour les inondations du 11 au 17 novembre ne pose aucun problème. Nous avons promulgué, le 26 novembre, un premier arrêté royal pour les communes qui ont réagi très rapidement et pour lesquelles il était clair de prime abord qu'elles avaient subi d'importants dégâts. Nous avons évidemment constaté ultérieurement que d'autres communes avaient également subi des dégâts. Je ferai distribuer la liste. Le deuxième arrêté royal est en préparation. Cela a pris quelques semaines parce que nous avons chargé les gouverneurs de demander à toutes les communes si elles avaient subi des dégâts causés par les eaux pour éviter de devoir élaborer un troisième arrêté royal.

Le secrétaire d'État M. Wathelet doit à présent donner son accord et le dossier pourra ensuite être soumis au Conseil des ministres. Nous sommes par conséquent dans la dernière ligne droite.

Dans 90 % des cas, les dégâts des eaux sont couverts par les polices d'assurances. Les autres dossiers sont envoyés au Fonds des calamités. Le montant actuellement disponible au Fonds des calamités ne relève pas de mes compétences, mais en tout cas la loi oblige le gouvernement à indemniser les sinistres, que le Fonds des calamités ait ou non les moyens nécessaires.

Le traitement est fonction de la date à laquelle le dossier est introduit auprès du gouverneur. Il est dès lors difficile de donner une date précise. De plus, les dossiers sont souvent incomplets et le gouverneur ou ses services doivent contacter les intéressés. Plusieurs facteurs influencent donc les délais. Dès qu'un dossier nous parvient, le paiement est effectué dans les trois semaines.

05.03 Nathalie Muylle (CD&V): J'exhorte le secrétaire d'État Wathelet à rapidement donner son accord. En province de Liège, à peine dix communes ont été reconnues et les sinistrés doivent souvent patienter deux ans ou plus avant d'être indemnisés. Ces délais sont particulièrement longs pour des personnes qui attendent de toucher quelques milliers d'euros.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Rita De Bont à la ministre de l'Intérieur sur "la distribution de comprimés d'iode" (n° P0162)

06.01 Rita De Bont (VB): Une campagne d'information sur le risque nucléaire débute chez nous quelques jours après la catastrophe qui frappe le Japon. Ces événements dramatiques font augmenter la demande de comprimés d'iode.

Nous avons pris le temps de préparer cette campagne. Des brochures ont été diffusées et le site internet qui a été créé permet de savoir si une commune se situe ou non dans la zone de planification d'urgence.

Un problème se pose en ce qui concerne les communes du sud d'Anvers qui jouxtent la zone de planification d'urgence. Selon ce site, elles se trouvent à l'intérieur de cette zone mais Febelco n'autorise pas les pharmaciens à délivrer les tablettes d'iode. Les pharmaciens et les administrations locales ignorent s'ils font ou non partie de la zone.

La ministre est-elle consciente de cette contradiction? L'information du site web de l'Intérieur est-elle exacte? Les habitants qui, selon le site, se trouvent à l'intérieur de la zone, peuvent-ils être approvisionnés en tablettes d'iode?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Le plan national d'urgence nucléaire prévoit des zones de planification d'urgence autour de tous les sites nucléaires belges. Tous les habitants de ces zones et toutes les collectivités, écoles et entreprises peuvent se procurer gratuitement des comprimés d'iode. Le

fabricant garantit une durée de conservation minimale de 10 ans à condition que les comprimés soient conservés correctement. Les autorités les testent régulièrement.

Certaines pharmacies établies dans ces zones ne disposaient pas de suffisamment de comprimés parce que des grossistes avaient livré les comprimés dans des pharmacies extérieures aux zones. Nous veillons à ce que la situation soit rectifiée le plus rapidement possible.

Les habitants et les collectivités peuvent venir retirer des comprimés d'iode pour leurs familles du 14 mars au 16 avril. Les collectivités peuvent consulter le site internet www.risquenucleaire.be et y compléter le formulaire. La commune appréciera les demandes et transmettra éventuellement un document permettant d'aller retirer des comprimés d'iode.

Les comprimés d'iode périmés emballés sous blisters peuvent être ramenés aux pharmaciens.

En dehors des zones, des stocks de comprimés d'iode sont conservés à différents endroits-clés et chaque pharmacie dispose des composants permettant de préparer une solution d'iode.

Ceux qui n'habitent pas dans une zone de planification d'urgence ne doivent pas avoir de réserves de comprimés d'iode. Des experts du Plan d'urgence nucléaire et radiologique pour le territoire belge ont défini les zones de pré-distribution.

4 millions de doses sont distribuées et chacune contient des comprimés pour 4 personnes. Le coût total de la production s'élève à 1,56 million d'euros.

De nombreuses personnes ont appelé le *call center* ou consulté le site Internet en l'espace de trois jours et la majorité d'entre elles habitent dans les zones de planification d'urgence.

06.03 Rita De Bont (VB): Les informations diffusées par le site Internet sont donc correctes; Febelco ferait bien de les consulter à l'occasion. L'entreprise pourrait alors demander ou donner l'autorisation aux pharmaciens de distribuer gratuitement des comprimés d'iode.

L'incident est clos.

07 Question de M. Laurent Louis au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les mineurs non accompagnés demandant l'asile" (n° P0163)

07.01 Laurent Louis (indép.): *De Morgen* a révélé, mardi, que le nombre de MENA demandeurs d'asile a très fort augmenté ces derniers mois en Belgique. En février, 149 mineurs sont arrivés sur notre territoire alors que pour l'année 2010 ils n'étaient que 56!

De plus, ces mineurs sont hébergés à l'hôtel et ce à cause de la politique désastreuse du gouvernement en matière d'immigration, de la lenteur des procédures et du refus d'exécuter les ordres de quitter le territoire.

Ils seraient regroupés dans trois hôtels de Bruxelles où ils créent bien souvent des problèmes: alcool, drogue, vols... Ces enfants doivent être identifiés, un tuteur doit être désigné et une structure d'accueil particulière doit être mise en place.

Quelles mesures concrètes allez-vous prendre afin d'encadrer ces MENA? La Belgique va-t-elle enfin demander à l'Europe de se doter d'une réelle politique d'asile et d'immigration?

Allez-vous trouver une alternative aux hôtels comme lieux d'hébergement? (*Applaudissements de Jean Marie Dedecker*)

07.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): En 2009, il y a eu 3 133 signalements de MENA en Belgique et en 2010, 2 901. En janvier et février 2011, on en recensait 569. Le nombre n'augmente pas

vraiment, donc. Concernant les demandes d'asile de MENA en Belgique, en 2011, on en compte 138 en janvier et 149 en février. En 2010, il y en avait 59 en janvier et 56 en février.

La différence fondamentale est qu'en 2010, il s'agissait des mineurs reconnus comme mineurs et qu'en 2011, il s'agit de personnes qui se déclarent mineures. Nous allons évidemment vérifier leur statut.

Pendant la présidence belge, nous avons pris des initiatives en ce qui concerne les MENA. Des groupes de travail sont chargés de chercher à harmoniser les règles au niveau européen.

Un MENA ne séjourne à l'hôtel que durant la phase transitoire, avant la détermination de son âge. S'il est reconnu mineur, il a droit à une tutelle. Ce que vous dites est donc partiellement non fondé.

Nous travaillons sur les contrôles aux frontières, les détections, le trafic d'êtres humains et sur les protections en matière de mineurs. À l'occasion des rencontres européennes, les pays participants ont souligné le caractère positif de l'action de la Belgique en ce qui concerne les MENA.

07.03 **Laurent Louis** (indép.): Donc, tout va très bien! Permettez-moi d'en douter.

Déjà en 2004, Child Focus et la Fondation Roi Baudouin avaient tiré la sonnette d'alarme en indiquant que la non-prise en charge de ces enfants menait à la création de réseaux de traite d'êtres humains. Sept ans après cet avertissement, notre pays n'a toujours pas trouvé les solutions.

L'incident est clos.

08 **Question de M. Yvan Mayeur au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les flux migratoires" (n° P0164)**

08.01 **Yvan Mayeur** (PS): La situation est extrêmement tendue dans le sud de la Méditerranée et conduit des ressortissants à fuir vers l'Europe. Le CGRA présente un arriéré de près de 11 800 demandes. Quotidiennement 2 000 demandes sont introduites.

Ne conviendrait-il pas de prévoir un statut particulier pour les candidats venant de ces pays du sud de la méditerranée? Cela a déjà été fait lors de la situation de guerre en ex-Yougoslavie. Un statut particulier pourrait permettre une plus grande souplesse, un accueil plus rapide et efficace et, ensuite, un retour de ces personnes vers leur pays. Ce statut particulier ne devrait-il pas être une initiative que la Belgique devrait prendre au niveau européen?

08.02 **Melchior Wathelet**, secrétaire d'État (*en français*): On ne remarque en Belgique aucune augmentation du nombre des demandes d'asile provenant de ces pays.

Pour les demandes relatives aux mesures de solidarité, nous avons privilégié les flux migratoires à l'intérieur de l'Afrique du Nord au lieu de les diriger vers l'Union européenne.

Tout ce que nous pouvons entreprendre d'un point de vue préventif, il faut le faire. Mais la vraie question qu'il faut se poser est celle-ci: que faire si un flux migratoire arrive? Il ne faut pas prévoir un statut pour une situation inexistante en ce moment. Par contre, pour tout ce qui peut être fait en matière de solidarité, la Belgique répondra présente. Cela dit, il faut que l'approche soit la plus européenne possible. De la sorte, nous serons plus forts.

Je terminerai par le CGRA. L'arriéré est réel. Le gouvernement a pris trois mesures essentielles: une amélioration des procédures accélérées; du personnel supplémentaire au niveau du CGRA; une augmentation de la productivité au sein du CGRA, en coordination avec l'Office des étrangers et le Conseil du contentieux des Étrangers (CCE).

08.03 **Yvan Mayeur** (PS): Je vous invite à préparer une réponse spécifique à l'éventuelle arrivée de populations en provenance du sud de la Méditerranée qui voudraient trouver refuge chez nous. Il vaut mieux anticiper que de se trouver dans une logique qui consiste plutôt à vouloir éjecter les gens vers la mer.

L'incident est clos.

09 Ordre du jour

Le **président**: Le premier ministre n'étant pas présent, je propose de passer à la discussion des propositions de loi et de résolution. Nous reviendrons aux questions lorsque le premier ministre nous aura rejoints.

Propositions

10 Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les coparents, la législation afférente au congé de paternité (573/1-4)

Proposition déposée par:

Sonja Becq, Nahima Lanjri, Stefaan Vercamer, Catherine Fonck, Zoé Genot, Meyrem Almaci, Valérie De Bue, Meryame Kitir, Yvan Mayeur, Maggie De Block

Discussion générale

Le **président**: La rapporteuse, Mme Vienne, renvoie au rapport écrit.

10.01 **Maggie De Block** (Open Vld): Cette proposition de loi octroie dix jours de congé de naissance aux coparentes lesbiennes. D'une part, je me réjouis que cette discrimination soit enfin éliminée; d'autre part, je suis un peu affligée qu'il ait fallu autant de temps.

Les différents partis ont heureusement été assez intelligents pour présenter finalement une proposition de loi commune. Il s'agit d'une réglementation provisoire, dans l'attente de futures réformes des réglementations de droit civil relatives à la coparenté. Une adaptation du droit familial nous avait en effet menés beaucoup trop loin et n'a pas pu être examinée en commission des Affaires sociales.

La coparente d'un enfant né d'une forme de vie commune lesbienne a aujourd'hui droit, en vertu de cette proposition, à dix jours de congé de naissance, comme tous les pères. Ce congé est obtenu sur la base de la preuve d'une communauté de vie de trois ans. Après de nombreuses discussions, je suis avant tout soulagée aujourd'hui par l'adoption de cette réglementation. Il y a heureusement eu des instances publiques flamandes et fédérales qui ont déjà reconnu la paternité des coparentes lesbiennes.

Espérons que cette proposition servira également de déclic pour un important changement de mentalité. Après avoir permis à l'époque le mariage civil et l'adoption aux couples du même sexe, nous devons à présent régler également le problème des enfants dans un cadre plus large. L'Open Vld soutiendra pleinement cette proposition. *(Applaudissements sur les bancs de l'Open Vld)*

10.02 **Julie Fernandez Fernandez** (PS): Notre groupe se réjouit de l'adoption de ce texte. Il mettra fin à une discrimination dénoncée depuis des années. En effet, le congé de paternité n'était accessible qu'à celui dont la filiation à l'égard de l'enfant était reconnue.

Le groupe de travail parlementaire initié par Yvan Mayeur s'est réuni à plusieurs reprises, car la problématique n'était pas simple. Un ordre de priorité devait être fixé et nous demandons sur cet aspect que la ministre prenne rapidement les dispositions réglementaires qui s'imposent afin que les droits soient garantis dans la pratique.

Le congé de naissance pour les coparents est provisoire dans l'attente d'autres réformes en matière de droit civil.

Le **président**: Je félicite Mme Fernandez pour sa première intervention en séance plénière.

(Applaudissements)

10.03 Valérie De Bue (MR): Le "congé de paternité", est uniquement accessible au père de l'enfant. Il n'est donc pas accessible à un coparent ou à un partenaire de même sexe. Aujourd'hui, le MR est heureux de mettre fin à cette discrimination. Tout coparent pourra dorénavant bénéficier d'un congé de dix jours à l'occasion de la naissance de son enfant.

Nous tenons à souligner le travail accompli sous la précédente législature. Il a permis de présenter ce texte tout en sachant que le débat reste ouvert pour d'autres réformes en la matière.

Nous pouvons nous réjouir du vote unanime en commission des Affaires sociales sur cette proposition.

10.04 Jean Marie Dedecker (LDD): Le premier ministre était là tout à l'heure mais il est reparti. Quand les questions seront-elles posées? Le Président a-t-il invité le Premier ministre à faire acte de présence?

Le **président**: Le premier ministre a dû partir. Je vais demander s'il compte revenir ou si on reporte les questions.

Il a dit que le secrétaire d'État pouvait répondre à sa place. Je vais voir où il en est.

10.05 Herman De Croo (Open Vld): Je comprends bien que le premier ministre a de nombreux soucis, mais des questions sont encore à l'ordre du jour en ce qui concerne l'interdiction de fumer et la situation financière des communes. Le président ne pourrait-il lui proposer de venir y répondre entre les autres travaux de ce soir?

Le **président**: Je vais demander au vice-président de me remplacer. Je vais aller prendre les contacts d'usage.

Président: Ben Weyts, premier vice-président.

10.06 Sonja Becq (CD&V): Tout le monde trouve normal que les pères aient droit à un congé de paternité de dix jours. Les co-mères des couples lesbiens ne jouissent pas de ce droit puisqu'il n'y pas de lien de filiation.

En 2008, nous avons déposé une proposition de loi dans laquelle nous nous référions à l'avis du CNT évoquant une possible discrimination. Nous avons opté pour une approche pragmatique. Plutôt que d'élaborer un règlement complet sur la parenté, il nous a semblé plus judicieux de commencer par régler le congé lié à la naissance dans l'intérêt de la co-mère. Cela paraissait simple – il suffisait de modifier quelque peu le congé de paternité – mais il a fallu plus d'un an pour résoudre tous les problèmes techniques et juridiques.

Quoiqu'il s'agisse d'un petit groupe de personnes – composé de 200 à 250 femmes –, nous avons consacré beaucoup de temps à la prévention des abus. Par exemple, nous avons été amenés à définir à partir de quel moment une femme peut être considérée comme une femme formant un couple homosexuel avec la mère biologique. En outre, il n'est pas possible de cumuler le congé accordé lors de la naissance d'un enfant et le congé d'adoption. Le premier est soustrait du second.

La présente proposition de loi représente un progrès mais ne constitue pas un aboutissement car de nombreux problèmes doivent encore être réglés dans le domaine de la paternité sans descendance. Il s'agit là d'un engagement que nous souscrivons.

10.07 Catherine Fonck (cdH): Nous soutiendrons ce texte. C'est une avancée importante, d'abord pour les enfants. En effet, les premiers moments après la naissance sont très importants pour la croissance et l'éducation de l'enfant. Mais n'oublions pas qu'il nous faudra aussi avancer pour que les liens juridiques entre parents et enfants puissent progresser!

10.08 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Nous avons longuement débattu d'une lacune incompréhensible de

la loi. Pour les pères, le congé parental de dix jours avec maintien du salaire constitue un droit ancré dans la sécurité sociale. Ces dix jours revêtent une très grande importance tant sur le plan pratique, pour alléger les journées agitées après une naissance, que sur le plan émotionnel, pour s'habituer à la nouvelle situation familiale et favoriser l'attachement à l'enfant. Cependant, ce droit n'est pas octroyé aux partenaires lesbiennes.

Une série de propositions de loi ont été re-déposées en 2009, puis un groupe de travail a été constitué sous la direction de Mme Becq. Le compromis qui a été dégagé dans ce cadre nous est soumis aujourd'hui. Je tiens à remercier Mme Becq. Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour supprimer tous les obstacles juridiques. Ce n'était pas évident.

En rendant neutre sur le plan du genre l'octroi du congé parental, nous supprimons une lacune de la loi. La co-mère est le parent de son enfant au même titre qu'un père.

L'étape suivante consistera à créer la possibilité, pour la co-mère, de reconnaître l'enfant de sa partenaire avant ou après la naissance et ceci qu'il y ait mariage ou non, tout comme le père peut le faire aujourd'hui. La co-mère peut effectivement prendre un congé de paternité, mais une longue procédure d'adoption vient ensuite. Tant que cette procédure se poursuit, la co-mère n'a aucun lien juridique avec l'enfant. C'est seulement lorsque ces lacunes auront été supprimées que nous pourrons dire que la loi est "neutre du point de vue du vécu sexuel".

10.09 Meryame Kitir (sp.a): La commission a adopté cette proposition de loi à l'unanimité et il est clair que le sp.a se félicite également de la suppression de cette injustice et votera en faveur de ce texte.

10.10 Guy D'haeseleer (VB): Au vu de notre attitude sur le mariage des homosexuel(le)s et sur l'adoption par des homosexuel(le)s, nous ne plaçons pas pour un bricolage du droit de la filiation et de l'adoption. La famille traditionnelle demeure à nos yeux le pilier de la société. Contrairement au politiquement correct, nous estimons que les couples homosexuels n'ont pas le droit d'avoir des enfants et que l'État ne doit pas le leur accorder. Le droit à l'enfant n'existe pas, mais un enfant a le droit d'avoir un père et une mère.

Le congé dont nous débattons actuellement est la conséquence de la loi qui a ouvert toutes les portes en ce qui concerne la composition familiale et le droit de la filiation. Une preuve de partenariat ne suffit pas pour pallier l'absence de filiation du coparent. Il s'agit en outre d'une réglementation temporaire dans l'attente d'une réforme plus ambitieuse du droit civil de la coparentalité. Il aurait été préférable d'élaborer une réglementation équilibrée et cohérente.

Le Vlaams Belang s'abstiendra lors du vote.

Le **président**: La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission des Affaires sociales sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (573/3)

La proposition de loi compte 6 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 6 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

11 Proposition de loi visant à supprimer les limites relatives à l'âge de l'enfant handicapé en matière de congé parental (355/1-4)

Proposition déposée par:

Valérie De Bue, Denis Ducarme, David Clarinval, Jacqueline Galant

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

11.01 Catherine Fonck, rapporteuse: Je me réfère au rapport écrit.

11.02 Maggie De Block (Open Vld): La proposition de loi à l'examen vise à étendre la possibilité de prendre un congé parental, lorsqu'il concerne un enfant handicapé, jusqu'à la majorité légale de l'enfant, soit 21 ans. Cette extension constitue une évidence, en ce sens que les enfants handicapés continuent de nécessiter des soins. Les parents doivent avoir la possibilité de prendre le congé parental au moment qui leur convient le mieux.

Nous sommes partisans de l'extension de la période pendant laquelle le congé parental peut être pris jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 16 ans. Mais la prolongation octroyée aujourd'hui n'est pas liée à la prolongation générale à laquelle nous aspirons.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'assouplissement – qui correspond à une réelle nécessité – du règlement du congé parental s'agissant d'enfants handicapés. Elle ne coûtera pas un franc à l'État, le groupe-cible n'est pas étendu et la durée du congé reste inchangée. La seule modification concerne l'extension de la période au cours de laquelle le congé parental peut être pris.

Je me réjouis que le Conseil national des personnes handicapées ait émis un avis unanimement favorable à la mesure que nous préconisons. Je suis toutefois quelque peu surprise de l'entendre plaider également en faveur d'une prolongation de la durée du congé parental et d'une augmentation de l'indemnité allouée, alors que le Conseil sait pertinemment que les congés thématiques font actuellement l'objet d'une évaluation approfondie. Dès lors, il serait inopportun de prendre une mesure isolée et, de surcroît, de telles mesures doivent également être réalistes sur le plan budgétaire.

Nous voterons évidemment en faveur de ce texte et espérons qu'il ne s'agit que d'un avant-goût d'une prolongation générale de la période pendant laquelle le congé parental peut être pris.

11.03 David Clarinval (MR): Il est nécessaire que chaque travailleur puisse moduler le déroulement de sa carrière en fonction de l'évolution de sa vie privée, mais également que l'organisation du travail n'en soit pas bouleversée au sein de l'entreprise.

Le congé parental permet au parent qui décide de prendre du temps pour l'éducation de ses enfants de garder un pied dans la sphère professionnelle. Aujourd'hui, il peut être exercé jusqu'à ce que l'enfant ait 12 ans. Cette limite d'âge n'a pas de sens pour les enfants handicapés, qui ont davantage encore besoin d'attention et de présence, et ce à des moments de la vie qui ne correspondent pas à ceux d'un enfant dit "normal".

C'est pour répondre à ce problème que le groupe MR a déposé la proposition de loi 355, qui vise à fixer à 21 ans l'âge limite pour la prise d'un congé parental quand l'enfant est reconnu handicapé. Cette proposition répond à un besoin important des familles sans engendrer de coût pour l'État belge.

Je tiens à remercier les membres de la commission des Affaires sociales qui ont accueilli favorablement cette proposition, sur tous les bancs, et je remercie particulièrement le président de la commission, qui a mis tout son poids pour permettre à cette loi d'être votée.

11.04 Catherine Fonck (cdH): Les besoins varient d'une famille à l'autre. Un minimum de souplesse doit donc être de rigueur, et certainement lorsque l'enfant est porteur d'un handicap. La proposition de loi à l'examen constitue une avancée. D'autres avancées en la matière seront encore indispensables dans le futur.

Les congés font, aujourd'hui, l'objet d'une analyse du Conseil national du travail.

On ne peut pas ne pas soutenir les avis rendus par le Conseil supérieur des personnes handicapées.

Président: André Flahaut.

11.05 Yvan Mayeur (PS): Cette proposition de loi, comme d'autres en commission des Affaires sociales, vise à améliorer la condition des personnes confrontées à plusieurs difficultés, et qui doivent pouvoir continuer à mener, parallèlement, une vie professionnelle.

Nous sommes occupés à examiner en commission des Affaires sociales toute une série de propositions qui examinent des congés spécifiques liés à des situations de femmes enceintes, d'enfants handicapés et d'autres situations de coparenté, etc. La charge d'un enfant handicapé est lourde et les parents dans cette situation doivent pouvoir y répondre sans crainte pour leur emploi.

Je remercie les auteurs de la proposition, ainsi que tous les groupes, d'avoir soutenu cette proposition.

Le **président**: La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission des Affaires sociales sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (355/4)

La proposition de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

12 Ordre du jour

Le **président**: J'ai pris contact avec le premier ministre. Les questions qui lui étaient adressées sont postposées à la semaine prochaine. Je remercie les auteurs des questions pour leur compréhension.

13 Proposition de résolution concernant une meilleure protection de la femme ayant recours à la fécondation in vitro (221/1-4)

Proposition déposée par:

Yvan Mayeur, Valérie Déom, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (221/4)

La discussion est ouverte.

13.01 Maggie De Block, rapporteuse: La commission des Affaires sociales a examiné cette proposition de résolution au cours de ses réunions des 15 et 22 février. L'auteur principal de ce texte, M. Mayeur, a commenté sa résolution. Il entend étendre la protection des femmes enceintes contre le licenciement aux femmes qui entament un processus de fécondation in vitro.

Plusieurs collègues sont intervenus au cours de la discussion générale. Deux amendements furent présentés. Le premier propose un élargissement à l'ensemble des techniques de procréation médicalement

assistée. Le second demande au gouvernement de régler cette question par un élargissement de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

Les deux amendements et la proposition de résolution amendée ont été adoptés par 11 voix contre 4.

13.02 Yvan Mayeur (PS): Cette proposition de résolution vise à protéger les femmes, de plus en plus nombreuses, qui ont recours à la fécondation in vitro. Cette technique est éprouvante sur les plans thérapeutique et psychologique.

Il s'impose de respecter le désir de la femme d'avoir un enfant sans compromettre la pérennité de son activité professionnelle. Dans la pratique, le maintien de la relation au travail avec un recours à l'une ou l'autre technique de procréation n'est pas facilement conciliable. Il n'est pas adéquat que la travailleuse puise dans ses congés annuels, demande un congé sans solde ou soit astreinte à abandonner son travail pour pouvoir bénéficier de cette capacité.

L'idée est d'accorder à la travailleuse une protection contre le licenciement similaire à celle prévue dans le cadre de la protection de la maternité, sans affecter cette dernière.

Cette proposition émane des praticiens, qui constatent que beaucoup de femmes sont confrontées à des difficultés professionnelles.

Des propositions de loi sont également déposées au sujet de la lourdeur technique de traitements médicaux qui doivent accompagner la fertilité.

Je remercie les collègues qui, en commission, ont bien voulu suivre la demande adressée au gouvernement.

13.03 Valérie De Bue (MR): Le MR soutient cette résolution. Quand une femme qui travaille s'engage dans un processus de fécondation in vitro ou toute autre technique de PMA, elle entame un parcours du combattant. Ce processus implique nombre de démarches difficiles à supporter, et nécessite des absences du lieu de travail. Le texte présenté ici protège la travailleuse pendant ses traitements.

Nous soutenons l'initiative, car il faut aider les couples dans cette démarche difficile.

13.04 Nadia Sminate (N-VA): Nous comprenons évidemment parfaitement les personnes qui doivent suivre un tel traitement contre l'infertilité et nous souhaitons que tous les travailleurs puissent bénéficier d'une protection sociale suffisante, mais nous ne pouvons néanmoins pas nous rallier à cette proposition. Car qu'en est-il alors de toutes ces autres situations dans lesquelles des personnes traversent une période difficile? Allons-nous proposer une protection contre le licenciement pour toutes ces situations spécifiques? Adopter cette proposition créera un dangereux précédent.

Comment allons-nous résoudre le problème de l'inégalité de traitement des patients? Dans un certain hôpital la procédure peut être entamée très facilement et sans devoir procéder à de nombreux tests. Dans un autre hôpital, il y a des listes d'attente, il faut passer des tests et attendre des années avant de pouvoir bénéficier de cette même protection. Il n'y a donc pas d'équité. Par ailleurs, je ne vois pas la nécessité d'inscrire cette situation spécifique dans la liste des absences justifiées. Pendant une période de problèmes physiques ou émotionnels, un médecin a en effet la faculté de prescrire un congé de maladie.

L'extension de cette résolution à tous les types de traitements de fertilité nous a cependant définitivement décidés à nous opposer à cette proposition. Certaines femmes bénéficieront presque immédiatement d'une protection contre le licenciement. Quel employeur va encore engager une jeune femme dans cette situation? Cette proposition aura des conséquences négatives sur le marché du travail.

Le **président:** Je félicite Mme Sminate pour sa première intervention en séance plénière. *(Applaudissements)*

13.05 Catherine Fonck (cdH): Madame Sminate, il ne s'agit pas d'apporter une nouvelle solution pour le

plaisir! Je vous invite à rencontrer les professionnels dans les centres où des PMA sont pratiquées, pour voir comment cela se passe. Certaines femmes ont des consultations répétées parfois pendant des mois voire des années; elles sont convoquées à des dates impératives pour des traitements, prélèvements, implantations, prises de sang, etc. Vous vous rendrez ainsi compte des répercussions sur le plan privé, familial et professionnel.

Sur le plan professionnel, cela ne se passe pas toujours mal, mais il arrive aussi que cela ne se passe pas bien. Les groupes politiques qui ont voté cette proposition en commission étaient conscients de la réalité de situations vécues qui demandent une réponse adaptée et spécifique. Ce texte est un signal important et nous fait avancer.

Le gouvernement étant en affaires courantes, c'est au Parlement de prendre ses responsabilités. J'ai déposé une proposition de loi visant à modifier les lois du 16 mars 1971 et du 3 juillet 1978 pour permettre aux travailleurs-travailleuses de s'absenter de leur travail – avec maintien de rémunération – pour pouvoir suivre un traitement contre l'infertilité et éviter un licenciement abusif.

Nous devons tenir compte des technologies du XXI^e siècle qui leur permettent de devenir parent!

13.06 Maggie De Block (Open Vld): Je me rallie aux propos tenus par ma collègue médecin Mme Fonck. Lors de l'examen en commission, nous avons clairement indiqué qu'il s'agissait bien de traitements de fertilité médicalement assistés. Nous avons alors cité quelques exemples, dont celui des enseignantes qui, lorsqu'elles sont subitement invitées à se rendre à l'hôpital pour le "pick-up" (la ponction d'ovules), ne peuvent quitter la classe aussi facilement. Le premier ministre peut se permettre de disparaître un moment de la Chambre, mais je présume qu'il a disparu pour d'autres motifs. *(Rires)*

Il s'agit donc en l'espèce de techniques de procréation médicalement assistées nécessitant des interventions qui s'accompagnent de divers désagréments physiques. Il est naturellement nécessaire d'avertir l'employeur et de permettre l'envoi d'un médecin de contrôle en cas de doute.

De plus en plus de couples doivent d'ailleurs recourir aux techniques de fertilité pour pouvoir réaliser leur droit d'avoir un enfant. Un régime de protection légale s'impose donc.

Je ne partage pas l'avis de Mme Sminate qui se base sur des arguments erronés. Il n'y a pas de différence au niveau des traitements et tous les schémas de traitement sont identiques. La seule différence, ce sont les patientes. Lorsque nous avons évoqué le remboursement de la fertilisation in vitro, il a été mentionné que certaines patientes nécessitent plus de tentatives FIV que d'autres. C'est un fait biologique. Si Mme Sminate est contre, c'est son droit le plus strict, mais elle ne peut alors se contenter d'avancer des pseudo-arguments.

13.07 Nadia Sminate (N-VA): D'aucuns persistent à énumérer des thérapies qui s'inscrivent parfaitement dans la réglementation existante, cette inscription permettant de résoudre les problèmes qu'elles posent. En outre, Mme Fonck commet un impair lorsqu'elle accuse certaines personnes de méconnaître les réalités de terrain. Elle serait bien étonnée si elle connaissait l'état des connaissances de ces personnes.

Le **président**: La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition aura lieu ultérieurement.

14 Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la dispense de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des sportifs (713/1-8)

Proposition déposée par:

Jan Jambon, Veerle Wouters, Peter Luykx, Sarah Smeyers, Jef Van den Bergh, Herman De Croo

Discussion générale

14.01 Dirk Van der Maelen, rapporteur: À l'attention du groupe politique N-VA, je commence mon rapport par un terme latin. En signe de *captatio benevolentia*, je vous renvoie à mon rapport écrit. (*Rires*)

Le **président**: Vous pouvez à présent passer à votre intervention personnelle.

14.02 Dirk Van der Maelen (sp.a): Dans l'édition du 15 mars 2011 du quotidien *Het Nieuwsblad*, François Collin, l'un des journalistes sportifs les plus respectés écrivait que les salaires des sportifs professionnels belges dépassent les bornes, que l'agent d'un joueur moyen réclame 200 000 euros par an et justifie ce prix par le fait que les clubs sportifs bénéficient d'une dispense de versement du précompte professionnel de 80 %. Cet argent est cependant destiné à la formation des jeunes des clubs!

Le texte de la proposition de loi modifiée dont nous débattons coupe complètement le cordon ombilical entre le club et les jeunes et les arguments avancés par les agents restent exacts. Plutôt que d'être investi dans la formation des jeunes, l'argent du contribuable disparaît ainsi dans les poches des footballeurs.

Nous faisons entièrement nôtre l'analyse de François Collin. La proposition de loi ne s'attaque en effet pas aux problèmes fondamentaux du football: les besoins en termes d'infrastructures, en particulier concernant la formation des jeunes, une deuxième division viable, l'absence de solidarité entre les clubs et, *last but not least*, une politique de la jeunesse de qualité.

La proposition à l'examen octroie au football, au basket-ball et au volley-ball un avantage fiscal annuel de 25 millions d'euros et ce, sans conditions qui pourraient relever la qualité de notre sport à moyen et à plus long terme.

En matière de formation des jeunes, je voudrais me référer à de "grands" pays en matière de football comme l'Allemagne et les Pays-Bas. En Allemagne, les clubs sont tenus d'investir dans une académie des jeunes digne de ce nom. Les clubs des Bundesliga 1 et 2 investissent ensemble 76,5 millions d'euros dans la formation des jeunes. Aux Pays-Bas, les clubs doivent y consacrer une certaine part de leur budget. En commission, j'ai demandé – mais en vain – de ne pas renoncer à l'importante garantie de la loi de 2007, en vertu de laquelle une partie de ces 25 millions d'euros doit être affectée à la formation des jeunes.

Cette proposition de loi est un chèque en blanc. Même l'amendement du groupe écologiste tendant à faire établir un rapport annuel sur l'affectation des 25 millions d'euros n'a pas été retenu. L'argent finira dans les poches de footballeurs déjà grassement rétribués et il ne restera rien ou si peu pour s'attaquer au problème le plus fondamental de notre football, à savoir une formation des jeunes efficace et de qualité. (*Applaudissements sur les bancs du sp.a*)

14.03 Herman De Croo (Open Vld): Monsieur Van der Maelen, on dit *captatio benevolentiae*. Il s'agit d'un génitif. (*Rires*)

Les affirmations de M. Van der Maelen sont contraires à la vérité. La proposition de loi tend à instaurer une série d'assouplissements. L'accompagnement des jeunes âgés de moins de 12 ans est encouragé. En matière de sport, l'accompagnement des jeunes joueurs constitue un enjeu majeur. La réglementation actuelle – trop rigide – a été assouplie. Le montant de 25 millions d'euros environ avait été mentionné dans un avis de la Cour des comptes. Il s'agit de sommes importantes, certes, mais elles concernent les activités sportives de centaines de milliers d'enfants. Le sport contribue à forger le caractère de nos jeunes. Les sommes en jeu ne concernent pas les vedettes du sport. Elles créeront de nouvelles possibilités pour les clubs. Si le Trésor doit perdre 25 millions d'euros, cela ne me dérange nullement s'il s'agit de la formation professionnelle et de l'encadrement de nos jeunes joueurs.

C'est avec plaisir que nous voterons en faveur de la proposition. (*Applaudissements sur les bancs de l'Open Vld, de la N-VA et du CD&V*)

14.04 Dirk Van der Maelen (sp.a): Si tout le monde disait franchement pour qui il "roule", ce serait plus facile. Moi, je suis supporter du FC Bruges mais je roule pour l'intérêt général du football. Herman De Croo roule pour le Sporting d'Anderlecht. Mais Anderlecht avait un problème: une tirelire de 3 millions d'euros. Or il se trouve qu'Anderlecht n'a pu dépenser les 25 % qui devaient être consacrés à la formation des jeunes. L'assouplissement proposé par M. De Croo permettra d'allouer ce petit excédent destiné à la formation des jeunes au paiement des salaires des stars du ballon rond. M. De Croo contribue ainsi à saper les fondements d'une formation des jeunes de qualité à Anderlecht. *(Tumulte)*

14.05 Herman De Croo (Open Vld): Je vais rarement à Anderlecht et je n'ai même jamais assisté à une rencontre dans les loges. *(Tumulte)*

J'ai effectivement créé le club de volley-ball Saturnus. Je puis donc témoigner que ce club rencontre beaucoup de difficultés à développer une formation de qualité pour les jeunes; Ce club tirera donc peu de profit de cette réglementation. Il est possible d'organiser une formation professionnelle pour les jeunes dans les petits et les grands clubs.

14.06 Dirk Van der Maelen (sp.a): Si M. De Croo est tellement préoccupé par la formation des jeunes et la transparence, pourquoi a-t-il dès lors voté contre l'amendement présenté par Ecolo-Groen! en commission et qui visait à rendre obligatoire la présentation d'un rapport annuel sur l'affectation exacte de ces 25 millions d'euros?

14.07 Herman De Croo (Open Vld): L'administration contrôle toutes les sommes dues en matière de TVA et tous les précomptes non versés. Il est honteux que M. Van der Maelen n'ait pas confiance en l'administration. Il fait un pied de nez à l'administration! *(Vifs applaudissements sur les bancs de l'Open Vld et de la N-VA)*

14.08 Dirk Van der Maelen (sp.a): La Cour des comptes affirme qu'elle ne peut fournir aucune information sur la répartition de ces moyens, parce qu'elle ne les reçoit pas des clubs professionnels. Le secrétaire d'État a dû admettre en commission qu'il ne pouvait pas non plus nous dire à quoi seraient affectés les 25 millions d'euros. *(Applaudissements sur les bancs du sp.a)*

14.09 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Celui qui renvoie à un amendement doit aussi le commenter. Ce que voulait M. Van der Maelen, c'est que chaque club auquel s'appliquerait ce règlement ne doive plus établir qu'un seul rapport par an. Les clubs sportifs se plaignent d'ores et déjà des contraintes réglementaires, une situation que cet amendement ne ferait qu'aggraver. C'est pourquoi nous le rejetons.

14.10 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): On demande à ces pauvres clubs qui engagent des joueurs professionnels de fournir annuellement trois chiffres: le montant économisé grâce à cette mesure, la partie de ce montant consacrée aux salaires de jeunes joueurs et la partie de ce montant consacrée à la formation de jeunes joueurs.

Ensuite, on demande au secrétaire d'État de compiler l'ensemble de ces chiffres et de les communiquer au Parlement. C'est de la transparence, ce n'est pas de la bureaucratie, comme le prétendent d'aucuns.

14.11 Muriel Gerken (Ecolo-Groen!): Tous les clubs sont tenus de rentrer des comptes afin de montrer qu'ils sont en ordre. La demande formulée vise à reprendre quelques éléments, qui apparaîtront dans les bilans.

14.12 Bruno Tobback (sp.a): Sachant que les clubs sportifs concluent des contrats portant sur des dizaines de millions d'euros, je trouve presque insultant que Mme Rutten pense qu'ils ne sont pas capables de rédiger un rapport annuel à trois chiffres.

14.13 Herman De Croo (Open Vld): La législation a été adoptée il y a trois ans et nos collègues n'ont déposé aucun amendement au cours de cette période. Aujourd'hui ils en découvrent un tout à coup. Tout ce qui est excessif est insignifiant.

14.14 Veerle Wouters (N-VA): La proposition de loi implique que l'exonération du précompte professionnel doit entre autres être investie dans la jeunesse. Le salaire minimum pour les joueurs non-européens est le

maximum que les clubs sportifs peuvent financer sur la base du précompte professionnel. Ce qu'ils entendent payer en plus, ils doivent le supporter eux-mêmes.

14.15 Dirk Van der Maelen (sp.a): Nous voulons aider le sport à aller de l'avant. Nous voulons par exemple élargir l'assise du football et il convient à cet effet d'octroyer un soutien plus important aux jeunes.

La loi date de 2007. En 2009, elle a été modifiée de manière à garantir que 25 % seraient consacrés à la formation des jeunes. Il apparaît que différents clubs n'atteignent pas cette proportion et restituent dès lors à l'État une partie de l'avantage octroyé. C'est pourquoi le sp.a est disposé à prendre en compte davantage d'aspects de la formation des jeunes pour l'avantage fiscal, comme l'infrastructure pour les jeunes, les camps d'entraînement à l'étranger, etc. Cependant, les clubs de la Pro League veulent garder les mains libres, principalement pour pouvoir consacrer ces moyens aux salaires. Les jeunes joueurs seront les dindons de la farce. Voilà comment on mine les chances de voir grandir et se fortifier notre football.

M. Jambon a décidé en commission de ne pas adopter cet amendement et c'est un signe que l'aspiration de la N-VA à la transparence et à l'obligation de justification en matière de moyens publics ne vaut apparemment pas lorsqu'il s'agit d'une proposition de loi de son propre chef de groupe.

14.16 Veerle Wouters (N-VA): La N-VA est très heureuse que cette proposition de loi ait pu être adoptée en commission et que nous puissions donc de temps à autre effectuer un véritable travail parlementaire.

La proposition de loi a connu un long cheminement. On a régulièrement remédié aux lacunes dans la législation et c'est ce qui a été fait cette fois encore. Le problème résidait dans le fait que les joueurs âgés étaient fiscalement moins avantageux pour les équipes de football et donc trop chers pour le marché. Nous souhaitons conserver ces joueurs plus âgés parce qu'ils peuvent réaliser un travail très utile dans les clubs de football. Les clubs doivent pouvoir investir librement sans négliger une catégorie de joueurs. Les clubs doivent pouvoir affecter les retenues sur la rémunération des joueurs âgés à la formation des jeunes.

L'âge minimum pour les jeunes sportifs a été supprimé de manière à favoriser une professionnalisation accrue de la formation des jeunes. L'obligation d'affectation peut dès lors être consacrée également aux salaires des entraîneurs et des accompagnateurs des plus jeunes.

La réglementation actuelle a aussi un coût pour l'État, puisque 20 % seulement du précompte professionnel doit être reversé au Trésor. L'incapacité des clubs à présenter des chiffres s'explique par leur inexistence, la réglementation n'étant entrée en vigueur que le 1^{er} juillet de l'année dernière.

Nous avons rejeté l'amendement du groupe écologiste car nous souhaitons éviter aux clubs un surplus de formalités administratives. Cette exigence pourrait éventuellement être imposée aux clubs professionnels, mais pas aux équipes plus modestes qui ne disposent pas du personnel nécessaire pour accomplir ces tâches.

14.17 Olivier Henry (PS): Le PS pense que le sport joue un rôle essentiel pour le développement de chacun et qu'il est un vecteur d'émancipation important.

Cette proposition de loi modifie une loi de 2007 qui avait été adoptée pour stimuler le sport et pour tenter de conserver les jeunes athlètes prometteurs chez nous. Dans ce but, il a été décidé d'exonérer une partie des précomptes professionnels normalement versés à l'État.

Mon parti défend l'accessibilité du sport à tous et estime important d'améliorer le statut des sportifs. Cette proposition peut rencontrer ces objectifs: elle pourrait permettre à des clubs de consacrer davantage de moyens à la formation et elle évite la discrimination de sportifs au sein d'un même club. Les représentants sportifs que nous avons rencontrés ont salué unanimement ce texte, jugé plus équilibré. Les clubs auront maintenant moins tendance à n'engager que des joueurs de moins de 26 ans et la proposition pourrait favoriser la formation des jeunes.

Nous avons souhaité l'avis de la Cour des comptes sur l'impact budgétaire, qu'elle estime à 25 millions

d'euros. Étant donné que la proposition n'élargit pas le cadre de l'exonération, mais bien l'utilisation, nous pensons qu'il n'y aura pas d'impact supplémentaire.

La différence principale, c'est que cette loi ne sera plus limitée à la formation des jeunes de plus de douze ans, mais s'appliquera désormais à tous les enfants pratiquant un sport.

La formation des jeunes doit être une priorité. Mon groupe soutiendra cette proposition de loi mais de façon prudente car elle devra être évaluée dans un an. Cette évaluation devrait s'appliquer uniquement aux grands clubs pour ne pas imposer de nouvelles charges administratives aux plus petits.

14.18 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Au nom du sport de haut niveau, la majorité va voter une loi mal ajustée et dont les impacts sont mal évalués.

Il est rare qu'on parle du sport ici. Pourtant, le sport est bon pour la santé, il crée du lien social, il est un lieu de rencontre interculturel, il a aussi une importance économique qu'il ne faut pas nier.

S'il est vrai que le sport de haut niveau joue un rôle positif d'émulation, les autorités publiques se tromperaient en ne soutenant que celui-ci.

Pourtant, c'est le piège dans lequel vous êtes tombés. Ne nous trompons pas: nous n'étions pas contre le fait d'adapter la fiscalité en tenant compte du fait que les joueurs étrangers bénéficiaient d'un précompte inférieur à celui appliqué aux joueurs belges. Nous avons d'ailleurs voté la loi de 2007, qui a encore été modifiée en 2009 pour encore mieux encourager la formation de tous les jeunes sportifs. Il s'agissait d'un dispositif intéressant pour rééquilibrer l'avantage de cette diminution de précompte au bénéfice de la formation des jeunes sportifs actifs dans des clubs professionnels.

(Brouhaha)

Le **président**: J'ai l'impression que cela devient difficile pour vous!

14.19 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je poursuis. Avant le vote de cette proposition, la moitié du bénéfice pour les clubs doit être investie dans la formation de jeunes joueurs et l'autre moitié dans les salaires de joueurs de moins de vingt-six ans. La nouvelle règle supprime ce cinquante-cinquante et précise simplement que le salaire payé au jeune joueur est limité. Rien n'empêche un club de consacrer l'entièreté du précompte économisé au paiement des salaires de jeunes joueurs sans rien garder pour la formation.

L'ancienne disposition gênait sans doute certains clubs professionnels qui investissent moins dans la formation et plus dans les salaires. Voilà sans doute pourquoi cette proposition est venue sur la table.

On a organisé des auditions pour voir quels efforts les clubs étaient d'accord de réaliser pour mieux soutenir la formation et comment se répartissaient les sommes entre formation et salaires. Nous avons demandé s'il n'y avait pas moyen de créer un fonds avec une partie de ces économies au bénéfice des clubs amateurs.

On a également proposé d'investir ces économies de précompte dans des infrastructures importantes, car nos infrastructures sportives sont particulièrement en retard par rapport à celles des pays voisins. Malgré trois commissions des Finances, nous n'avons pas eu de véritables explications à ce sujet. *(Brouhaha. La voix de l'orateur est couverte par les colloques)*

Le **président**: Monsieur Gilkinet, veuillez terminer, il n'y a manifestement pas grand monde qui vous écoute.

14.20 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Nous avons le sentiment que les collègues qui voteront la

proposition et l'ont co-signée n'avaient pas réellement envie de débattre, mais simplement de faire plaisir aux clubs qui leur avaient demandé de modifier cette législation.

Je vous ai posé quatre fois la question des montants économisés par les clubs et réinvestis dans la formation. Cette demande, qui concerne entre 25 et 35 millions d'euros sur base annuelle, ne me semble pas illégitime.

L'analyse de cette proposition de loi est une occasion manquée pour améliorer le système, le rendre plus transparent, organiser une meilleure solidarité au profit des plus petits clubs et renforcer la formation des jeunes. Si l'on continue à légiférer aussi mal que ce que vous faites, ce n'est malheureusement pas demain que nous serons qualifiés pour les coupes d'Europe ou du monde!

14.21 Jef Van den Bergh (CD&V): Nous avons tenté de mettre sur pied un règlement correct qui représente un bénéfice pour l'ensemble des disciplines sportives et soit de nature à améliorer la formation des jeunes. Cette proposition augmente les chances des jeunes d'atteindre un meilleur niveau.

Tout a commencé avec la circulaire rédigée en 2002 par le ministre des Finances. Ce document fixait à 18 % le taux du précompte professionnel pour les joueurs étrangers évoluant dans les divisions nationales, alors que ce pourcentage atteignait 50 % pour les joueurs belges. Les clubs ont engagé davantage de joueurs étrangers au détriment de nos propres joueurs. Cette mesure a sabordé les perspectives d'amélioration des jeunes joueurs.

Une loi adoptée en 2007 visait à supprimer cette différence. Pour compenser l'abolition de l'avantage des 18 %, les clubs pouvaient désormais conserver une partie du précompte professionnel et l'investir dans la formation des jeunes et le paiement des salaires des jeunes joueurs.

À l'époque, le sp.a a participé à la rédaction et à l'adoption de cette loi. La proposition que nous soumettons aujourd'hui limite les possibilités d'affectation du précompte professionnel récupéré de façon plus stricte que la loi de 2007. Cette loi a certainement donné des résultats; 50 % des footballeurs professionnels ont aujourd'hui moins de 23 ans.

La distinction établie ici entre le subventionnement de la formation des jeunes d'une part et le paiement des jeunes joueurs d'autre part, n'a d'ailleurs aucun sens. À quoi sert-il de bien former les jeunes si l'on est ensuite incapable d'offrir un contrat de qualité à ces jeunes joueurs. Il ne s'agit pas d'opter pour l'un ou l'autre mais pour les deux.

14.22 Dirk Van der Maelen (sp.a): Pour M. Van den Bergh, le système qui est adopté aujourd'hui constitue une amélioration. Je ne le pense pas. Je propose dès lors d'adopter notre amendement. Nous disposerons alors des chiffres et nous pourrions vérifier année après année si des fonds supplémentaires peuvent véritablement être investis dans la formation des jeunes. Si les chiffres donnent raison à M. Van den Bergh, je l'admettrai sans discuter. J'espère qu'il en fera de même.

14.23 Jef Van den Bergh (CD&V): Cet amendement est superflu. Les ligues professionnelles de football se sont engagées à publier les chiffres concernant la première division. Même sans l'amendement, nous avons la possibilité de les réclamer chaque année.

14.24 Dirk Van der Maelen (sp.a): La Cour des comptes indique explicitement dans son rapport qu'elle est dans l'incapacité de fournir l'information demandée par le Parlement parce qu'elle n'a pas accès aux chiffres! Le secrétaire d'État n'a pas pu faire mieux car c'était trop difficile. Comme le montre la pratique, un cadre légal est indispensable pour obtenir ces données.

14.25 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le fisc contrôle la déclaration de revenus des clubs mais n'établit pas de statistiques. L'établissement de statistiques ne fait pas partie de ses missions.

14.26 Jef Van den Bergh (CD&V): La loi de 2007 présentait des failles qui ont favorisé les abus. Ainsi, certains clubs satisfaisaient à l'obligation d'affectation en engageant un ou plusieurs joueurs chers et en les payant royalement. Aujourd'hui, nous plafonnons la part qui peut être affectée au salaire d'un joueur. C'est quand même un progrès évident.

14.27 Dirk Van der Maelen (sp.a): En 2007, nous avons aussi convenu qu'une partie de l'argent irait à la formation des jeunes mais, dans la pratique, cela ne s'est pas réalisé. C'est pourquoi en 2009 nous avons fixé un pourcentage de 25 % pour les divisions de jeunes. Cela n'a pas plu aux clubs de la Pro League qui ont commencé à faire du lobbying auprès de parlementaires. Ils ont obtenu gain de cause: les 25 % ont été supprimés.

Les clubs refusent de transmettre les chiffres et vous ne voulez pas de transparence. Les clubs reçoivent donc un chèque en blanc.

Le **président**: Vous répétez les mêmes arguments.

14.28 Jef Van den Bergh (CD&V): La réglementation de 2009 faisait partie d'une loi portant des dispositions diverses et la concertation avec le secteur avait été insuffisante. Douze des seize clubs de première division ont souffert des conséquences de ces dispositions, les joueurs belges moyens de plus de 26 ans ont été mis sur la touche et la distinction entre les entraîneurs de jeunes joueurs de moins et de plus de 12 ans a occasionné des problèmes comptables. Il est dès lors normal que le législateur essaie de remédier à ces problèmes. En concertation avec les ligues sportives, nous avons tenté d'élaborer une réglementation qui soit la même pour tous. Les fédérations qualifient cette réglementation de vitale pour la formation des jeunes à l'échelon national.

Dans le cadre de notre proposition, toutes les rémunérations des entraîneurs de jeunes entrent en ligne de compte pour l'obligation d'affectation. Cette obligation d'affectation pour les entraîneurs de jeunes produit ses effets: leur nombre a presque doublé depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2007. Comme à l'étranger, on pourra envisager d'embaucher des entraîneurs pour des positions spécifiques.

L'obligation d'affectation est rationalisée pour éviter l'abandon des joueurs de plus de 26 ans. C'est pourquoi les rémunérations des jeunes sportifs d'élite ne sont pris en considération qu'à raison de la rémunération minimale des joueurs non-européens. Il s'agit d'une limitation claire par rapport à la réglementation de 2007.

Espérons que nous réussirons à mettre au point notre formation des jeunes, afin que les jeunes talents belges puissent bénéficier de l'encadrement nécessaire et d'une indemnisation compétitive, et ce sans générer de distorsion entre les clubs.

Il est exact que nous devons évaluer régulièrement la réglementation mais nous n'avons pas besoin d'un texte amendé à cet effet. L'amendement est donc superflu. (*Applaudissements*)

14.29 Jean Marie Dedecker (LDD): Je n'ai pas suivi le débat en commission car cette loi est une non-loi. Je ne comprends pas qu'un parti socialiste puisse défendre des lois taillées sur mesure pour les millionnaires. La genèse de cette loi commence au milieu des années 1980 à l'époque où le supporter du FC Bruges qu'était par ailleurs Jean-Luc Dehaene craignait que les bons joueurs belges partent à l'étranger. On s'est alors évertué à concocter toutes sortes de mesures sociales et fiscales.

Si nous maintenons cette législation, c'est uniquement pour les beaux yeux des footballeurs les mieux payés de Belgique. À Anderlecht, le salaire moyen s'élève à 1 million d'euros par an! Par-dessus le marché, la présente loi ne défend que les trois principales disciplines sportives. Les disciplines plus modestes comme la natation ou le judo n'en retirent aucun bénéfice. Le football est une armée de mercenaires qui compte dans ses rangs des joueurs étrangers achetés par l'entremise d'intermédiaires qui en Flandre perçoivent 7 % sur leur traitement de la première année. Notre législation est donc très sélective. Un coureur cycliste est un ouvrier mais un footballeur est un employé. Un coureur cycliste paie environ 6 000 euros par an à sa fédération, il déménage à Monaco et le reste est pour sa poche. La loi avantage les grandes fédérations.

La loi a effectivement été adaptée en 2002, parce qu'à l'époque, M. Vande Lanotte, président du club de basket-ball d'Ostende, voulait contenter la fédération de basket-ball. En basket-ball, 70 % des joueurs sont américains mais au moins cinq joueurs de l'équipe doivent avoir la nationalité belge. Il s'agit alors généralement de Belges naturalisés.

Le système relatif aux jeunes joueurs existe déjà depuis 1984 et n'a absolument rien apporté. Et rien ne

changera à l'avenir non plus. À l'étranger, il n'existe pas de système fiscal pour les sportifs de haut niveau et on paie en fonction de ses mérites. À l'étranger, on investit dans la formation. Nos responsables politiques devraient veiller à ce que notre jeunesse bénéficie également d'une formation.

Ce secteur s'est lui-même placé dans une position difficile en attirant une armée de mercenaires de l'étranger. D'autres secteurs ont besoin d'une législation sociale, mais le sport de haut niveau n'est pas un secteur en difficulté.

J'entends d'aucuns annoncer ici que la valeur ajoutée de joueurs de 26 ans est très élevée. Je souhaiterais savoir de qui il s'agit, car je ne connais aucun exemple.

Je voterai en faveur de l'amendement car à défaut, on ouvrira effectivement la porte. Il est préférable que l'argent qui sera versé par ce biais aux clubs soit investi dans la formation et les écoles de sport. Restituer simplement ces fonds à la ligue pro ne se traduira que par une augmentation des traitements afin d'acheter de nouveau des joueurs à l'étranger, alors que nos jeunes de 16 ans s'expatrient à l'étranger, où ils pourront évoluer en tant que professionnels. J'ai longtemps été actif dans cette branche, je sais de quoi je parle. (*Applaudissements sur divers bancs*)

Le **président**: La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (713/7)

La proposition de loi compte 3 articles.

Amendements déposés:

Art. 2/1 (n)

- 4 – Dirk Van der Maelen (713/8)
- 5 – Dirk Van der Maelen cs (713/8)

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

15 Proposition de résolution relative à la dénonciation des accords bilatéraux de main-d'œuvre conclus avec le Maroc, la Turquie, la Tunisie, l'Algérie et la Yougoslavie (698/1-3)

Proposition déposée par:

Alexandra Colen, Peter Logghe, Bert Schoofs, Filip De Man

La commission des Relations extérieures propose de rejeter cette proposition de résolution (698/3).

Conformément à l'article 88 du Règlement, l'assemblée plénière se prononcera sur cette proposition de rejet après avoir entendu le rapporteur et, éventuellement, les auteurs.

15.01 Daphné Dumery, rapporteuse: Il s'agit d'une résolution importante qui n'a malheureusement pas été approuvée en commission. Elle traite d'une série d'accords bilatéraux de main-d'œuvre avec la Turquie, la Yougoslavie et une série de pays d'Afrique du Nord et date des années 70. Cette résolution de Mme Colen a pour objectif de dénoncer ces accords bilatéraux. La N-VA a déposé un amendement visant à ne pas dénoncer les accords mais à les renégocier. A cette occasion, on pourrait également évoquer les accords de réadmission des demandeurs d'asile déboutés et les accords de transfèrement des criminels étrangers. Dénoncer sans plus ces accords pourrait en effet menacer d'autres accords importants.

Notre amendement et la résolution n'ont pas été adoptés. Les amendements ont été rejetés par six voix contre cinq. La résolution a été rejetée par six voix contre une et quatre abstentions.

En vertu de l'article 88, Mme Colen a demandé d'inscrire néanmoins cette proposition à l'ordre du jour de la séance plénière.

Le **président**: Je félicite Mme Dumery pour sa première intervention en séance plénière. (*Applaudissements*)

15.02 Alexandra Colen (VB): Les accords bilatéraux de main-d'œuvre avec le Maroc, la Turquie, la Tunisie, l'Algérie et la Yougoslavie sont chaque année prorogés tacitement, mais il pourrait y être mis fin par le gouvernement et c'est précisément l'objectif poursuivi par ma résolution.

La Chambre a examiné récemment une série de propositions tendant à durcir la politique d'immigration. Ont également été durcies en 2006 les règles en matière de regroupement familial. Il ne s'agissait-là que de tentatives de faire accroire au monde extérieur que les pouvoirs publics avaient décidé de mener une politique d'immigration plus stricte, en ce sens que la plupart de ces mesures restent lettre morte. Le groupe parvient chaque fois à s'y soustraire en raison, précisément, de l'existence de ces accords bilatéraux.

Près de la moitié des étrangers qui souhaitent recourir au regroupement familial sont de nationalité marocaine ou tunisienne et le durcissement des règles ne leur est pas applicable. L'accord bilatéral de main-d'œuvre conclu avec la Turquie dispose que les travailleurs turcs sont autorisés à faire venir auprès d'eux non seulement leurs conjoint et enfants, mais également leurs ascendants, c'est-à-dire leurs parents et grands-parents.

Les dispositions des traités sont immédiatement applicables et priment le droit interne belge. Les intéressés doivent uniquement satisfaire aux conditions énoncées dans le traité pour pouvoir prétendre au regroupement familial. Aucune des mesures que nous adoptons en vue de rendre plus difficile l'immigration n'est effectivement appliquée.

Le regroupement familial est la principale filière d'immigration en Belgique. Sa restriction est une nécessité absolue pour ramener l'afflux des nouveaux-venus à un niveau raisonnable et gérable. De plus, la constitution de familles dans le cadre de laquelle un étranger né et ayant grandi dans notre pays fait venir un conjoint de son pays d'origine constitue un frein à l'intégration des étrangers déjà présents.

En 2008, près de la moitié des visas relatifs au regroupement familial ont été délivrés à des étrangers originaires de pays avec lesquels la Belgique a conclu, il y a plusieurs décennies, une convention bilatérale en matière d'emploi. Ces conventions sont aujourd'hui largement dépassées. Étant donné que ces accords avec le Maroc, la Turquie, l'Algérie et d'autres pays rendent une politique d'immigration plus stricte impossible, je propose de les résilier. La possibilité de résiliation est explicitement mentionnée dans ces traités. Chaque année, le gouvernement peut prendre une décision en ce sens.

Les partis qui veulent vraiment résoudre les problèmes d'immigration et d'intégration dans ce pays doivent inciter le gouvernement à résilier ces accords. On pourrait ensuite reprendre éventuellement des négociations, discuter de meilleures conditions notamment, comme celles proposées par la N-VA concernant la reprise des demandeurs d'asile déboutés.

Je veux voir qui soutiendra ou rejettera ma proposition de résolution. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

Le **président**: Plus personne ne peut prendre la parole.

Le vote sur la proposition de rejet de cette proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

16 Prise en considération de propositions

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la

prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération:

- la proposition de résolution de M. Theo Francken, Mmes Sarah Smeyers et Daphné Dumery, M. Bart Somers, Mme Caroline Gennez, M. Jean Marie Dedecker et Mmes Jacqueline Galant et Karin Temmerman visant à réinstaurer la Task force retour (n° 1285/1).

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique;

- la proposition de résolution de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers et MM. Olivier Deleuze et Kristof Calvo concernant les acquisitions et les locations de terres arables à grande échelle (n° 1296/1);
- la proposition de résolution de Mmes Muriel Gerken et Meyrem Almaci et M. Georges Gilkinet concernant l'implication du Parlement fédéral dans la mise en œuvre de la Stratégie UE2020 et la gouvernance économique (n° 1297/1).

Renvoi à la commission des Relations extérieures;

- la proposition de loi de Mme Marie-Christine Marghem relative à l'indemnisation des dommages corporels et moraux découlant d'un accident technologique (n° 1286/1);
- la proposition de loi de M. Bruno Tobback, Mme Karine Lalieux et MM. Peter Vanvelthoven et Olivier Henry visant à instaurer un contrôle accru de l'évolution des prix (n° 1301/1);
- la proposition de loi de Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Raf Terwingen, Mme Catherine Fonck et M. Joseph George établissant une taxe sur les combustibles nucléaires (n° 1307/1);

Renvoi à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture;

- la proposition de loi de MM. Jef Van den Bergh et David Clarinval, Mme Catherine Fonck, M. Rachid Madrane et Mme Carina Van Cauter modifiant la loi du 13 mars 2011 portant des dispositions diverses concernant la Mobilité, en vue de prolonger les pouvoirs accordés au Roi (n° 1302/1).

Renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Demandes d'urgence

16.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Je demande l'urgence pour la proposition n° 1302. Il s'agit de l'amendement à propos duquel le vote n'a pas pu avoir lieu en commission de l'Infrastructure parce que le quorum n'était pas atteint. Il y a urgence parce que le gouvernement doit pouvoir se conformer aux règles dans le cadre de la transposition d'une directive européenne.

16.02 Tanguy Veys (VB): Je n'y comprends plus rien. Le 10 février, nous avons adopté une loi portant des dispositions diverses disposant que le Roi peut signer les arrêtés royaux jusqu'au 15 mars. Le 2 mars, il a été signalé à la commission de l'Infrastructure que le Roi n'était pas en mesure de signer. Cela revient à dire, en réalité, que le gouvernement ne parvient pas à réaliser son travail. Trois amendements ont été déposés: le premier au nom de la majorité, le deuxième au nom du gouvernement et le troisième de nouveau au nom de la majorité. Finalement, tous ces amendements ont été retirés et c'est pourquoi nous avons dû nous réunir de nouveau hier.

Le quorum était atteint au moment du vote mais, apparemment, il ne s'agissait pas du "bon" quorum puisque l'amendement a été rejeté. Le Parlement a pris ses responsabilités, contrairement au gouvernement. Il est urgent de constituer une majorité, parce que celle-ci n'existe plus à l'évidence.

16.03 David Geerts (sp.a): M. Verherstraeten dit que nous n'avons pas voté mais nous avons voté.

16.04 Karin Temmerman (sp.a): En ma qualité de rapporteuse de la commission, je dois confirmer que le vote a bien eu lieu et que ce qui a été dit au sujet d'amendements déposés, retirés, redépôtés puis re-retirés

est exact. Le Parlement a fait son travail en commission. Je ne comprends pas qu'on revienne là-dessus et qu'on prétende par-dessus le marché qu'il n'y a pas eu vote parce que le quorum n'était pas atteint. Le texte a bien été soumis aux voix et lors du vote, il a été rejeté.

Le **président**: Nous votons par assis et levé sur la demande d'urgence de M. Servais Verherstraeten.

Il est procédé au comptage électronique.

62 membres soutiennent la demande d'urgence, 58 membres ont voté contre.

La demande d'urgence est adoptée.

Le **président**: Il n'y a pas d'abstention dans les votes par assis et levé. Comment voulez-vous être assis et levé en même temps?

En conclusion, l'urgence est acceptée, et la proposition sera renvoyée en commission de l'Infrastructure.

16.05 Theo Francken (N-VA): Je demande l'urgence pour la proposition de résolution n° 1285 visant à réinstaurer la Task force retour. Créée en 2001 par MM. Verhofstadt et Vande Lanotte, cette task force a fourni un travail remarquable puisqu'on a noté à cette époque une hausse du nombre de retours au pays d'origine de personnes en séjour illégal et que le déséquilibre apparu à la suite de la régularisation collective de 1999 a pu être réduit dans une certaine mesure. Il est urgent que nous nous y employions.

16.06 Bart Somers (Open Vld): Je me félicite d'entendre la N-VA préconiser la réinstauration d'un instrument qui a très bien fonctionné sous la violette. Il est exact que nous sommes à nouveau confrontés à une crise de l'asile et que le nombre d'expulsions devrait augmenter. Nous soutenons cette demande d'urgence.

16.07 Filip De Man (VB): Le MR et l'Open Vld, deux partis membres de la coalition gouvernementale, remettent leur propre politique en question. C'est un comble. Les gouvernements Verhofstadt I et II ont régularisé des centaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière et M. Somers vient à présent nous parler de l'urgente nécessité de s'attaquer au problème de l'immigration. La N-VA souhaite que les étrangers en situation irrégulière quittent plus rapidement notre pays, mais le 22 mars 2008, ce parti a approuvé l'accord de gouvernement Leterme qui annonce explicitement la régularisation en masse des étrangers en situation irrégulière. Il a donc cautionné cette politique.

16.08 Laurent Louis (indép.): Face à l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile et à la diminution des rapatriements et des ordres de quitter le territoire, la solution n'est pas d'opter pour les régularisations massives comme le fait le gouvernement actuel.

Il faut mettre rapidement en œuvre la mesure proposée dans cette résolution. La situation actuelle ne peut plus durer! Je souhaite donc soutenir l'urgence.

16.09 Karin Temmerman (sp.a): Nous avons cosigné la proposition de résolution parce que l'expulsion est un élément capital d'une politique de migration globale. Il faut également s'occuper des autres aspects de la politique de migration. Nous ne soutenons pas la demande d'urgence. Nous voulons qu'un débat digne de ce nom soit organisé sur l'ensemble des aspects, notamment l'expulsion. *(Applaudissements sur les bancs du sp.a)*

16.10 Nahima Lanjri (CD&V): Je m'associe en partie à cette position. Une politique d'expulsion est indissociable de l'ensemble de la politique d'asile. Une discussion sur le fond doit être menée en commission.

Je suis contrariée par le fait que l'on demande l'urgence aujourd'hui. Cette semaine, nous avons fixé avec le président de la commission, M. Weyts, les points qui devaient être inscrits d'urgence à l'ordre du jour. J'ignore pourquoi la N-VA agit de la sorte avec son propre président de commission. Une discussion peut être menée selon nous mais elle doit l'être en commission. Nous ne soutenons pas la demande d'urgence. *(Applaudissements sur les bancs du CD&V)*

16.11 Catherine Fonck (cdH): Quelques chiffres ont été lancés: c'est du grand n'importe quoi!

C'est une forme de retrait de carquette de sous les pieds du président de commission de l'Intérieur et de ceux qui ont été ou qui sont encore ministres de l'Intérieur. Ils sont à l'origine de ce retrait.

Aujourd'hui, la politique d'éloignement fait partie intégrante de la politique réalisée au sein du gouvernement. C'en est un des volets, mais ce n'est pas le seul. Il fait partie intégrante de la politique qui doit rester cohérente vis-à-vis de la politique de l'asile.

Nous ne soutiendrons pas cette urgence.

16.12 Jacqueline Galant (MR): La politique d'asile fait partie d'un tout et la politique de retour est très importante. Hélas, dans ce domaine, on ne voit beaucoup d'efficacité pour le moment. Quelles sont les intentions du secrétaire d'État? Ce sujet sera-t-il inscrit à l'ordre du jour de la commission? Nous pourrions éviter un vote sur l'urgence aujourd'hui, si nous connaissions les intentions du secrétaire d'État.

Le **président**: La discussion porte sur l'urgence.

16.13 Yvan Mayeur (PS): J'ai été le seul à interroger sur le sujet cet après-midi! La question qui se pose maintenant est de savoir si cette résolution reçoit ou non l'urgence. Le fond sera, le cas échéant, traité en commission.

Le **président**: Effectivement!

Il est procédé au vote par assis et levé.

Il est procédé au comptage électronique.

47 membres soutiennent la demande, 79 ont voté contre.

La demande d'urgence est rejetée.

Votes nominatifs

17 Amendements et articles réservés du projet de loi portant des dispositions diverses (1208/1-14)

Vote sur l'amendement n° 6 de Bruno Tobback cs tendant à insérer un article 2/1 (n). (1208/13)

(Stemming/vote 3)

Ja	36	Oui
Nee	90	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 5 de Bruno Tobback cs tendant à insérer un article 3/1 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 3*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 7 de Bruno Tobback cs tendant à insérer un article 3/2 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 3*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 8 de Bruno Tobback cs tendant à insérer un article 3/3 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Non*)

(*Stemming/vote 4*)

Ja	26	Oui
Nee	87	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 9 de Bruno Tobback cs tendant à insérer un article 3/4 (n). (1208/13)

(*Stemming/vote 5*)

Ja	24	Oui
Nee	100	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 10 de Bruno Tobback cs tendant à insérer un article 3/5 (n). (1208/13)

(Stemming/vote 6)

Ja	36	Oui
Nee	90	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 11 de Bruno Tobback cs tendant à insérer un article 3/6 (n). (1208/13)

(Stemming/vote 7)

Ja	24	Oui
Nee	89	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 12 de Bruno Tobback cs tendant à insérer un article 3/7 (n). (1208/13)

(Stemming/vote 8)

Ja	24	Oui
Nee	101	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	126	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 25 de David Geerts cs tendant à supprimer l'article 29. Nous votons donc sur le maintien de l'article. (1208/14)

(Stemming/vote 9)

Ja	67	Oui
Nee	59	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, l'article 29 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 26 de David Geerts cs tendant à supprimer l'article 30. (1208/14)

(Stemming/vote 10)

Ja	57	Oui
Nee	69	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 24 de Tanguy Veys à l'article 30. (1208/14)

(Stemming/vote 11)

Ja	34	Oui
Nee	92	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 30 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 27 de Jan Jambon cs tendant à supprimer l'article 44. (1208/14)

(Stemming/vote 12)

Ja	46	Oui
Nee	80	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 44 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 29 de Jan Jambon cs tendant à insérer un article 45/1 (n). (1208/14)

(Stemming/vote 13)

Ja	59	Oui
Nee	66	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	126	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 28 de Jan Jambon tendant à supprimer l'article 46. (1208/14)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 13)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 46 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 1 de Dirk Van der Maelen à l'article 55. (1208/13)

(Stemming/vote 14)

Ja	35	Oui
Nee	88	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	124	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 30 de Jan Jambon cs à l'article 55. (1208/14)

(Stemming/vote 15)

Ja	34	Oui
Nee	92	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 31 de Jan Jambon cs à l'article 55. (1208/14)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 15)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 55 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 32 de Jan Jambon cs à l'article 57. (1208/14)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 15)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 57 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 2 de Myriam Vanlerberghe tendant à insérer un article 76/1 (n). (1208/13)

(Stemming/vote 16)

Ja	25	Oui
Nee	90	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 3 de Myriam Vanlerberghe tendant à insérer un article 76/2 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 16)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 4 de Myriam Vanlerberghe tendant à insérer un article 76/3 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 16)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 33 de Jan Jambon cs à l'article 84. (1208/14)

(Stemming/vote 17)

Ja	57	Oui
Nee	66	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	124	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 34 de Jan Jambon cs à l'article 84. (1208/14)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 17)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 84 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 13 de Meryame Kitir cs tendant à insérer un article 95 (n). (1208/13)

(Stemming/vote 18)

Ja

25

Oui

Nee

90

Non

Onthoudingen

12

Abstentions

Totaal

127

Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 23 de Meryame Kitir cs tendant à insérer les articles 96 (n) et 97 (n). (1208/14)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*

(Vote 18)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 14 de Meryame Kitir cs tendant à insérer un article 96 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*

(Vote 18)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 15 de Meryame Kitir cs tendant à insérer un article 97 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*

(Vote 18)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 16 de Meryame Kitir cs tendant à insérer un article 98 (n). (1208/13)

(*Stemming/vote 19*)

Ja

36

Oui

Nee

89

Non

Onthoudingen

1

Abstentions

Totaal

126

Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 17 de Meryame Kitir cs tendant à insérer un article 99 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 19*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 18 de Meryame Kitir cs tendant à insérer un article 100 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 19*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 19 de Meryame Kitir cs tendant à insérer un article 101 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 19*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 20 de Meryame Kitir cs tendant à insérer un article 102 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 19*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 21 de Meryame Kitir cs tendant à insérer un article 103 (n). (1208/13)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 19*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

18 Ensemble du projet de loi portant des dispositions diverses (1208/9)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote?

18.01 Steven Vandeput (N-VA): J'ai pairé avec M. Dewael et me suis dès lors abstenu lors du vote précédent, comme je le ferai également lors des suivants.

Le **président**:

(Stemming/vote 20)

Ja	67	Oui
Nee	34	Non
Onthoudingen	26	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

19 Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les coparents, la législation afférente au congé de paternité (573/3)

(Stemming/vote 21)

Ja	114	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	126	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

20 Proposition de loi visant à supprimer les limites relatives à l'âge de l'enfant handicapé en matière de congé parental (355/4)

(Stemming/vote 22)

Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

21 Proposition de résolution concernant une meilleure protection de la femme ayant recours à la fécondation in vitro (221/4)

(Stemming/vote 23)

Ja	91	Oui
Nee	32	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

22 Amendement réservé à la proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la dispense de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des sportifs (713/1-8)

Vote sur l'amendement n° 5 de Dirk Van der Maelen cs tendant à insérer un article 2/1 (n). (713/8)

(Stemming/vote 24)

Ja	27	Oui
Nee	89	Non
Onthoudingen	11	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

23 Ensemble de la proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la dispense de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des sportifs (713/7)

(Stemming/vote 25)

Ja	99	Oui
Nee	13	Non
Onthoudingen	13	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

24 Proposition de rejet faite par la commission des Relations extérieures de la proposition de résolution relative à la dénonciation des accords bilatéraux de main-d'œuvre conclus avec le Maroc, la Turquie, la Tunisie, l'Algérie et la Yougoslavie (698/3)

24.01 Laurent Louis (indép.): Il est important d'être plus strict pour les regroupements familiaux, sans pour autant verser dans le racisme. Il n'y a que les partis d'extrême droite qui s'expriment sur ces sujets. Il est de notre devoir, à gauche comme à droite, d'aborder ces questions.

Même si je ne partage pas les idées trop extrêmes du Vlaams Belang, j'apporte mon soutien à cette proposition de résolution, simplement pour attirer l'attention des partis qui se disent démocratiques mais qui refusent d'évoquer ces questions, ce qui crée au sein de la population un sentiment de rancœur à l'égard des immigrants.

Le **président**:

(Vote/stemming 26)

Oui

82

Ja

Non

21

Nee

Abstentions

22

Onthoudingen

Total

125

Totaal

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de rejet. La proposition de résolution n° 698/1 est donc rejetée.

24.02 Herman De Croo (Open Vld): J'ai demandé tout à l'heure si nous devons voter pour ou contre. Le président n'a pas répondu à ma question. Nous avons donc voté en faveur du rejet.

Le **président**: En effet.

25 Adoption de l'ordre du jour

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation? (*Non*) La proposition est adoptée.

La séance est levée à 20 h 47. Prochaine séance le jeudi 24 mars 2011 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 14.18 uur en voorgezeten door de heer André Flahaut.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering: Yves Leterme, Didier Reynders, Laurette Onkelinx en Paul Magette.

De **voorzitter**: Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Elio Di Rupo

Gezondheidsredenen: Corinne De Permentier

Met zending buitenslands: Ingeborg De Meulemeester

Federale regering

Sabine Laruelle, minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid: Europese Ministerraad Landbouw

Etienne Schouppe, staatssecretaris voor Mobiliteit: buitenslands

Philippe Courard, staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding: buitenslands (Boekarest)

01 Huldebetoon aan Japan

De **voorzitter** (*voor de staande vergadering*): Zoals u weet werd het noordoosten van Japan vorige vrijdagochtend getroffen door een ongemeen zware aardbeving, gevolgd door een tsunami die een groot deel

van de kust van het land verwoest heeft.

De gevolgen van deze ramp kunnen we ons nauwelijks voorstellen: duizenden doden, vermisten en gewonden, een hele bevolking die vervuld is van angst en leed. Bovendien werd ook de infrastructuur zwaar getroffen en dreigen er tekorten op vele vlakken, wat dit verschrikkelijke menselijke drama nog erger maakt.

Daarbij komt nog de dreiging van een nucleaire catastrofe, die bijzonder zorgwekkend is voor Japan, maar ook voor een groot aantal landen die evenmin aan de rampzalige gevolgen van deze kernramp zouden ontsnappen als de situatie nog zou verergeren. Er heerst bovenal grote onzekerheid, wat de toestand nog ondraaglijker maakt. De kerncentrale van Fukushima vormt thans een bedreiging die overal ter wereld de pijnlijke herinnering oproept aan soortgelijke tragedies die zich in het verleden hebben voorgedaan. Iedereen moet zich nu afvragen welke oplossingen er kunnen worden gevonden opdat zo een drama zich nooit meer zou afspelen.

De catastrofe die zich in Japan heeft voorgedaan, noopt ons tot bezinning en nederigheid, maar moet ons tevens aanzetten tot voortdurende waakzaamheid.

Ondanks het gevoel van onmacht dat momenteel leeft bij de Japanse overheid maar ook bij de autoriteiten in de rest van de wereld, druk ik de innige wens uit dat de bevolking dit leed met de haar kenschetsende kracht en vastberadenheid zal kunnen dragen. Ik hoop eveneens dat de materiële schade zo snel mogelijk kan worden hersteld.

Namens onze Assemblee wil ik het Japanse volk al onze sympathie en steun betuigen. Het land werd zwaar beproefd, maar doorstaat dit alles met opgeheven hoofd, getuige de vele hulpverleners die op alle fronten strijd voeren, en zich niet laten terneerdrukken door fatalisme. Laten we dus hulde brengen aan het hele Japanse volk, aan de talloze slachtoffers, aan hun niet in woorden te vatten veerkracht in het aanschijn van een ramp met een omvang die het menselijke bevattingvermogen te boven gaat.

Woorden schieten te kort om de verwoestende schaal van deze natuurramp te beschrijven, we kunnen enkel hopen, samen met alle met Japan bevriende volkeren, waartoe ook wij behoren, dat het land zo snel mogelijk heropgebouwd wordt, opdat het opnieuw de toekomst tegemoet kan zien en kan talen naar hernieuwde welvaart.

01.01 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Bij ons allen staan beelden uit Japan onuitwisbaar op het netvlies gebrand. Beelden van de vloedgolf, die met meedogenloos, schrikbarend geweld alles op haar weg vernielt, die huizen, scholen, fabrieken, vrachtwagens en vliegtuigen meesleurt alsof ze speelgoed zijn, die een desolaat maanlandschap achterlaat waar net voordien welvarende steden hebben gestaan.

Ons allen blijven vooral beelden bij van het woordeloze, ondraaglijke leed van mensen. Mensen die net ouders of kinderen, broers of zusters, verwanten of vrienden, of soms hun hele familie verloren hebben.

Ons blijven ook beelden bij van de vertwijfeling waarmee overlevenden naar verdwenen geliefden zoeken. Beelden van martelende onzekerheid die stilaan overgaat in wanhoop en gelatenheid omdat onverbiddelijk de kans wegsterft nog iemand levend uit de onafzienbare verwoesting te zien treden.

Het past dan ook dat wij met onze gedachten nu bij deze bevolking zijn die zo diep getroffen is, en dat wij ons diepe en oprechte medeleven uitspreken.

(*Frans*) De media berichten dagelijks over de verwoestende gevolgen van de tsunami en over de honderdduizenden mensen die in nood verkeren nadat ze have en goed zijn kwijtgeraakt in de vloedgolf of werden geëvacueerd naar aanleiding van het kernongeval, dat de situatie alleen maar verergert. En tot overmaat van ramp sneeuwt het nu ook in het gebied en is het er bitter koud.

Tegelijk mogen we niet vergeten dat er ons andere beelden bespaard zijn gebleven. Zo zien we geen onrust

of chaos bij de bevolking, noch enige emotionele uitbarsting. Daar moeten we bewondering voor hebben. Ik wil dan ook hulde brengen aan de waardigheid, de burgerzin en de moed waarmee heel het Japanse volk deze nationale ramp doorstaat.

Waarde collega's, allemaal volgen we de toestand in Japan op de voet.

De voorbije uren werd er kritiek geleverd, soms virulente kritiek. Die kritiek is misplaatst. Dit is niet het gepaste ogenblik om een land terecht te wijzen dat samen met zijn bevolking sterk en moedig het hoofd tracht te bieden aan de enorme verwoestingen die de tsunami heeft aangericht.

Vandaag moeten we Japan alle mogelijke steun en hulp bieden. Dat moedige volk en dat land verdienen niets minder.

De staande Kamer neemt een minuut stilte in acht.

Het incident is gesloten.

Vragen

Actualiteitsdebat

De **voorzitter**: Zoals gisteren door de Conferentie van voorzitters werd beslist, zullen we nu een minidebat houden over de kernramp in Japan.

02 Samengevoegde vragen van

- de heer Bert Wollants aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het ongeval in Japan en de kernenergieproblematiek" (nr. P0141)
- de heer Guy Coëme aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het ongeval in Japan en de kernenergieproblematiek" (nr. P0142)
- de heer Denis Ducarme aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het ongeval in Japan en de kernenergieproblematiek" (nr. P0143)
- mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het ongeval in Japan en de kernenergieproblematiek" (nr. P0144)
- de heer Bruno Tobback aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het ongeval in Japan en de kernenergieproblematiek" (nr. P0145)
- de heer Olivier Deleuze aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het ongeval in Japan en de kernenergieproblematiek" (nr. P0146)
- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het ongeval in Japan en de kernenergieproblematiek" (nr. P0147)
- de heer Joseph George aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het ongeval in Japan en de kernenergieproblematiek" (nr. P0148)

02.01 Bert Wollants (N-VA): We zijn allemaal zwaar onder de indruk van wat er in Japan is gebeurd. We volgen de situatie op de voet en moeten dat blijven doen.

We mogen echter de situatie van de kerncentrales in Japan niet projecteren op onze kerncentrales. We mogen geen paniek zaaien over kernenergie bij de mensen. Naderhand moeten we wel kijken wat we kunnen leren uit deze gebeurtenissen op het vlak van technische risico's en communicatie. De laatste dagen was dit vooral een pijnpunt.

Desondanks is er al veel over de Belgische centrales gezegd en geschreven, onder meer over de vraag of we de centrales moeten sluiten of niet. Het is moeilijk om 50 procent van de productie te vervangen door andere energie. We zullen keuzes moeten maken. We moeten ook uitmaken of onze kerncentrales veilig zijn. We moeten de aangekondigde stresstests doorvoeren.

De centrales openhouden, zoals wij bepleiten, vergt veel studiewerk, onder andere over het ontwerp ervan. Kunnen we ze op een hoger niveau brengen en kunnen we verouderingsprocessen stoppen?

Minister Magnette heeft een moratorium van een jaar aangekondigd op het debat over de kernuitstap. Ik vind dat een probleem. De beslissing over de kernuitstap moet niet vandaag vallen, maar we moeten wel met studiewerk beginnen zodat we voorbereid zijn op het eventueel openhouden van de centrales.

Wat is het standpunt van de eerste minister over de kernuitstap? Wil de regering dit op een ernstige manier herbekijken?

Is hij bereid om naar aanleiding van de stresstests ook in te gaan op die elementen die nodig zijn om een eventuele verlenging te bespreken, zodat wij klaar staan op het moment dat de eerste centrales moeten sluiten?

Meent de eerste minister ook niet dat het debat uitstellen de zaken moeilijker maakt omdat we dan niet klaar zullen zijn als de sluitingen naderen? Is het uitstel van het debat eigenlijk geen afstel voor de centrales?

02.02 **Guy Coëme** (PS): Ik wil namens mijn fractie mijn medeleven betuigen aan de inwoners van Japan, die na de vreselijke aardbeving en de tsunami nu worden geconfronteerd met het risico op radioactieve besmetting. Onze solidariteit tegenover dit land moet totaal zijn, vandaag en in de toekomst. Wij zijn ervan overtuigd dat Japan dit drama zal te boven komen, net zoals dat altijd het geval is geweest. Wij betuigen onze deelneming aan de getroffen families.

De regering heeft voorgesteld om B-FAST te sturen. Heeft zij van Japan al een verzoek in die zin gekregen?

Onze landgenoten hebben het recht te worden beschermd en gerepatriëerd. Een vliegtuig van Defensie zou al in de regio aangekomen zijn. Hoeveel Belgen zullen er met dit toestel terugkeren? Hoe zal de terugkeer verlopen?

Ik kan goed begrijpen dat het debat over de productie van kernenergie weer oplaait. Er bevinden zich zeven reactoren in België, en eigenlijk veel meer als men rekening houdt met de vlakbij gelegen reactoren in de buurlanden. Coördinatie op Europees niveau is essentieel. Die coördinatie bestaat al, maar kan worden verbeterd.

Het verheugt me dat de Europese energieministers het initiatief hebben genomen om een methode, een tijdspad en gemeenschappelijke normen vast te stellen voor bijkomende stresstests voor de kerncentrales.

Ik betreur het dat Duitsland, nog voor de vergadering van de Europese Raad, eenzijdig heeft beslist zeven oude reactoren te sluiten, terwijl we in een almaar sterker geïntegreerde Europese energiemarkt opereren. Kan u dat Duitse initiatief toelichten?

In België zal de volgende regering zich moeten uitspreken over de sluiting van de kerncentrales Tihange I en Doel I en II.

Het zou niet verstandig zijn om onze energiemix op grond van emoties of in aller haast te bepalen.

De veiligheid kan er overigens alleen maar wel bij varen.

Wanneer zullen de bijkomende stresstests voor onze centrales en op Europees niveau worden georganiseerd? We vragen de regering alle resultaten van die bijkomende stresstests openbaar te maken.

02.03 **Denis Ducarme** (MR): De moed en de waardigheid van het Japanse volk verdienen de grootste eerbied. De MR wil dat echt alles in het werk wordt gesteld om de Japanners bij te springen. We moeten het Japanse volk vandaag bijstaan met de middelen die we hebben, met name B-FAST.

Waarom duurde het zolang vooraleer er een vliegtuig ter beschikking werd gesteld om de Belgen te repatriëren?

Dankzij het initiatief van de Europese Unie om stresstests te organiseren zullen we de lat op het stuk van nucleaire zekerheid en veiligheid hoger kunnen leggen, zowel in ons land als elders in Europa. Er is nood aan een eenvormige controle op het Europese niveau.

WENRA (Western European Nuclear Regulators Association) zou erop kunnen toezien dat ook in de niet-Europese lidstaten in Centraal-Europa dezelfde eisen inzake nucleaire veiligheid zouden gelden. En misschien kan dit drama worden aangegrepen om andere, Oost-Europese, landen ertoe aan te zetten eveneens de lat...

De **voorzitter**: Dit is een belangrijk debat, maar de emoties die het oproept, gaan verloren in het rumoer van de zaal. Parallele besprekingen kunnen buiten het halfroond worden gehouden. Ik vraag ook de personen die aanwezig zijn in de publiekstribunes en de pers om het Reglement in acht te nemen.

02.04 Denis Ducarme (MR): Dit debat is inderdaad van belang en is emotioneel geladen. Wat er in Japan gebeurt, laat ons immers niet onberoerd.

De publieke opinie in ons land eist een hoog niveau van nucleaire veiligheid. Zoals de MR-vicepremier zei, moeten alle nodige conclusies worden getrokken indien uit de stresstests niet zou blijken dat de centrales voldoende veilig zijn. Misschien hebben we het jongste nucleaire incident in België (het incident greep plaats bij het IRE; de gevolgen evalueren we nog) en het crisisbeheer niet goed genoeg aangepakt. We moeten de lat voortaan zeer hoog leggen.

De minister van Binnenlandse Zaken maakte duidelijk dat vele landen onze Europese criteria zouden moeten overnemen. Welke voorstellen zullen we onze Russische vrienden doen met het oog op strengere criteria voor de nucleaire veiligheid van hun reactoren? Gelet op hun geografische ligging zou een nucleair incident in Rusland hier een aanzienlijke impact hebben!

Voorts heeft de Europese Commissie gevraagd uit het besmette gebied afkomstige importproducten beter te controleren.

Welke maatregelen worden in dit verband in België en op het Europese niveau genomen?

Er is overigens heel wat te doen over de radioactieve wolk. Verschillende weermannen en weervrouwen wezen erop dat deze wolk, indien ze over Europa zou trekken, verdund zou zijn. Welke maatregelen hebben de publieke autoriteiten genomen om te zorgen voor enige ernst in de communicatie?

02.05 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): De beelden van de ramp in Japan waren schokkend. De afgelopen week was ik niet alleen verwonderd, maar ook zeer verontwaardigd door bepaalde politieke reacties in verschillende commissies. Het humanitaire leed in Japan is ongezien en toch laten sommige fracties hun corebusiness – het sluiten van kerncentrales – daarop primeren.

Ik heb het daar wat moeilijk mee. De gebeurtenissen vragen een rationele aanpak van de veiligheid. Collega's stellen zich nu ook vragen over de volksgezondheid en ons energiebeleid. Jaarlijks wordt een enorm bedrag geïnvesteerd in veiligheid in de verschillende kerncentrales en elke tien jaar worden onze centrales volledig gereviseerd. De controles van het Internationaal Atoomenergieagentschap van onze oudste centrales, Doel 1, Doel 2 en Tihange in de afgelopen vijf jaar leverden zeer positieve resultaten op. Ik ben ook blij dat deze regering de rationele beslissing heeft genomen om vrijwillig de stresstests te ondergaan, zoals die zullen worden opgesteld door de Europese Commissie.

De uitslag van die testen zullen mee bepalen of centrales al dan niet langer openblijven.

Volgens minister Magnette is de unilaterale beslissing van mevrouw Merkel onverstandig en waarschijnlijk ingegeven door andere motiveringen dan veiligheid en energiebeleid. We hebben meteen de consequenties voor de Endex gezien. Ik hoorde gisteren ook dat ervoor moet worden gezorgd dat internationale

kernregulatoren steeds vrij toegang krijgen tot onze centrales.

Wat de energiemix betreft – een thema dat ook collega Tobback gisteren heeft aangesneden – ben ik blij met de beslissing van het kernkabinet om de Nationale Bank te belasten met een objectieve studie over alle relevante cijfergegevens en over de zogenaamde riante winsten van onder andere Electrabel. Er wordt nu ook gesproken over een taks op uranium, maar daarvoor wordt gewacht op de resultaten van de studie.

Wat kunnen wij doen om onze buurlanden te verplichten tot dezelfde stresstesten, vermits problemen in hun centrales niet zullen stoppen aan onze landsgrenzen? Zal het FANC ook installaties kunnen bezoeken in Nederland en Frankrijk?

Ik hoop ook dat het hele dossier niet in de koelkast gaat tot we het resultaat van die testen kennen. Wij moeten nu kennis vergaren over de toekomstige energiemix en de energieconsumptie na 2025, en rekening houden met de voorzieningszekerheid, de CO₂-doelstellingen en de wetenschap dat kernenergie nog steeds goedkoop is, zeker in onze huidige centrales.

Zal een eventuele uraniumtaks worden aangewend ten bate van de consument en hernieuwbare energie en niet worden doorgerekend aan de consument?

02.06 Bruno Tobback (sp.a): Ik sluit me aan bij de woorden van deelneming voor de slachtoffers van de aardbeving en de tsunami, gelukkig voorlopig niet van een nucleaire catastrofe. Ik ben het ook eens met collega Van der Auwera dat deze ramp niet mag leiden tot goedkope reacties, maar dan van beide kanten.

De politiek moet een antwoord bieden wanneer mensen, ook in Vlaanderen, de berichtgeving volgen en zich zorgen maken. Wel moeten de juiste lessen worden getrokken uit dit gebeuren. Tegen tsunami's moeten we onze centrales niet beveiligen. Eén les hadden we eigenlijk al moeten kennen, namelijk dat wanneer er iets misgaat op het vlak van nucleaire energie, het dan meteen ook goed misgaat. Zelfs een hoogontwikkeld, hoogtechnologisch, welvarend en rijk land, dat beter is georganiseerd dan ons land, kan daar geen waterdichte garanties tegenover stellen.

De eerste les die wij moeten leren, is dat er geen plaats is voor pragmatisme. Zeggen dat het licht blijft branden in ruil voor een minimaal risico dat er iets mis gaat, zou onaanvaardbaar zijn.

België en Duitsland hadden voor de ramp in Japan al beslist de centrales langer open te houden, zonder die beslissing te laten afhangen van een nieuw onderzoek naar de veiligheid. Vandaag zou ik graag weten of de uitvoering van het protocol over de verlenging afhankelijk is van de uitkomst van de stresstest en de nieuwe Europese veiligheidsnormen.

Zullen de nieuwe veiligheidsnormen beantwoorden aan de modernste stand van de techniek? Zullen wij dus geen centrales in ons land of aan onze grenzen of eender waar dulden die niet aan de allernieuwste veiligheidsnormen voldoen? Ik denk aan een stad als Antwerpen, vlakbij ettelijke nucleaire installaties. Wij moeten hierin streng zijn, wij moeten – zoals de N-VA zou zeggen – het been stijf houden, al was het maar in het belang van de medeburgers van Bart De Wever. (*Glimlachjes*)

Vandaag is België voor liefst 52 procent van de elektriciteit afhankelijk van nucleaire energie. Er zijn maar twee landen waar het aandeel van kernenergie zo zwaar doorweegt. Dat is een feit, maar het mag geen natuurwet zijn. De vraag is of we in dit land een beleid willen voeren dat ervan uitgaat dat die verhouding zo blijft of een dat dat aandeel naar beneden wil halen. Die discussie is de afgelopen jaren nooit gevoerd.

Het debat over nucleaire energie voeren op basis van angst voor een ongeval is fout. Het debat voeren op basis van de angst dat het licht uitgaat, is eveneens fout. Elk debat, elk beleid dat uitgaat van angst, is per definitie defensief, conservatief en dus fout. Ik hoop dat de ramp in Japan ons ertoe zal aanzetten het debat ruimer te voeren dan tot nog toe is gebeurd.

02.07 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): De situatie in Japan is in de eerste plaats een menselijk drama, met duizenden doden en vermisten. Het kernenergievraagstuk komt op de tweede plaats.

De drie kernrampen in onze geschiedenis waren allemaal het gevolg van gebeurtenissen die zich nooit eerder hadden voorgedaan. In 1979 hadden de Amerikaanse ingenieurs van de kerncentrale Three Mile Island niet opgemerkt dat er water uit het koelsysteem lekte. In 1986 werden er in de kerncentrale van Tsjernobyl risicotests uitgevoerd om die oude centrale met een laag vermogen te laten draaien. Vorige week vond er in Japan een aardbeving plaats met een magnitude van 9 op de schaal van Richter, die gevolgd werd door een tsunami. Juist omdat zoiets nog nooit gebeurd was, verklaarde de Japanse exploitant vorige week nog dat de centrales zo gebouwd waren dat ze tegen de zwaarste aardbevingen bestand waren!

Geen enkel land zal toegeven dat er zich op zijn grondgebied een ramp kan voordoen, omdat het altijd om onwaarschijnlijke, maar allerm minst onmogelijke gebeurtenissen met onbeheersbare gevolgen gaat.

De mensen die in de buurt van de getroffen centrale wonen, worden vandaag blootgesteld aan stralingswaarden die honderdduizenden keren hoger liggen dan wat is toegestaan voor een mens!

Toen de eerste centrales in België in gebruik werden genomen, bevonden Edmond Leburton en Leo Tindemans zich op uw bank, mijnheer de premier. Dat is het België uit een lang vervlogen verleden! Vandaag wordt geen enkele technologie uit die periode nog als een toekomsttechnologie beschouwd, behalve – vreemd genoeg – kernenergie! (*Applaus op de banken van Ecolo-Groen! en sp.a*)

Vandaag stresstests doen uitvoeren, werkt de twijfel nog in de hand.

Wat moet er dan wel gebeuren voor u onze universiteiten, ingenieurs, ondernemers en investeerders een duidelijk signaal geeft dat deze technologie uit het verleden geen toekomst in zich draagt?

Men moet ermee ophouden dubbelzinnige informatie te verspreiden als zou onze toekomst in de technologieën uit een lang vervlogen verleden liggen. (*Applaus op de banken van Ecolo-Groen! en sp.a*)

02.08 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): We betonen de slachtoffers in Japan geen respect met demagogische spinnerij. Nochtans is dat exact wat ik hier vandaag hoor. In demagogie kan de heer Tobback mij lessen leren: volgens hem is na een ramp beslissen om onmiddellijk te stoppen met kernenergie een emotionele beslissing, maar is beslissen om de centrales open te houden óók een emotionele beslissing. Volgens de heer Tobback is de weerstand tegen emotionele demagogie dus niet rationaliteit, maar een andere emotionele demagogie! Zo kan ik nooit winnen natuurlijk. Zo kan ik niet rationeel debatteren.

02.09 Bruno Tobback (sp.a): Ik denk niet dat de heer Schiltz mij in de voorbije dagen op emotionele, alarmistische of dreigende taal heeft kunnen betrappen. Heb ik ooit gezegd dat onze kerncentrales op het punt staan te ontploffen of dat we onze centrales onmiddellijk moeten sluiten? Wat mij betreft moet er geen dicht voor 2015.

Ik daag de heer Schiltz uit om één angstig of demagogisch element te noemen uit mijn betoog van daarnet. Is de objectieve vaststelling van problemen of van het feit dat de regering nu tot een stresstest beslist, terwijl zij dat voor de ramp niet nodig vond, dan een emotionele reactie van antinucleaire fanaten? Nee, dat is een rationeel besluit. Ik hoop alleen maar dat die kritische rationaliteit een permanente houding wordt en niet verdwijnt als de angst en de paniek zijn weggeëbd.

02.10 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Is het niet de heer Tobback, dan is het toch zijn voorzitter die dit probleem op een erg emotionele manier uitbuut.

Ik ben blij dat de heer Tobback de stresstest een goede zaak vindt. Een ramp als in Japan doet ons vragen stellen. Natuurlijk weten wij dat nucleaire installaties gevaarlijk zijn, net als bijvoorbeeld chemische bedrijven.

Er zijn zo talloze natuurrampen mogelijk, al heeft een kernramp waarschijnlijk wel de meest spectaculaire impact.

Het is goed om de veiligheid van onze centrales eens extra te onderzoeken. Er zijn uiteraard veiligheidsprotocollen, onze centrales zijn beveiligd tegen rampen. De vraag is nu of wij onze centrales moeten laten beveiligen tegen een accumulatie van onwaarschijnlijkheden. Het zullen trouwens niet de belastingbetalers zijn die dat moeten doen, maar de exploitanten zelf.

Ik maak mij wel zorgen als ik minister Magnette ineens hoor zeggen dat er een jaar lang niet meer over het energiebeleid gediscussieerd zal worden. Wat is het standpunt van de regering? Kunnen wij het ons permitteren om een jaar te wachten met het uitstippelen van ons energiebeleid? Als wij niet op tijd beslissen of wij de kerncentrales al dan niet zullen sluiten tegen 2015, zal het te laat zijn. Uiteraard moet eerst de veiligheid van de kerncentrales geëvalueerd worden, maar er moeten ook snelle beslissingen genomen worden over het energiebeleid. Binnen welke termijn kan dat?

02.11 Joseph George (cdH): Niets zal ooit nog hetzelfde zijn na 11 maart 2011. Er speelt zich een menselijk drama af. Het Japanse volk dwingt bewondering af voor zijn moed en zelfopoffering. Zelf kunnen we alleen maar machteloos toekijken.

Welke humanitaire hulp kan ons land bieden? Hoe snel kunnen we die hulpverlening op gang brengen? Hoeveel Belgen verblijven er in Japan? Zijn ze in staat de hoofdstad te bereiken of een vliegtuig te nemen om naar hun familie terug te keren? Welk overleg heeft er tussen onze regering en de deelgebieden plaatsgevonden over de noodzaak om ons personeel uit Japan te evacueren?

De ministers hebben verwezen naar diverse maatregelen die op Europees niveau worden genomen. Ze hebben bevestigd dat er nog maatregelen zullen volgen, dat de oplossingen beter op elkaar moeten worden afgestemd, dat de criteria eenvormiger moeten worden gemaakt, en dat een en ander door middel van stresstests moet worden geëvalueerd.

Men moet in deze context blijf geven van gezond verstand. Het ergste wat de beleidsverantwoordelijken kunnen doen, is kort door de bocht gaan.

Wat zullen de gevolgen zijn voor de wereldeconomie?

Zowel in Japan als bij ons, in de omgeving van de kerncentrales, is transparantie een must. Wij zullen pas de komende weken of maanden kunnen kennisnemen van het verslag van het internationaal Agentschap. Dan zullen wij over de nodige gegevens beschikken om de omvang en de kenmerken van het drama te kunnen evalueren en te kunnen inschatten welke maatregelen er eventueel nodig zijn. Op dat ogenblik moet de informatieverstrekking volkomen transparant zijn.

Ik heb nota genomen van het feit dat de minister van Binnenlandse Zaken binnenkort naar Hoei gaat. Onze bevolking verwacht duidelijkheid met betrekking tot wat er zich heeft afgespeeld.

02.12 Jean Marie Dedecker (LDD): Al meer dan tien jaar lang wordt er een steekvlampolitiek gevoerd over energie en nucleaire kwesties. In 2003 werd gekozen voor een kernuitstap met de handrem op, zodat er altijd nog op de beslissing kon worden teruggekomen. De bedoeling was natuurlijk om de groenen in de regering te houden. In 2006 kregen we hetzelfde scenario met de Pax Electrica. Verhofstadt verkocht onze kerncentrales aan Frankrijk in ruil voor een *golden share*, maar we kwamen bedrogen uit. In 2009 kwam er na het GEMIX-rapport een taks op kernenergie, waarmee de regering echter enkel de bedoeling had om het gat in de begroting te vullen. Nu zegt het rapport van het Energieagentschap dat het licht zal uitgaan, is er een alarmerende uitzending van *Panorama* en premier Leterme verklaart op tv dat de kerncentrales open moeten blijven. Drie dagen later is er de ramp in Japan en nu moet er ineens een stresstest komen.

Het debat van vandaag over de nucleaire energie en onze energiebevoorrading wordt niet pragmatisch en eerlijk gevoerd, maar is een ideologisch debat. Na de ramp in Japan wordt niet gesproken over de tienduizenden slachtoffers van de tsunami, maar enkel over het probleem met de Japanse kerncentrales, dat eerlijk gezegd nog geen enkel slachtoffer geëist heeft. Ik wil het debat voeren, maar dan wel op een eerlijke manier.

De groenrode coalitie noemt zichzelf progressief, maar verloochent alles wat ons vooruitgang heeft gebracht, zoals kernenergie. Wie pleit voor een sluiting van de kerncentrales, moet ook eerlijk durven zeggen wat dit de bevolking zal kosten. Door de aankoop van groene stroomcertificaten ligt de energieprijis voor de consumenten nu al 20 procent hoger. Het opdoeken van de kerncentrales zou die prijs nog eens met 20 procent doen stijgen. Ondanks alle subsidies voor zonnepanelen en windmolens vertegenwoordigen deze energiebronnen vandaag slechts 1,7 procent van de totale energiebehoefte tegenover 53 procent uit kernenergie en 45 procent uit klassieke centrales.

Ook over het veiligheidsaspect moeten we eerlijk zijn. Jaarlijks komen er in de wereld 3.000 à 4.000 kompels om in de steenkoolmijnen. Dat is een veel hoger aantal slachtoffers dan het aantal slachtoffers dat in 50 jaar gestorven is door kernenergie. Jaarlijks sterven er vier miljoen mensen aan longziekten en kanker door het inademen van ongezonde lucht uit kolen- en houtkacheltjes. Kernenergie is daarentegen een heel schone vorm van energie.

Laat ons ook een correct debat over het milieu voeren. De groene beweging pleit er al jaren voor om de CO₂-uitstoot te verminderen. De vier reactoren die zij willen sluiten, zorgen er voor dat er 30 miljoen ton minder CO₂ wordt geproduceerd, wat overeenkomt met het totale autobedrijf.

Ten slotte staat de bevoorrading nu al onder druk. Ik sta open voor elk debat, maar het moet wel eerlijk gevoerd worden en niet op basis van de groene ideologie. Het axioma van de absolute veiligheid bestaat niet. De groenen moeten zich niet als handelaars in angst gedragen.

02.13 Hagen Goyvaerts (VB): In dit debat heb ik al veel emotionaliteit en onzin gehoord, niet bij de heer Dedeker maar bij een aantal andere sprekers. Ik heb nooit goed begrepen wat de socialisten en de groenen met dit debat willen bereiken. In de jaren 70 zei toenmalig minister van Economie Willy Claes dat er na de Transnuklear-toestanden nooit meer een kerncentrale zou bijkomen. Ik heb de indruk dat deze eed tot op vandaag behouden blijft.

Er komen tegenstrijdige berichten uit Japan. De verklaringen van de Japanse regering en van de uitbater van de kerncentrale brengen geen volledige duidelijkheid over de verspreiding van kernmateriaal en het stralingsrisico.

De VS hanteert een perimeter van 80 km rond de kerncentrale van Fukushima. Welke perimeter hanteert België voor de evacuatie van onze landgenoten?

De situatie in Japan heeft invloed op onze energiebevoorrading en op de veiligheid rond onze kerncentrales. Nog geen week geleden verklaarde de eerste minister dat hij er voorstander van is om de kerncentrales langer open te houden, wat op zich een goede zaak is. Het Vlaams Belang is ook altijd voorstander geweest van het langer openhouden van de kerncentrales. Anderzijds stelde de minister van Energie eergisteren voor om, gelet op de bijkomende tests, de beslissing over de verlenging van de levensduur van de kerncentrales een jaar uit te stellen. Terwijl het levenseinde van Tihange 1, Doel 1 en Doel 2 in 2014 nadert, wordt het debat over het mogelijk langer openhouden ervan een jaar uitgesteld. Waarom moet het debat over de principebeslissing over de verlenging van de levensduur van de kerncentrales een jaar worden opgeschort? Vlaams Belang is voorstander van een verlenging van die levensduur opdat nieuwe technologieën zouden

worden geïntroduceerd. De regering moet aan de industriële investeerders en wetenschappers vragen om aan te tonen dat kernenergie een toekomst heeft.

In Duitsland werd beslist om zeven kerncentrales te sluiten. Die beslissing is uiteraard voor intern politiek gebruik, maar het is niet verstandig aangezien er geen enkele technische of veiligheidsreden voor is. Welke impact heeft die sluiting op onze energiebevoorrading?

Met betrekking tot de *Long Term Operations* (LTO) in de kerncentrales van Doel en Tihange geeft een rapport van het FANC aan dat in 2011 aanzienlijke inspanningen moeten worden geleverd door de uitbaters van de kerncentrales om deze uit te voeren. Zal de regering die plannen blijven ondersteunen en werk maken van de begeleiding van de LTO voor Doel en Tihange?

02.14 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): De ministers Vanackere, Magnette en Turtelboom zullen in detail ingaan op de vragen over de veiligheid van onze kerncentrales, de energiemix, de huidige toestand in Japan en het lot van de Belgen daar.

(*Frans*) De toestand in Japan verandert van minuut tot minuut. Men moet dus enige terughoudendheid aan de dag leggen alvorens conclusies te trekken. De oorzaken van de nucleaire crisis zijn bekend – de aardbeving en de daaropvolgende tsunami – maar de gevolgen van deze natuurramp voor de kerncentrale Fukushima I evolueren voortdurend.

De Belgische regering spitst haar actie toe op drie aspecten: het menselijke aspect, de veiligheid van onze nucleaire installaties en het aandeel van de kernenergie in onze energiemix.

(*Nederlands*) Wij volgen de situatie in Japan op de voet in het belang van onze landgenoten ter plaatse. Aangezien het heel moeilijk is om de veiligheidsrisico's precies in te schatten, leggen wij de grootste voorzichtigheid aan de dag. Daarom geven wij sinds gisteren onze landgenoten in Japan de raad om het land te verlaten indien hun aanwezigheid niet echt vereist is. Voor wie niet in staat is Japan via een commerciële vlucht te verlaten wordt een legervliegtuig ter beschikking gesteld. Uiteraard is er continu overleg met de Europese lidstaten om het vertrek zo efficiënt mogelijk te organiseren.

Er is geen enkele reden om te vrezen voor radioactieve besmetting in België. Het FANC volgt de situatie nauwlettend. Elke tien minuten voert Telerad metingen uit. Er is dus geen enkele reden tot ongerustheid of paniek.

(*Frans*) Wat de veiligheid van onze nucleaire installaties betreft, is het duidelijk dat de geologische gesteldheid van de site van onze centrales verschilt van die in Japan en dat onze centrales zelf van een ander type zijn dan de Japanse centrales.

Naar aanleiding van het Europese initiatief heeft de regering echter beslist onze centrales nog voor het einde van het jaar op vrijwillige basis te onderwerpen aan een stresstest, die door onafhankelijke experts volgens een op Europees vlak bepaalde methode zal worden uitgevoerd. De resultaten zullen op transparante wijze worden bekendgemaakt.

(*Nederlands*) De institutionele toestand in ons land laat de regering van lopende zaken niet toe om beslissingen te nemen inzake de kernuitstap, maar de resultaten van de stresstests van de kerncentrales zullen mee de basis vormen van de besluitvorming ter zake. Het gaat wel om een wettelijke bepaling: er moet niet uitsluitend op een regeringsinitiatief worden gewacht.

02.15 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Ik breng hulde aan iedereen die momenteel alles in het werk stelt in Japan om levens van anderen te redden, ondanks het mogelijk gevaar voor eigen leven.

Onmiddellijk na de aardbeving werd de crisiswerking opgestart ter ondersteuning van de Belgen in Japan, zowel in de ambassade in Tokio als op mijn departement. Het crisiscentrum is 24 uur op 24 beschikbaar. De versterkte ploeg op de ambassade werkt dag en nacht. Onze diplomaten verrichten zeer goed werk in deze bijzonder moeilijke omstandigheden. Er werd een duizendtal dossiers geopend. Er resideren ongeveer 700 Belgen in Japan. Daarnaast zijn er nog Belgische toeristen en zakenlui. De meeste konden worden

gecontacteerd en tot nu toe is alle nieuws geruststellend. Onze ambassade vermoedt dat 15 tot 20 procent van wie in Japan resideert, reeds op eigen kracht het land heeft verlaten.

Het reisadvies voor Japan werd stelselmatig strenger. Vandaag raden wij alle reizen naar Japan af. Daarenboven hebben wij de Belgen uit voorzorg aangeraden om het land te verlaten indien hun verblijf niet essentieel is, waar ze zich ook bevinden op het Japanse grondgebied.

Na berichten over ontoereikende capaciteit op de commerciële vluchten om Japan te verlaten, heb ik het kernkabinet voorgesteld om een Airbus van het leger naar Japan te sturen met aan boord enkele medewerkers van Buitenlandse Zaken om onze landgenoten bij te staan bij het vertrek. De Airbus kan 260 mensen vervoeren, zodat met enkele vluchten iedereen in veiligheid kan worden gebracht. Tot nog toe zijn er echter nog geen 260 kandidaten.

Hoewel de Japanse autoriteiten zelf instaan voor de verdeling van jodiumtabletten, heb ik uit voorzorg toch een duizendtal jodiumtabletten laten meegeven aan een diplomaat naar Japan, zodat ze daar onder onze landgenoten kunnen worden verdeeld.

(Frans) Wat de internationale hulp betreft, hebben ongeveer twintig landen van de Europese Unie, waaronder België, personeel en materieel voorgesteld aan het Europese coördinatiecentrum. Aanvankelijk vroeg Japan geen hulp aan de Europese Unie. Pas eergisteren werd bij de Unie een verzoek om bijstand ingediend. Er werd materiële hulp gevraagd in de vorm van dekens, matrassen, flessen water en watertanks. Er werd uitdrukkelijk gezegd dat er geen medische teams of hondenbrigades nodig zijn. Wel werden er specialisten gevraagd inzake chemische, bacteriologische, radiologische en nucleaire contaminatie. Als antwoord op dat verzoek werd een specialist van Defensie meegestuurd met de Airbus naar Japan. Er werd ook financiële hulp gevraagd, via giften aan het Rode Kruis.

02.16 Minister **Annemie Turtelboom** (Nederlands): Ook ik wil mijn medeleven uitdrukken met de Japanse bevolking. In elke familie zijn er slachtoffers. Het begon met een aardbeving en een tsunami maar tegelijk is er ook een vulkaanuitbarsting geweest in het zuiden. Uiteraard zorgt ook de ramp in de kerncentrale voor ongeziene tragedies. Tienduizenden mensen zijn dood of vermist. Honderdduizenden mensen zijn alles kwijt. Als minister, maar vooral als mens vraagt men zich af waar men in die omstandigheden moet beginnen.

De gebeurtenissen in de kerncentrale moeten voor elk van ons een *wake-up call* zijn. We moeten nadenken over onze omgang met kernenergie en over de manier waarop we onze kerncentrales veilig maken. Ze behoren al tot de veiligste ter wereld, maar we zijn het aan onszelf verplicht om na te gaan welke maatregelen we nog moeten nemen.

We moeten dit debat uiteraard in het Parlement voeren, maar ook en vooral op Europees vlak. Er is overleg nodig, want heel wat kerncentrales staan in de buurt van onze grenzen. Zij kunnen een enorme impact hebben op onze volksgezondheid. De beslissing van bondskanselier Merkel gisteren was heel goedkoop. Als elk land zo zou reageren, zouden er ernstige problemen komen inzake energievoorziening.

Daarom heb ik samen met minister Magette in de vergadering met Europese experts een aantal voorstellen gedaan om de veiligheid van de centrales te verbeteren. Europa zal de invoering van de stresstest op vrijwillige basis doen, maar het kernkabinet heeft beslist om ze hoe dan ook te doen. Vanaf volgende week worden de criteria hiervoor op Europees vlak uitgewerkt door de nucleaire experts. We zullen dan kijken wat er nog toegevoegd kan worden aan de bestaande veiligheidsprocedures.

Wij testen onze centrales nu op aardbevingen of overstromingen. Japan heeft ons geleerd ook na te gaan of onze centrales veilig zijn als er een extreme samenloop van omstandigheden is. Ik pleit voor maximale transparantie. Dat moet zeker in de stresstest vervat zijn.

Anders dan nu zouden de regulatoren op elk moment en onvoorwaardelijk elke centrale moeten kunnen betreden om de veiligheid ervan te controleren. Op dit ogenblik gebeurt dat nog altijd op basis van goodwill en met toestemming. Ik wil ook dat het Internationaal Atoomagentschap diezelfde rol krijgt voor alle centrales in de wereld. Op die manier kan men bij debatten over veiligheid zorgen voor heel verregaande transparantie.

(Frans) Het MIC (Monitoring and Information Centre) van de Europese Commissie heeft geen draaiboek klaar voor het geval zich een nucleair incident voordoet. Zo een incident moet in de prioritaire scenario's worden opgenomen: er moeten acties en een referentiedraaiboek worden uitgewerkt, en de nodige middelen moeten voorhanden zijn in geval van een nucleair incident (jodiumtabletten, alternatieve koelsystemen, decontaminatiecabines, enz.).

(Nederlands) Ik begrijp de bezorgde reacties van onze burgers heel goed. Dit debat is een goede zaak.

Het crisiscentrum van Binnenlandse Zaken houdt vergaderingen met alle betrokkenen: de eerste minister, de regulatoren, het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, het FAVV en het KMI.

Vandaag moeten de mensen weten dat tot en met zondag de wind waait richting Stille Oceaan en dat er bijgevolg geen gevaar is voor België en Europa. Ook op langere termijn is er geen enkel gevaar. Voor alle zekerheid meet het Telerad-systeem stelselmatig elke mogelijke verhoging. Wie terugkomt uit Japan en bezorgd is over de gezondheidsimpact kan terecht bij een expertdokter van het FANC, die volledige zekerheid kan geven.

Morgen komt de crisiscel van Binnenlandse Zaken opnieuw samen. Wij volgen de situatie uiteraard uur na uur op, zodat wij alle nodige informatie aan de burgers kunnen geven.

Voor eventuele bijstand in Japan zijn de mensen van de civiele bescherming stand-by. Zij zijn op korte termijn oproepbaar, maar wij gaan natuurlijk na of de opdracht veilig is voor hun gezondheid. Wij zijn klaar om teams te sturen om te helpen bij de heropbouw en het beheer van de ramp buiten de kerncentrale.

(Frans) Het FAVV heeft samen met het FANC een plan opgesteld om voedingswaren die uit Japan worden geïmporteerd, te bemonsteren en te controleren op radioactiviteit. De meest gevoelige producten zijn levensmiddelen en diervoeders.

De Europese Commissie heeft op 15 maart een verordening goedgekeurd die bepaalt dat het maximaal toelaatbare niveau van radioactieve besmetting dat in de Euratom-reglementering wordt vastgesteld, van toepassing is.

De Europese Unie heeft maatregelen aangenomen om ervoor te zorgen dat de landbouwproducten enkel in de Unie kunnen worden ingevoerd mits inachtneming van de modaliteiten met het oog op de vrijwaring van de volksgezondheid, zonder evenwel de eenheid van de interne markt in het gedrang te brengen. Bovendien moet worden voorkomen dat het handelsverkeer zich zou verplaatsen.

Indien een lidstaat vaststelt dat bepaalde producten de maximaal toelaatbare grenzen overschrijden, neemt hij de nodige maatregelen en brengt hij de Commissie op de hoogte.

(Nederlands) Er bestaat een noodplanningszone van tien kilometer voor schuilen en evacuatie en een van twintig kilometer waar men op voorhand jodiumtabletten uitdeelt. Bij een ernstig incident wordt er evenwel niet gerekend in termen van kilometers. Dan nemen we de nodige maatregelen om de gezondheid en het welzijn van alle mensen in ons land te garanderen.

02.17 Minister **Paul Magnette** *(Frans)*: In de eerste uren na het kernongeval hebben we in de eerste plaats

getracht te achterhalen wat er precies gebeurd was, want het was bijzonder moeilijk om betrouwbare informatie te verkrijgen.

We hebben snel een platform opgericht waarin onze beste deskundigen samengebracht werden en we hebben de Japanse autoriteiten onze diensten aangeboden, in het bijzonder inzake het opsporen van radioactiviteit, een domein waarin de Belgische deskundigheid wereldwijd erkend wordt. De Japanse regering heeft dat aanbod niet aangenomen, maar het blijft gelden.

Reeds dinsdag zijn we bijeengekomen om te bepalen welke maatregelen er op Europees en Belgisch niveau genomen moesten worden. Over het idee van een stresstest was iedereen het al snel eens. Diezelfde avond nog stelde de Commissie voor om in alle EU-lidstaten stresstests uit te voeren. Aanstaande maandag zal er een buitengewone Energieraad gehouden worden om de methode uit te werken.

Sommigen zeggen dat dat betekent dat de tests die we tot nu toe deden, niet volstonden. Ja en nee. De kerntechnologie, die complex is, wordt aan strenge onderzoeken en analyses onderworpen, waarbij er rekening wordt gehouden met de beste wetenschappelijke gegevens die voorhanden zijn. Voor de kerncentrale van Tihange wordt er rekening gehouden met de gegevens die bekend zijn over aardbevingen in de regio Luik en met het overstromingsrisico door stijging van het waterpeil van de Maas. Het is echter zo dat een ramp per definitie onvoorspelbaar is. Volgens de klimatologen en geologen komen er in de wereld steeds vaker natuurrampen voor en zijn ze steeds ernstiger.

Een natuurramp niet incalculeren is misschien verkeerd, maar geen lessen uit een natuurramp trekken, dat zou pas echt een kapitale fout zijn.

De nucleaire veiligheid stopt niet aan landsgrenzen. De Belgische overheid pleit voor stresstests op het Europese niveau, opdat het Europa van de 27 zijn buurlanden ertoe zou aanmoedigen ook zulke tests uit te voeren.

Als bevoegd minister stel ik al drie jaar vast dat het zeer moeilijk is om de ratio te laten prevaleren in een zo zwaarwegende materie als kernenergie, die dikwijls heel emotionele reacties uitlokt. Dat is evenwel precies wat we hebben betracht, door een werkgroep samen te stellen waarin de bekwaamste Belgische en buitenlandse experts zetelen. Zij werden precies omwille van hun onpartijdigheid en hun totale onafhankelijkheid ten aanzien van de kernenergieproducenten geselecteerd.

Niemand is opgezet met hun conclusies. De experts bevestigen immers dat kernenergie een voorbijgestreefde energiebron is en dat er veeleer voorrang moet worden gegeven aan energie-efficiëntie en aan de ontwikkeling van hernieuwbare energiebronnen. De experts zeggen echter ook dat het tijdspad dat in 2003 werd vastgelegd, bijna niet houdbaar is. Het grote manco van de wet van 2003 is dat deze voorziet in een sluiting van de kerncentrales zonder evenwel aan te geven hoe die dan wel moet worden georganiseerd, en zonder uit te leggen hoe we ons energieverbruik kunnen verminderen, hernieuwbare energiebronnen kunnen ontwikkelen en de kerncentrales kunnen vervangen.

In 2010 hebben we 12 procent van onze elektriciteit uit het buitenland ingevoerd. De drie centrales waarvan sprake vertegenwoordigen 15 procent van ons verbruik. Tegen 2015 zal ons verbruik wellicht nog met 5 procent stijgen.

De plannen voor een alternatief voor de centrales zouden tegen 2015 klaar moeten zijn, maar volstaan niet voor autonomie op het stuk van energievoorziening. Dat wil niet zeggen dat de kerncentrales in 2015 niet kunnen worden gesloten, maar als men de centrales wil sluiten, moet men rekening houden met het klimaatbeleid, de economische impact en de impact van deze beslissing op de prijzen.

De regering heeft het debat over ons energiebeleid niet verboden. Dat kan zij trouwens ook niet. Maar aangezien wij stresstests organiseren en onze veiligheidsregels zullen toetsen aan de nieuwe uitdagingen, zullen wij niet over het langer openhouden van de centrales beslissen voor de resultaten van de tests bekend zijn. Deze resultaten zullen openbaar worden gemaakt. Als sommige van onze centrales niet slagen voor de test, moeten daaruit de gepaste conclusies worden getrokken.

02.18 Bert Wollants (N-VA): Ik heb een aantal vreemde redeneringen gehoord. Men stelt het voor alsof de veiligheid ons niet zou interesseren als we pleiten voor een verlengd openhouden van de kerncentrales.

Onderzoek naar het ontwerp en naar de verouderingsprocessen van de centrales vinden we net essentieel.

Anderen noemden de nucleaire energie 'technologie uit grootvaders tijd'. Ikzelf wil die niet zomaar van tafel vegen, want ik ben niet blind voor een hele reeks interessante energieprojecten uit het verleden.

Er moet ruimte zijn voor debat en voor onderzoek. Laten we daar dan aan beginnen zodat we de veiligheid van onze kerncentrales kunnen evalueren en ze verantwoord kunnen openhouden tot we voldoende alternatieve en betaalbare energiebronnen hebben.

02.19 Guy Coëme (PS): Wanneer men hoort dat de prijs van een vliegtuigticket om Japan te verlaten tot 8.000 euro kan oplopen, kan men alleen maar weerzin voelen bij de lage manier waarop men hier munt wil slaan uit de ellende van een bevolking. In het begin van de jaren 80 gold er een *open sky*-beleid. Vandaag beleven we de keerzijde daarvan. Ik feliciteer de Belgische regering die de uitwassen van wat men de commerciële luchtvaart noemt, heeft willen compenseren.

Om bepaalde lessen te trekken in verband met de kerncentrales zullen we de resultaten van de stresstests moeten afwachten, maar de rampenplannen in geval van een kernramp kunnen wel op korte termijn worden herzien. De ramp in Japan heeft aangetoond dat dit soort details essentieel is wanneer zich een dergelijk drama voordoet.

Ik vermoed dat weinigen onder ons 25 jaar geleden, ten tijde van de ramp in Tsjernobyl, in dit halfroond aanwezig waren. Destijds beschikten we niet over enige informatie. Wellicht had dat ook te maken met de aard van het sovjetregime, maar er was zeker geen trend van open overheidscommunicatie. Vandaag is er wel sprake van echte transparantie, en dat verheugt ons.

02.20 Denis Ducarme (MR): De regering treedt, zelfs in deze periode van lopende zaken, doortastend op in dit dossier. Dat is geruststellend. Ze dringt aan op meer ambitie op het stuk van veiligheid in België en in Europa. Wat de nucleaire veiligheid in Oost-Europa en Rusland betreft, weet ik echter niet of er sinds de overgang naar een andere bestuursvorm sprake is van een grotere transparantie.

Ik vraag de minister van Buitenlandse Zaken om, in het licht van deze crisis, ook in Oost-Europa te ijveren voor strengere normen inzake nucleaire veiligheid.

02.21 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Het valt me op dat ik als enige vrouwelijke spreker het debat soberder en rationeler aanga dan alle emotionele mannelijke collega's. Dit is een heel zinvol debat binnen het Parlement, maar het is de vraag of we de regeringsleden kunnen vragen om aangaande veiligheid en energiemix maatregelen te nemen op korte en op middellange en lange termijn. De regering is immers in een periode van lopende zaken en kan dergelijke maatregelen gewoon niet nemen. Ons land verdient dus echt wel een volwaardige regering.

02.22 Bruno Tobbacq (sp.a): De regering stelt zich correct op in de discussie over de nucleaire problematiek. Het is logisch dat een incident als dat in Japan tot nieuwe vragen en inzichten leidt. Ik ben blij dat ook deze regering dingen die ooit vanzelfsprekend waren ter discussie durft stellen. Ik ben blij dat minister Turtelboom garandeert dat er nu procedures zijn die evident lijken, maar die vroeger niet bestonden. Ik denk aan de onvoorwaardelijke toegang van controleorganen tot nucleaire centrales. Op Europees niveau bestonden ook geen strengere regels, hoewel dat wel zou moeten. Als dergelijke conclusies nu getrokken worden, kan men dat alleen maar toejuichen.

Ik hoop dat de resultaten van de stresstests en nieuwe veiligheidsprocedures die daaruit voortvloeien, bekend zullen worden gemaakt aan een breder publiek dan tot nog toe het geval was. Dan zullen we bij een incident misschien niet tot de verrassende vaststelling komen dat allerlei evidente maatregelen ontbreken. Laat dit dus een les zijn.

Sommige collega's lijken zich emotioneel met onze reactoren verbonden te voelen. Ik heb dat niet. Ik verloochen niet wat kernreactoren ons hebben gebracht, zoals ik ook niet ontken wat het zeilschip en de steenkool ons hebben gebracht. Maar de mensheid moet wel vooruit. We moeten niet blijven hangen in wat

is, maar dat trachten te verbeteren. Met de houding van de heer Dedecker zaten we nu nog allemaal rond de Leuvense stoof.

02.23 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Ik wil u vooreerst danken voor de inspanningen die de regering deed ten behoeve van onze landgenoten in Japan en van het hele Japanse volk.

Op 7 maart toonde u zich voorstander van een verlenging van de levensduur van alle kerncentrales. Ik meen dat ik vandaag een regeringslid hoorde zeggen dat het allerminst uitgesloten is dat de drie oudste en gevaarlijkste centrales in 2015 gesloten zouden worden.

Ik stel voor dat u die positieve evolutie voortzet, in plaats van het te hebben over stresstests voor onvoorspelbare gebeurtenissen en over onafhankelijke experts.

02.24 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De stresstest zal blijkbaar een jaar duren, de rest van de energiepolitiek ressorteert niet onder lopende zaken, maar er zijn hier wel 150 parlementsleden die misschien ook iets te vertellen hebben over deze kwestie. Ik hoop dat we dat met zijn allen op een rationele manier zullen doen.

Ik ben zeker geen nucleaire paus. Mijn fractie gelooft in een duurzaam energiebeleid, ziet de nucleaire technologie als een transitietechnologie, maar is niet bereid om zomaar in een of ander avontuur te stappen. Wij willen een goed voorbereide, soepele overgang met de nodige investeringen ten behoeve van minder energieafhankelijkheid, om aldus prijsdiscussies en neocommunistische prijsreguleringen te vermijden. Dit alles in afwachting van een rendabele groene energie. De door mevrouw Van der Auwera aangehaalde uraniumtaks is een belangrijk instrument om in deze naar elkaar te groeien.

Wij moeten dit debat onder elkaar voeren, op een niet-demagogische manier. Niet zoals in de media dus, waar men de regering ervan beschuldigt dat zij de bevolking met vervallen jodiumpillen drie jaar lang onbeschermd heeft gelaten. Niet zoals op Facebook en Twitter, waar men de voorstanders van kernenergie akelig noemt.

02.25 Maya Detiège (sp.a): Ik heb de jodiumcampagne in 1999 mee voorbereid en die was ook nodig. In 2008 moest ik dan tot mijn ontsteltenis vaststellen dat de jodiumtabletten vervallen waren. Vervolgens was er in augustus 2008 het lek in Fleurus, waarbij radioactief jodium is vrijgekomen. Men heeft me toen herhaaldelijk gezegd dat de pillen nog stabiel waren, maar mensen gooien vervallen tabletten wel weg. Een groot deel van de bevolking rond die centrale was dus niet meer beschermd. (*Rumoer*)

02.26 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Ik moet wel reageren als men hier, op kap van het Japanse leed, de Belgische bevolking met leugens bang wil maken. De jodiumtabletten worden sinds 2008 elk jaar gecontroleerd door een onafhankelijk wetenschappelijk instituut. Hier komen verkondigen dat wij als regering drie jaar lang onze eigen mensen onbeschermd hebben gelaten, is dus een manifeste leugen die ik ronduit akelig vind.

02.27 Joseph George (cdH): Ik onthou drie termen uit het antwoord van de regering: het humanitaire aspect, dat beschikbaarheid en engagement vooronderstelt; transparantie, want dat is altijd het beste verweer tegen angst; en bijzonder scherpe veiligheidsmaatregelen, met uniforme criteria en een toetsing van ons vermogen om dergelijke incidenten het hoofd te bieden.

Zenobe Gramme heeft de dynamo uitgevonden, lang voor Edmond Leburton en Leo Tindemans er waren. De dynamo wordt nog altijd gebruikt! Kernenergie is misschien maar een overgangstechnologie in de energievoorziening, maar het sluiten van de kerncentrales zal niet van vandaag op morgen gebeuren.

02.28 Jean Marie Dedecker (LDD): Dit debat is nogal radioactief geworden en volgens mij kunnen sommige collega's maar beter zelf een stresstest ondergaan. De heer Tobback bijvoorbeeld zou toch mogen weten dat de tijd van windmolens en watermolens goeddeels achter ons ligt. Of is het de socialisten weer om de subsidies te doen misschien?

Vandaag hoor ik de regering, die toch al vier jaar aan de macht is, verkondigen dat ze niets kan beslissen. In 2007 eiste ze van Electrabel nog 250 miljoen euro, nu heeft ze niets te zeggen omdat ze in een periode van lopende zaken is. Bij benoemingen of voor de opmaak van een begroting zijn die lopende zaken blijkbaar

geen bezwaar, maar als het gaat om onze energiebevoorrading dus wel.

Nog in 2003 heeft men mij uitgelegd dat het vier tot zeven jaar duurt vooraleer men een kerncentrale kan sluiten. Het is nu 2011, de kerncentrales zouden rond 2014 dicht moeten en vandaag vertelt de regering ons dat ze het niet weet.

Vandaar mijn vraag aan minister Reynders, aangezien de premier al weg is: zal de regering een beslissing nemen over deze kwestie, blijft ze zich verschuilen achter het feit dat ze zich bevindt in een periode van aflopende zaken, of krijgt het Parlement de zaak in handen? In het laatste geval kunnen we volgende week een debat starten en hierover meerderheid tegen minderheid beslissen.

02.29 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De premier heeft in zijn antwoord al aangegeven dat het Parlement hierover wettelijke beslissingen kan nemen.

02.30 **Hagen Goyvaerts** (VB): Vlaams Belang zal passen voor een debat over de verlenging van de levensduur van de kerncentrales als de regering dat debat ziet als een bezigheidstherapie voor het Parlement. De regering heeft uiteraard recht op bijkomende inzichten, maar als ze slechts een karrenvracht nieuwe studies wil bestellen om te bewijzen wat ze bewezen wil zien, dan doen wij niet mee.

Ik had verwacht dat deze regering een toekomstperspectief zou bieden inzake de nucleaire technologie. Als ze daar nog lang mee treuzelt, dan jagen we de uitstekende specialisten die werkzaam zijn in verschillende Kempische centra, definitief weg. Als dat de bedoeling is, dan hoor ik dat liever nu meteen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De premier moet een uurtje weg. Ik stel voor in afwachting van zijn terugkeer over te gaan tot de andere vragen. (*Instemming*)

03 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de verlaging van de btw ingevolge het rookverbod" (nr. P0153)
- de heer Damien Thiéry aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de verlaging van de btw ingevolge het rookverbod" (nr. P0154)

03.01 **Damien Thiéry** (MR): De sector liet ons weten dat de vervroegde toepassing van het rookverbod in cafés en spelinrichtingen tot grote problemen dreigt te leiden.

Terwijl dit punt nog volop in bespreking was, bereikte ons het bericht dat het Grondwettelijk Hof naar aanleiding van een klacht een standpunt had ingenomen. Het Hof besliste dat het rookverbod in cafés en spelinrichtingen vanaf juli 2011 van toepassing werd.

Uit het oogpunt van de volksgezondheid is dit een goede zaak.

Het probleem is wel dat er afgesproken werd dat er twee uitzonderingen zouden bestaan op de wet van 10 december 2009, namelijk de spelinrichtingen en de cafés, waar roken nog toegelaten was. De beslissing om die wet vanaf juli 2011 ook hier toe te passen, zal ongetwijfeld tot problemen leiden.

De restaurantsector investeerde intussen al zwaar om te voldoen aan de wet van 2009. Ook de cafés en de spelinrichtingen zouden dergelijke inspanningen moeten doen. Er werd tussen de sector en de politieke klasse echter een soort compromis bereikt. De vervroegde toepassing van de wet brengt de sector nu aan het wankelen.

Zijn er compenserende maatregelen mogelijk, zoals een verlaging van het btw-tarief voor dranken als algemene regel? Als die maatregel een te grote impact op de begroting zou hebben, zou er dan aan andere fiscale aftrekmogelijkheden kunnen worden gedacht?

03.02 Hagen Goyvaerts (VB): Ik vraag mij af wanneer minister Reynders nog eens een pint heeft gedronken in een volkscafé. Ik kan hem in elk geval verzekeren dat de uitbaters van cafés waar mag worden gerookt, bijzonder boos zijn na het recente arrest van het Grondwettelijk Hof. Hoewel er indertijd in het Parlement een meerderheid was voor een algemeen rookverbod, werd er een wet gefabriceerd die met haken en ogen aaneenhing. Nauwelijks een jaar geleden moesten de cafés nog de keuze maken tussen roken of eten, nu moeten ze zich in een schamele drie maanden aanpassen aan een volledig rookverbod.

Het arrest zal een economisch en sociaal bloedbad veroorzaken. Nog niet zo lang geleden kreeg de horeca ter compensatie een btw-verlaging naar 12 procent voor maaltijden. Is de minister bereid om voor de cafés de btw op drank te verlagen naar 6 procent?

03.03 Minister Didier Reynders (Frans): De regering zal het nodige doen met het oog op de toepassing van het arrest van het Grondwettelijk Hof, en zal ervoor zorgen dat de informatieverstrekking naar behoren verloopt, opdat de nieuwe regeling per 1 juli daadwerkelijk zou kunnen worden toegepast.

(Nederlands) Het is mogelijk om de btw op niet-alcoholische en/of alcoholische dranken te verlagen naar 6 of 12 procent, maar dat betekent voor de Staat wel een verlies van 145 tot 380 miljoen euro. Gezien de timing van het arrest, was het niet meer mogelijk om zo een maatregel in de begroting voor 2011 in te schrijven. Maar er zijn andere opties.

(Frans) Tijdens de parlementaire debatten over deze wetgeving waren de meeste fracties voorstander van overleg met de sector om na te gaan welke begeleidende maatregelen er genomen moesten worden.

03.04 Damien Thiéry (MR): Ik betreur dat we ons niet echt aan de gemaakte afspraken hebben gehouden, met uitzonderingen die tot in 2014 mochten blijven bestaan, maar ik ben zeer blij dat er zal worden bijgestuurd, in overleg met de sector.

03.05 Hagen Goyvaerts (VB): Blijkbaar is het ene arrest van het Grondwettelijk Hof het andere niet. Het arrest over BHV dateert al van 2003, daar is men dus duidelijk minder gehaast met de uitvoering. Nu met het arrest inzake het rookverbod moet het allemaal snel gaan. Er worden begeleidende maatregelen aangekondigd. In de praktijk komt het er weer op neer dat de cafébazen in de steek worden gelaten. De regering, in een periode van lopende zaken of niet, loopt niet hoog op met deze nochtans belangrijke economische sector.

Als liberaal zou de minister cafébazen toch zelf moeten laten beslissen over het al dan niet invoeren van een rookverbod in hun zaak. Bovendien kan de klant toch ook kiezen of hij naar een rokers- of niet-rokerscafé gaat. Neen, alles en iedereen wordt ondergeschikt gemaakt aan de demagogie van het rookverbod.

Ik wil wel eens van de heer Di Rupo weten wat hij hiervan vindt. Hij wilde toch een uitzondering, hij vreesde immers dat de volkscafés in Charleroi op de fles zouden gaan? Nu wordt de doodsteek gegeven aan alle volkscafés, in Charleroi en in Vlaanderen, en daar kunnen wij niet akkoord mee gaan.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer **Christian Brotcorne** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toestand in Libië" (nr. P0155)
- mevrouw **Eva Brems** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toestand in Libië" (nr. P0156)
- mevrouw **Juliette Boulet** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toestand in Libië" (nr. P0157)
- mevrouw **Katrin Jadin** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toestand in Libië" (nr. P0158)

- de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toestand in Libië" (nr. P0159)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toestand in Libië" (nr. P0160)

04.01 Christian Brotonne (cdH): De Europese Unie heeft de oppositie veel garanties gegeven en gesteund door de Libische dictator te verzoeken terug te treden. Nu kondigt de heer Kadhafi aan dat 'de bevrijding' binnen 48 uur voorbij zal zijn en dat er geen oppositie meer zal zijn.

Wat doet de internationale gemeenschap, wat doet de Europese Unie? Wat is het standpunt van België? Terwijl Frankrijk en Groot-Brittannië pleiten voor een militaire interventie, zetten Italië en Duitsland de hakken in het zand. Welk beeld geven wij zo van de Europese Unie, de grote voorvechter van de mensenrechten die evenwel niet thuis geeft als er concrete actie geboden is?

Wanneer zal er een beslissing worden genomen en wat zal er worden beslist? Wat is het Belgische standpunt? Wat doet mevrouw Ashton als Hoge Vertegenwoordiger? Welk standpunt nemen we in in de Veiligheidsraad? Zijn we bereid om deel te nemen aan een militaire operatie zonder VN-mandaat? Welke sancties kunnen er eventueel tegen Libië worden uitgevaardigd? Kortom, wachten we gewoon tot dat land naar de vroegere situatie terugkeert?

04.02 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Naast de enorme tragedie in Japan moeten we ook de situatie in het Midden-Oosten en Noord-Afrika aandacht blijven geven. Na de relatief vreedzame omwentelingen in Tunesië en Egypte is er nu een spiraal van geweld in Libië, Bahrein en Jemen.

Oorspronkelijk leek het erop dat de internationale gemeenschap haar eigen principes consequent zou toepassen door de schorsing van Libië in de Mensenrechtenraad, het opleggen van sancties en de doorverwijzing naar het Internationaal Strafhof. Dergelijke daadkracht ontbreekt in andere dossiers, zoals Ivoorkust. Nu deze maatregelen niet blijken te volstaan, blijkt dat de internationale gemeenschap die *best practice* niet lang kan volhouden. De EU en de Veiligheidsraad komen niet tot een akkoord, ook al is de situatie heel acuut.

Sinds 2005, na de genocide in Rwanda, erkent de internationale gemeenschap het concept van de *responsibility to protect*. Als een land de eigen bevolking blootstelt aan misdaden tegen de mensheid, heeft de internationale gemeenschap de plicht om die bevolking te beschermen. Als vreedzame middelen daarvoor niet volstaan, kan er militair worden opgetreden. Dat is uiteraard een delicate kwestie, maar bijvoorbeeld in Rwanda had zo iets wel vele levens kunnen redden.

Hoe is de aarzelende houding van de EU en van de VN-Veiligheidsraad te rijmen met een beleid dat de democratisering in de regio ondubbelzinnig steunt? Wat betekent de *responsibility to protect* nog als we in Libië de zaken maar op hun beloop laten? Onder welke omstandigheden is het volgens de minister wenselijk dat de internationale gemeenschap militair ingrijpt? Hoe staat de minister tegenover de situatie in Bahrein, waar de protesten hardhandig onderdrukt worden met militaire steun van Saudi-Arabië? Moeten er geen sancties, zoals een wapenembargo, overwogen worden voor de hele regio?

04.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Onze blik is op Japan gericht. Toch mogen we ons niet afwenden van de toestand in Libië: de Arabische lente wordt in de knop gebroken. We hadden gezegd dat we de bevolking zouden helpen door de tegoeden van de familie Ben Ali te bevriezen en de familie Mubarak geen visa meer toe te kennen, kortom, door middel van verscheidene diplomatieke of economische sancties. Die afwachtende en opportunistische houding, als observator aan de zijlijn, is nogal gemakkelijk. Zij die voorheen om economische redenen of als een dam tegen de migratiestroom de steun van de Europese landen genoten, worden vandaag plotsklaps gemeden als de pest.

Wat zal de volgende stap zijn, als we zien dat kolonel Kadhafi in Libië zijn bevolking afslacht? Zijn we in staat tot méér dan die economische of diplomatieke sancties? Hebben we de politieke wil om dat te doen? We moeten risico's nemen. Ik betreur dat u helemaal niet geneigd bent de Nationale Overgangsraad te

erkennen; dat had de Libische leider elke legitimiteit kunnen ontnemen.

Waarom stellen we, in navolging van de Arabische Liga, geen no-flyzone in? We hebben daar tien dagen geleden om gevraagd. Vandaag is het misschien al te laat: er vallen steeds meer doden en de opstandelingen staan met de rug tegen de muur.

Wat zal men ondernemen indien kolonel Kadhafi opnieuw de bovenhand krijgt? Zullen we onze betrekkingen in het kader van het goede nabuurschap dan opnieuw opnemen?

Ten slotte is er ook nog Bahrein, waar de rebellie onderdrukt wordt met tanks uit Saudi-Arabië. Zullen we ons in dat geval ook afzijdig houden?

04.04 Kattrin Jadin (MR): Ik heb kennisgenomen van uw verklaringen over een mogelijke militaire interventie in Libië. Als democraat en liberaal kan ik niet ongevoelig blijven voor het drama dat zich in dat land afspeelt. Ik denk dat Europa niet aan de zijlijn mag blijven staan. Er woedt een burgeroorlog in Libië, waarvan zoals steeds de burgerbevolking het enige slachtoffer is. Kan België zich in het licht van deze tragedie afzijdig houden? Hoe kunnen we onze passiviteit rechtvaardigen?

Frankrijk, Groot-Brittannië en Libanon hebben bij de VN een voorstel ingediend voor een militair ingrijpen in Libië, en tal van Arabische landen zouden bereid zijn daaraan mee te werken. Het is hoog tijd dat wij, die er prat op gaan democraten te zijn, onze verantwoordelijkheid opnemen. Ons huidige gepalaver is misplaatst. Het is tijd om te beslissen.

De heer Verhofstadt zei dat hij misselijk werd van de houding van de Europeanen. Er is intensief diplomatiek overleg nodig, maar met elke minuut die verstrijkt, grijpen de angst en de ontreddering verder om zich heen. We moeten nú handelen in het belang van de Arabische wereld in het algemeen en van de Libische bevolking in het bijzonder.

Welke vorm kan die interventie aannemen? Kan u een ons update geven van uw diplomatieke contacten? Betekent de beslissing van de G8 het definitieve einde van elke interventie in Libië? Valt er volgens u te leven met een Libië van Kadhafi na de opstand?

04.05 Peter Luykx (N-VA): De roep om democratisering van de Libische bevolking, die ons land en de internationale gemeenschap toejuichten, wordt in de kiem gesmoord door het genadeloze optreden van de troepen van kolonel Kadhafi. Het tij lijkt te keren in het nadeel van de oppositie. Wraakacties zijn te verwachten.

Onze minister van Defensie liet al verstaan geen voorstander te zijn van een no-flyzone. De minister van Binnenlandse Zaken heeft al benadrukt dat dit de facto een militaire interventie zou betekenen. Dat klopt. Maar als we nu niet tussenkomen, dan laten we de Libische bevolking aan haar lot over.

De Veiligheidsraad heeft Libië uit de Mensenrechtenraad gezet, Kadhafi werd verwezen naar het Strafhof in Den Haag en zijn financiële transacties werden bevroren, maar dit alles zal het geweld geen halt toeroepen. Een no-flyzone kan wel bloedvergieten vermijden. Ons land zit niet in de Veiligheidsraad, maar kan wel op basis van resolutie 377 in de algemene vergadering een meerderheid zoeken voor zo een vliegverbod. Zal de minister dat initiatief nemen?

04.06 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ik vrees dat wij op weg zijn naar een tragisch en bloederig einde van de Libische revolutie. De internationale gemeenschap en de EU zijn verdeeld over de te volgen strategie: een no-flyzone instellen of niet. Naar verluidt willen de Verenigde Staten ondertussen naast het vliegverbod ook de bevoegdheid om de opmars van het Libische leger militair te stoppen.

België neemt niet deel aan de debatten in de Veiligheidsraad, maar wel in de EU. Aan welke kant staan wij? Aan die van Frankrijk en Groot-Brittannië of aan die van Duitsland en Italië?

04.07 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Er werden veel vragen gesteld, maar de belangrijkste is uiteraard wat België doet. België heeft 1 miljoen euro financiële steun toegekend aan het Internationale Rode Kruis om de vluchtelingen aan de Tunesisch-Libische grens op te vangen en een Airbus ter beschikking gesteld om gestrande vluchtelingen vanuit Djerba naar hun thuislanden Egypte, Mali en Ghana te repatriëren. Zo konden wij ongeveer 1.530 mensen helpen. België heeft dus echt wel inspanningen geleverd op humanitair vlak.

(*Frans*) We hebben de druk op het regime van Kadhafi mee opgevoerd door het uitvaardigen van sancties als het wapenembargo, het visumverbod, het bevroren van tegoeden (hierin gevolgd door de Verenigde Naties).

De Europese Unie heeft de onderhandelingen met Libië over een kaderakkoord onderbroken. De aanwezigheid van dat land op de Mensenrechtenraad werd, met goedkeuring van de Arabische Liga, opgeschort.

Mevrouw Boulet, het is niet nodig Kadhafi in de illegaliteit te duwen, want in de ogen van de internationale gemeenschap is dit waar hij zich bevindt.

Het feit dat een groep uit tegenstanders van Kadhafi bestaat, vormt geen voldoende garantie dat hij democratisch is en representatief voor het Libische volk. We hebben die Raad als politieke gesprekspartner erkend, zonder hem evenwel aan te wijzen als de enige wettige vertegenwoordiger van het Libische volk. België erkent staten, geen regeringen of partijen.

Heel wat collega's twijfelen over de contouren van een eventuele militaire operatie. De diplomatieke weg is te verkiezen boven geweld.

In het licht van deze onaanvaardbare situatie wordt er inderdaad gevraagd om op te treden. Zich beraden betekent echter niet noodzakelijk dat men een afwachende houding aanneemt.

Wij hebben drie basisvoorwaarden voor een militaire interventie bepaald: zij moet beantwoorden aan de vraag van de Libische bevolking of echt noodzakelijk zijn, zij moet door de regionale organisaties gesteund worden (Arabische Liga en Afrikaanse Unie) en er moet een mandaat zijn ingevolge een beslissing van de Veiligheidsraad (in New York is het overleg hierover aan de gang).

(*Nederlands*) Ik kan de heer Luykx meedelen dat wij geen initiatief hoeven te nemen. Er wordt vandaag een ontwerp van resolutie besproken door de diplomaten. De Franse minister van Buitenlandse Zaken is op weg naar New York om een Frans-Libanees voorstel ter bespreking voor te leggen met een ambitieuze visie op wat de Verenigde Naties kunnen ondernemen. Er wordt immers niet alleen over een no-flyzone gesproken, maar ook over andere acties die tot doel hebben de Libische bevolking te beschermen.

(*Frans*) Er werd nog niet beslist militair in te grijpen.

Aan die drie voorwaarden zou ik er op persoonlijke titel een vierde willen toevoegen.

(*Nederlands*) Persoonlijk meen ik dat als België aan dit soort acties zou willen deelnemen, niet alleen de drie voorwaarden moeten zijn vervuld, maar dat er ook een voldoende draagvlak moet zijn in het Parlement. De regering van lopende zaken moet voldoende worden gesteund, zeker als het over militaire actie gaat. Het debat over de immigratie kunnen we best in de commissie voeren.

Hoe dan ook zullen wij na deze episode en na deze overwegingen over militaire interventie ook moeten nadenken over de beste manier om de burgerbevolking in Libië en haar streven naar democratisering te beschermen.

Ook over Bahrein kunnen we in de commissie debatteren. Dit staat nu immers niet op de agenda. Ik kan wel meedelen dat de situatie in Bahrein ook zou worden besproken tijdens de zestiende sessie van de Mensenrechtenraad in Genève. Ons land steunt in elk geval de vraag om Bahrein daar op de agenda te plaatsen.

04.08 Christian Brotcorne (cdH): Als men zich te lang blijft beraden, komt men misschien te laat en is het probleem ondertussen al opgelost. Als Kadhafi de macht opnieuw volledig in handen krijgt, zal het voor de internationale gemeenschap nog moeilijker worden om het besluit te nemen om in te grijpen.

In Egypte en Tunesië zouden sommigen de indruk kunnen krijgen dat ze nog altijd opnieuw aan de macht kunnen komen, aangezien de internationale gemeenschap niets onderneemt.

04.09 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Ik weet dat er in de Veiligheidsraad wordt gesproken over Libië. Ik hoop dat men tot een krachtdadige beslissing komt. Kadhafi wordt nu uitgespuwd door de internationale gemeenschap, maar hij herovert wel met bruut geweld het hele grondgebied. Wat zullen we doen als hij het land volledig in handen heeft? Kunnen we dan terug met hem spreken? Zullen we de Libische bevolking dan aan haar lot overlaten? Wij moeten alles doen om dat te vermijden. Als wij de bevolking moeten beschermen, dan zal het moeilijk zijn om dat op vreedzame wijze te doen. Dat zal militaire middelen vergen.

Is het vreedzaam om niets te doen en toe te kijken hoe een bevolking bij wie een legitieme hoop op internationale steun is gegroeid, wordt afgeslacht?

Dit is een testcase voor de *responsibility to protect*. De test is nog niet verloren. Tijdverlies is echter verlies van levens en van geloofwaardigheid van de internationale gemeenschap.

04.10 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): We zouden meer kunnen doen door gebruik te maken van diplomatieke, politieke en economische instrumenten.

Het is ook zaak die personen voor de internationale rechtbanken te brengen.

Wat Kadhafi betreft, zijn we al te lang blind gebleven voor de realiteit. Sinds 2007 heb ik dit probleem meermaals te berde gebracht op grond van de talrijke rapporten van ngo's waarin de schendingen van de mensenrechten in Libië aan de kaak worden gesteld.

Ik vrees dat, als we de Nationale Overgangsraad niet erkennen, die bloedige onderdrukking zal worden voortgezet of nog uitbreiding zal nemen. We hadden ook de vertegenwoordigers in de ambassades kunnen vervangen.

We moeten niet rekenen op echte regionale steun vanwege de Afrikaanse Unie, die sterk afhankelijk is van Kadhafi. Het wordt ook erg moeilijk om een mandaat van de Veiligheidsraad te krijgen.

Er moet op korte termijn duidelijkheid komen over de draagwijdte van dat mandaat: indien dit duidelijk wordt omschreven, zal het snel op de steun van alle leden kunnen rekenen.

04.11 Katrin Jadin (MR): Dank u voor deze wijze woorden over diplomatieke betrekkingen.

Ik zie de voorwaarden waaronder een interventie gerechtvaardigd is, en meer bepaald de voorwaarde dat de vraag vanuit Libië moet komen, maar moeilijk vervuld worden, aangezien we geen legitieme gesprekspartner meer hebben!

Het Parlement zou u – misschien via een resolutie – een krachtiger mandaat moeten geven op internationaal vlak. De bevrijdingsbewegingen in Tunesië en Egypte zouden in gevaar kunnen komen, indien we niet snel handelen. Ik hoop dat België een sterk signaal zal afgeven.

04.12 Peter Luykx (N-VA): De minister van Buitenlandse Zaken is uiterst voorzichtig, terwijl een akkoord mogelijk is over elk van de voorwaarden. We moeten wel degelijk het initiatief nemen. Ik ben benieuwd welke houding de minister zal aannemen tegenover de Frans-Libanese resolutie. Vandaag sterven jonge mensen in Benghazi. Er is actie nodig om die oorlog niet te laten voortduren.

04.13 Dirk Van der Maelen (sp.a): Het is belangrijk dat de minister zich heeft geëngageerd om in een

parlementair debat uit te maken of ons land al dan niet deelneemt aan een militaire operatie. Ik ben het eens met de drie voorwaarden die hij stelt. Als ze vervuld zijn, is mijn fractie bereid om te overwegen steun te geven aan een militaire interventie. We moeten echter lessen trekken uit eerder uitgevoerde militaire operaties.

Wij stellen als strikte voorwaarde dat de interveniërende groep minimum een aantal Arabische landen moet omvatten. Sp.a is wel degelijk een aanhanger van *responsibility to protect*. Dat kan een militaire operatie inhouden zolang die zin heeft. Ze kan zinvol zijn in Libië, maar heeft geen zin in Afghanistan. Daar heeft men in tien jaar tijd meer dan 1.500 miljard dollar gespendeerd aan een oorlog die ons niet dichterbij een oplossing heeft gebracht.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Nathalie Muylle aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de erkenning van een ramp" (nr. P0161)

05.01 Nathalie Muylle (CD&V): De regering van lopende zaken heeft heel snel gereageerd op de neerslagramp die plaatsvond tussen 11 en 17 november 2010. De ministerraad nam reeds na een paar weken een beslissing. Op 8 december werd in het *Belgisch Staatsblad* een lijst gepubliceerd waarin de helft van de gemeenten al erkend werd als rampgebied. De andere helft van de gemeenten is echter nog niet erkend. Nochtans liggen zij dikwijls in provincies die heel zwaar getroffen zijn door de ramp.

Tegen wanneer kunnen we de erkenning verwachten? Hoe lang zal de procedure duren? Komt er extra personeel bij de arrondissementscommissarissen? Beschikt het Rampenfonds over voldoende middelen?

05.02 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Er zijn geen problemen voor de erkenning van de overstromingen van 11 tot 17 november. We hebben op 26 november een eerste KB genomen voor de gemeenten die heel snel gereageerd hadden en waarvoor het al in eerste instantie duidelijk was dat zij heel wat schade hadden ondervonden. Natuurlijk hebben we nadien gemerkt dat er nog andere gemeenten waren die schade hadden geleden. Ik zal de lijst laten ronddelen. Het tweede KB wordt voorbereid. Dit heeft enkele weken gekost, omdat wij de gouverneurs gevraagd hadden alle gemeenten te bevragen over waterschade om geen derde KB te moeten opstellen.

Staatssecretaris Wathélet moet nu zijn goedkeuring geven. Nadien komt de zaak op de ministerraad. We zitten dus in de eindfase.

De waterschade wordt voor 90 procent van de gevallen gedekt door de verzekeringspolissen. De andere gevallen komen terecht bij het Rampenfonds. Het bedrag waarover het Rampenfonds momenteel beschikt is niet mijn bevoegdheid. In elk geval is het zo dat de overheid wettelijk verplicht is om de schade te vergoeden, of het Rampenfonds over dat geld beschikt of niet.

De verwerking hangt af van de datum waarop een dossier wordt ingediend bij de gouverneur. Het is daarom moeilijk om een vaste datum op te geven. Vaak zijn dossiers ook onvolledig en moet de gouverneur of zijn dienst contact opnemen met de betrokkenen. De termijn hangt af van verschillende factoren. Zodra een dossier bij ons komt, wordt er binnen de drie weken uitbetaald.

05.03 Nathalie Muylle (CD&V): Ik roep staatssecretaris Wathélet op om snel zijn fiat te geven. In de provincie Luik zijn slechts tien gemeenten erkend. Het duurt vaak twee jaar of langer vooraleer mensen hun centen zien. Dat is bijzonder lang voor mensen die op een paar duizend euro wachten.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de verspreiding van jodiumtabletten" (nr. P0162)

06.01 Rita De Bont (VB): Een paar dagen na de ramp in Japan start bij ons een bewustmakingscampagne over nucleaire risico's. De rampzalige gebeurtenissen in Japan zorgen ervoor dat de vraag naar jodiumtabletten groter is.

Men heeft de tijd genomen om de campagne voor te bereiden. Er werden brochures verspreid en er is een webstek ontwikkeld, waar men te weten kan komen of een bepaalde gemeente al dan niet binnen de noodplanningszone valt.

Er is een probleem met de gemeenten ten zuiden van Antwerpen die grenzen aan de noodplanningszone. Volgens de website liggen ze in die zone, maar Febelco geeft de apothekers geen toestemming om de tabletten af te leveren. Apothekers en lokale besturen weten nu niet of ze al dan niet tot die zone behoren.

Is de minister zich bewust van de tegenstrijdigheid? Is de website van Binnenlandse Zaken juist? Kunnen de inwoners die volgens de website binnen de zone vallen, bevoorrad worden met jodiumtabletten?

06.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): In het nationaal nucleair noodplan zijn noodplanningszones bepaald rond alle Belgische nucleaire sites. Alle bewoners van die zones en alle collectiviteiten, scholen en bedrijven, kunnen gratis jodiumtabletten afhalen. De producent biedt de garantie dat de tabletten minstens 10 jaar houdbaar zijn als ze correct worden bewaard. De overheid test ze regelmatig.

Bepaalde apothekers in die zones hadden niet genoeg tabletten omdat groothandelaars de tabletten bij apothekers buiten de zones hadden afgeleverd. Wij zorgen dat dat zo snel mogelijk wordt rechtgezet.

Van 14 maart tot 16 april kunnen inwoners en collectiviteiten jodiumtabletten afhalen voor hun gezinnen. Collectiviteiten kunnen surfen naar de website www.nucleairrisico.be en het formulier invullen. De gemeente zal de aanvragen beoordelen en eventueel een document bezorgen waarmee de jodiumtabletten kunnen worden afgehaald.

Oude jodiumtabletten in blisterverpakkingen mogen naar de apotheken worden teruggebracht.

Buiten de zones worden op verscheidene sleutelplaatsen voorraden jodiumtabletten bewaard en ook heeft elke apotheek grondstoffen in huis om een jodiumoplossing te maken.

Wie niet in een noodplanningszone woont, hoeft geen jodiumtabletten op voorraad te hebben. De zones voor predistributie werden bepaald door experts van het Nucleair en Radiologisch Noodplan voor het Belgische grondgebied.

Er worden 4 miljoen doosjes verspreid en elk doosje bevat tabletten voor 4 personen. De kostprijs is 1,56 miljoen euro voor de totale productie.

In drie dagen tijd hebben heel veel mensen het callcenter gebeld of de website bezocht. De meesten wonen in noodplanningszones.

06.03 Rita De Bont (VB): De website geeft dus de correcte informatie; het zou goed zijn dat Febelco die ook eens zou bekijken. Dan kan het bedrijf de apothekers de opdracht of de toelating geven om gratis jodiumtabletten te verspreiden.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Laurent Louis aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de niet-begeleide

minderjarigen die asiel aanvragen" (nr. P0163)

07.01 **Laurent Louis** (onafh.): Dinsdag bracht *De Morgen* naar buiten dat het aantal niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (NBMV) die in ons land asiel aanvragen, de voorbije maanden spectaculair is gestegen. In februari kwamen er 149 minderjarige vreemdelingen in ons land binnen, terwijl dat er in 2010 maar 56 waren!

Die NBMV worden bovendien opgevangen in hotels als gevolg van het rampzalige immigratiebeleid van de regering, de aanslepende procedures en de weigering om de bevelen om het grondgebied te verlaten, uit te voeren.

Ze zouden ondergebracht worden in drie Brusselse hotels, waar ze vaak voor overlast zorgen: alcohol, drugs, diefstal,... Die kinderen moeten geïdentificeerd worden, er moet een voogd aangesteld en een specifieke opvangvoorziening gecreëerd worden.

Welke concrete maatregelen zal u nemen om die NBMV te begeleiden? Zal België nu eindelijk aan Europa vragen om een degelijk asiel- en immigratiebeleid uit te stippelen?

Zal u een alternatief vinden voor de opvang in hotels? (*Applaus van Jean Marie Dedecker*)

07.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): Er werden in België 3.133 NBMV's signaleerd in 2009, en 2.901 in 2010. In januari en februari 2011 werden er 569 geteld. Hun aantal neemt dus niet echt toe. Het aantal asielaanvragen van NBMV's in ons land bedroeg dan weer 138 in januari 2011 en 149 in februari 2011. In 2010 waren het er 59 in januari en 56 in februari.

In 2010 gingen de aanvragen uit van erkende minderjarigen, in 2011 betrof het personen die verklaarden minderjarig te zijn: dat is een hemelsbreed verschil. We zullen hun status uiteraard verifiëren.

Tijdens het Belgische voorzitterschap hebben we initiatieven genomen omtrent de NBMV's. Verschillende werkgroepen hebben opdracht gekregen uit te zoeken hoe de regels op Europees niveau geharmoniseerd kunnen worden.

Een NBMV wordt slechts tijdelijk in een hotel opgevangen, totdat zijn leeftijd vastgesteld is. Als hij erkend wordt als minderjarige, heeft hij recht op een voogd. Wat u zegt, is dus deels ongegrond.

We werken aan grenscontrole, opsporing, de bestrijding van mensenhandel en de bescherming van minderjarigen. Op Europese vergaderingen hebben de deelnemende landen het positieve karakter van de Belgische actie met betrekking tot NBMV onderstreept.

07.03 **Laurent Louis** (onafh.): Alles gaat dus prima! Ik heb daar zo mijn twijfels over.

In 2004 luidden Child Focus en de Koning Boudewijnstichting al de alarmbel toen ze stelden dat het niet opvangen van die kinderen de oprichting van mensenhandelnetwerken in de hand werkt. Zeven jaar na die waarschuwing heeft ons land nog altijd geen oplossingen gevonden.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van de heer Yvan Mayeur aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de migratiestromen" (nr. P0164)**

08.01 **Yvan Mayeur** (PS): De situatie in sommige landen ten zuiden van de Middellandse Zee is bijzonder gespannen, wat de inwoners ertoe aanzet de vlucht te nemen naar Europa. Bij het CGVS is er een achterstand van bijna 11.800 aanvragen. Elke dag worden er 2.000 aanvragen ingediend.

Zou er geen bijzonder statuut in het leven moeten worden geroepen voor de kandidaten afkomstig van die landen ten zuiden van de Middellandse Zee? Dit gebeurde ook al ten tijde van de oorlog in ex-Joegoslavië. Dankzij zo een bijzonder statuut zou men soepeler kunnen optreden, de mensen sneller en efficiënter

kunnen opvangen en zouden die mensen later naar hun land kunnen terugkeren. Zou België daartoe niet het initiatief moeten nemen op het Europese niveau?

08.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): In België wordt er geen enkele stijging van het aantal asielaanvragen vanwege inwoners van die landen vastgesteld.

Wat de aanvragen voor solidariteitsmaatregelen betreft, hebben we er de voorkeur aan gegeven de migratiestromen binnen Noord-Afrika te sturen in plaats van ze naar de Europese Unie af te leiden.

Alle preventieve maatregelen die mogelijk zijn, moeten we nemen. Maar de belangrijkste vraag die we ons moeten stellen, is wat er ons te doen staat als er daadwerkelijk een migratiestroom naar Europa op gang komt. We moeten niet voorzien in een status voor een situatie die zich momenteel niet voordoet. Ons land is evenwel altijd tot solidariteitsinspanningen bereid. Dit gezegd zijnde, moet de benadering bovenal een Europese inslag hebben. Alleen dan kunnen we krachtadig optreden.

Tot slot wil ik het hebben over het CGVS, dat ontegenzeggelijk met een achterstand kampt. De regering heeft drie fundamentele maatregelen genomen: een verbetering van de versnelde procedures; een personeelsuitbreiding bij het CGVS; een productiviteitsverhoging bij het CGVS, in samenwerking met de Dienst Vreemdelingenzaken en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (RVV).

08.03 **Yvan Mayeur** (PS): Ik verzoek u een specifieke oplossing uit te werken om klaar te staan voor een mogelijke toestroom van mensen uit het zuiden van het Middellandse Zeegebied die hun toevlucht zouden zoeken in ons land. Men doet er goed aan vooruitziend te zijn, zo niet komt men terecht in een logica waarbij men die mensen gewoon terugstuurt naar waar ze vandaan komen.

Het incident is gesloten.

09 Agenda

De voorzitter: Aangezien de eerste minister afwezig is, stel ik voor over te gaan tot de bespreking van de wetsvoorstellen en voorstellen van resoluties. Wij zullen op de vragen terugkomen zodra de eerste minister is aangekomen.

Voorstellen

10 Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de meemouders, van de wetgeving inzake het geboorteverlof (573/1-4)

Voorstel ingediend door:

Sonja Becq, Nahima Lanjri, Stefaan Vercamer, Catherine Fonck, Zoé Genot, Meyrem Almaci, Valérie De Bue, Meryame Kitir, Yvan Mayeur, Maggie De Block

Algemene bespreking

De voorzitter: De rapporteur, mevrouw Vienne, verwijst naar het schriftelijk verslag.

10.01 **Maggie De Block** (Open Vld): Dit wetsvoorstel kent tien dagen geboorteverlof toe aan lesbische meemouders. Enerzijds ben ik blij dat deze discriminatie eindelijk uit de wereld is, anderzijds een beetje verdrietig omdat dit zo lang heeft moeten duren.

Gelukkig waren de verschillende partijen verstandig genoeg om uiteindelijk te komen tot een gezamenlijk wetsvoorstel. Dit is een voorlopige regeling, in afwachting van verdere hervormingen in burgerrechtelijke regelingen betreffende meemouderschap. Een aanpassing van het familierecht had ons immers veel te ver geleid en kon ook niet worden behandeld in de commissie voor de Sociale Zaken.

De meemoeder van een kind, geboren in een lesbische samenlevingsvorm, heeft nu met dit voorstel ook recht op tien dagen geboorteverlof, net als elke vader. Daarbij wordt uitgegaan van een aantoonbare

samenlevingsband van drie jaar. Na heel wat gepalaver ben ik nu vooral opgelucht met deze regeling. Gelukkig waren er al Vlaamse en federale overheidsinstanties die het vaderschap al toekenden aan lesbische meemoeders.

Hopelijk geven we met dit voorstel ook de aanzet tot een brede mentaliteitswijziging. Nadat we destijds het burgerlijk huwelijk en de adoptie hebben opengesteld voor koppels van hetzelfde geslacht, moeten we nu immers ook het thema van de kinderen regelen in een ruimer verband. Open Vld zal dit voorstel ten volle steunen. *(Applaus bij Open Vld)*

10.02 Julie Fernandez Fernandez (PS): Onze fractie verheugt zich over de goedkeuring van deze tekst, die een einde zal maken aan een discriminatie die sinds jaren wordt gehekd. Enkel de ouder van wie het kind afstamde, had immers recht op dit soort verlof.

De parlementaire werkgroep waarvoor Yvan Mayeur het initiatief nam, is verscheidene malen bijeengekomen, want het probleem was niet eenvoudig. Er moest immers een prioriteitsorde worden vastgesteld en we vragen dat de minister in dit verband snel de nodige regelgevende bepalingen zou uitvaardigen, om ervoor te zorgen dat die rechten ook op het terrein worden gewaarborgd.

Het geboorteverlof voor de meemouders is een voorlopige maatregel, in afwachting van andere hervormingen van het burgerlijk recht.

De **voorzitter**: Ik feliciteer mevrouw Fernandez voor haar eerste toespraak in de plenaire vergadering. *(Applaus)*

10.03 Valérie De Bue (MR): Enkel vaders kunnen gebruik maken van 'vaderschapsverlof'. Dat is dus niet zo voor een meemouder of voor een ouder van hetzelfde geslacht. MR is blij dat er vandaag een eind komt aan die discriminatie. Elke meemouder zal voortaan recht hebben op tien dagen verlof naar aanleiding van de geboorte van zijn/haar kind.

Wij willen onderstrepen hoeveel werk er tijdens de vorige zittingsperiode geleverd werd. Daardoor kan deze tekst thans worden voorgelegd. Het debat is evenwel niet gesloten; andere hervormingen kunnen nog worden meegenomen.

Het voorstel werd eenparig aangenomen door de commissie voor de Sociale Zaken, wat ons mag verheugen.

10.04 Jean Marie Dedecker (LDD): Daarnet was de premier hier, nu is hij weer weg. Wanneer worden de vragen gesteld? Heeft de voorzitter de premier verzocht om zijn aanwezigheid?

De **voorzitter**: De eerste minister moest vertrekken. Ik zal vragen of hij van plan is terug te keren, of dat men de vragen moet uitstellen.

Hij heeft gezegd dat de staatssecretaris in zijn plaats kon antwoorden. Ik zal nagaan hoe ver hij staat.

10.05 Herman De Croo (Open Vld): Ik begrijp ten volle dat de premier vele zorgen heeft, maar er staan nog vragen op de agenda over het rookverbod en de financiële situatie van de gemeenten. Kan de voorzitter hem niet voorstellen om deze te komen beantwoorden tussen de andere werkzaamheden van vanavond door?

De **voorzitter**: Ik zal de ondervoorzitter vragen om mij te vervangen. Ik zal de gebruikelijke contacten leggen.

Voorzitter: Ben Weyts, eerste ondervoorzitter.

10.06 Sonja Becq (CD&V): Iedereen vindt het vanzelfsprekend dat vaders recht hebben op een geboorteverlof van tien dagen. De meemoeders in lesbische koppels hebben dat recht niet, omdat er geen afstammingsband is.

In 2008 hebben wij een wetsvoorstel ingediend waarin we verwezen naar het advies van de NAR, die sprak over een mogelijke discriminatie. Wij kozen voor een pragmatische aanpak. In plaats van meteen een

volledige regeling voor de ouderschapszorg uit te werken, leek het ons beter om eerst specifiek voor de meemoeder dat geboorteverlof te regelen. Het leek eenvoudig – gewoon even het vaderschapsverlof omzetten – maar toch heeft het meer dan een jaar geduurd om alle technische en juridische problemen op te lossen.

Hoewel het om een kleine groep mensen gaat – 200 tot 250 vrouwen – hebben we toch veel tijd gestoken in het voorkomen van misbruiken. Zo moesten we bepalen wanneer iemand als meemoeder mag worden beschouwd. Ook is er geen cumulatie met het adoptieverlof mogelijk. Het geboorteverlof wordt daarvan afgetrokken.

Dit wetsvoorstel is een stap vooruit, maar is geen eindpunt. Er valt nog heel wat te regelen op het gebied van ouderschap zonder afstamming. Dat is een engagement dat wij aangaan.

10.07 Catherine Fonck (cdH): We zullen de voorliggende tekst goedkeuren. Dit voorstel betekent een belangrijke vooruitgang, in de eerste plaats voor de kinderen. De periode vlak na de geboorte is immers erg belangrijk voor de groei en de opvoeding van het kind. Maar laten we niet vergeten dat we ook nog op andere punten vooruitgang zullen moeten boeken opdat de juridische banden tussen ouders en kinderen zouden kunnen worden versterkt!

10.08 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Wij hebben lang gedebatteerd over een onbegrijpelijke lacune in de wet. Voor vaders is het recht op tien dagen geboorteverlof met behoud van loon verankerd in de sociale zekerheid. Die tien dagen zijn erg belangrijk, zowel praktisch, om de hectische dagen na de geboorte wat gemakkelijker te maken, als emotioneel, om te wennen aan de nieuwe gezinssituatie en te hechten aan het kind. Lesbische partners hebben dit recht echter niet.

Na het herindienen van een aantal wetsvoorstellen in 2009, werd een werkgroep opgericht onder leiding van mevrouw Becq. Vandaag ligt het compromis voor dat daar werd gesloten. Ik wil mevrouw Becq bedanken. Wij hebben hard gewerkt om alle juridische angsts wijk te werken. Dat was niet evident.

Door het ouderschapsverlof geslachtsneutraal te maken, werken wij een lacune in de wet weg. Een meemoeder is evengoed de ouder van haar kind als een vader.

De volgende stap is nu de mogelijkheid creëren voor de meemoeder om het kind van haar partner te erkennen voor of net na de geboorte, gehuwd of ongehuwd, net zoals de vader dat vandaag kan. De meemoeder kan nu wel geboorteverlof nemen, maar daarna wacht een lange adoptieprocedure. Zolang die duurt, heeft zij juridisch geen enkele band met het kind. Pas als al deze hiaten in de wetgeving zijn weggewerkt, zullen wij kunnen zeggen dat ze 'seksualiteitsbelevingsneutraal' is.

10.09 Meryame Kitir (sp.a): In de commissie is dit wetsvoorstel unaniem goedgekeurd. Het spreekt voor zich dat ook sp.a blij is dat deze onrechtmatigheid wordt weggewerkt en dat wij voor zullen stemmen.

10.10 Guy D'haeseleer (VB): Gezien ons standpunt over het homohuwelijk en homoadoptie, zijn wij helemaal geen vragende partij om te sleutelen aan het afstammings- en adoptierecht. Voor ons is het traditionele gezin de hoeksteen van de samenleving. In tegenstelling tot het politieke correcte denken, vinden wij niet dat homoseksuele koppels recht hebben op kinderen en dat de Staat dat recht mogelijk moet maken. Er bestaat geen recht op een kind. Een kind heeft recht op een moeder én een vader.

Het verlof dat we nu bespreken, vloeit voort uit de wet die op het vlak van gezinssamenstelling en afstammingsrecht zowat alles mogelijk heeft gemaakt. Het ontbreken van een afstamming van de zogenaamde meemoeder, is niet zomaar op te lossen met een bewijs van partnerschap. Bovendien geldt dit als een voorlopige regeling, in afwachting van een grotere, burgerrechtelijke hervorming van het meemoederschap. Men had beter meteen werk gemaakt van een evenwichtige en consequente regeling.

Vlaams Belang onthoudt zich bij de stemming.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie voor de Sociale Zaken verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (573/3)

Het wetsvoorstel telt 6 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 6 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

11 Wetsvoorstel tot afschaffing van de beperkingen op de leeftijd van het gehandicapte kind inzake ouderschapsverlof (355/1-4)

Voorstel ingediend door:

Valérie De Bue, Denis Ducarme, David Clarinval, Jacqueline Galant

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

11.01 Catherine Fonck (cdH), rapporteur: ik verwijs naar het schriftelijk verslag.

11.02 Maggie De Block (Open Vld): Met dit wetsvoorstel wordt de mogelijkheid om ouderschapsverlof op te nemen voor een gehandicapt kind verlengd tot het kind 21 jaar is, de wettelijke meerderjarigheid. Dat is evident, want gehandicapte kinderen blijven hulpbehoevend. Ouders moeten de gelegenheid hebben het verlof op te nemen wanneer dat het beste past.

Wij zijn voorstander van de verhoging van de termijn voor het opnemen van het ouderschapsverlof tot 16 jaar voor alle kinderen, maar dat staat los van deze regeling.

Deze maatregel pas in de broodnodige flexibilisering van de ouderschapsverlofregeling voor gehandicapte kinderen. Hij kost de Staat geen cent meer, de doelgroep wordt niet uitgebreid, ook de duur van het verlof blijft dezelfde. Enkel de periode waarbinnen het verlof mag worden genomen, wijzigt.

Het verheugt mij dat de Nationale Raad voor Personen met een handicap een unaniem positief advies heeft uitgebracht. Het verwondert mij wel dat zij ook pleit voor een verlenging van de duur van het ouderschapsverlof en een betere vergoeding, omdat de Raad goed weet dat we de verschillende verlostelsels momenteel grondig evalueren. Een geïsoleerde maatregel is dus niet op zijn plaats en bovendien moeten dergelijke wijzigingen ook budgettair haalbaar zijn.

Wij zijn uiteraard voor dit wetsvoorstel en hopen dat het een voorproefje is op een algemene verlenging van het ouderschapsverlof voor kinderen tot 16 jaar.

11.03 David Clarinval (MR): Het is noodzakelijk dat elke werknemer het verloop van zijn carrière kan afstemmen op de evolutie van zijn privéleven, maar ook dat de werkorganisatie in het bedrijf niet overhoop wordt gehaald.

Dankzij het ouderschapsverlof kan de ouder die beslist tijd te besteden aan de opvoeding van zijn kinderen, met een been in het beroepsleven blijven staan. Vandaag kan dat recht worden uitgeoefend tot het kind 12 jaar is. Die leeftijdsgrens heeft geen zin wanneer het gaat over een kind met een handicap, dat, op andere ogenblikken in het leven dan een zogenaamd 'normaal' kind, nog meer aandacht en begeleiding nodig heeft.

Om dat probleem te verhelpen, heeft de MR-fractie wetsvoorstel nr. 355 ingediend, dat ertoe strekt die leeftijdsgrens op 21 jaar te brengen, indien het om een kind met een erkende handicap gaat. Dat voorstel speelt in op een grote behoefte van de gezinnen, maar kost de Belgische overheid niets.

Ik wil de leden van de commissie voor de Sociale Zaken danken omdat alle fracties dit voorstel positief hebben onthaald, en ik dank in het bijzonder de commissievoorzitter, die zijn volle gewicht in de schaal heeft geworpen opdat die wet zou worden aangenomen.

11.04 Catherine Fonck (cdH): De behoeften zijn verschillend voor elk gezin. Een minimale souplesse is derhalve geboden, zeker wanneer het kind gehandicapt is. Het onderhavige wetsvoorstel is in dat opzicht een stap in de goede richting. In de toekomst zullen er nog verbeteringen ter zake moeten worden aangebracht.

De Nationale Arbeidsraad bestudeert momenteel de verlopen.

Men kan niet om de adviezen van de Hoge Raad voor personen met een handicap heen, die adviezen moeten we toch steunen.

Voorzitter: André Flahaut.

11.05 Yvan Mayeur (PS): Dit wetsvoorstel strekt ertoe, net zoals andere wetsvoorstellen in de commissie voor de Sociale Zaken, de levensomstandigheden te verbeteren van personen die met verscheidene problemen worden geconfronteerd en daarnaast ook hun beroepsbezigdheden moeten kunnen verrichten.

Wij bespreken in de commissie voor de Sociale Zaken een hele reeks voorstellen over specifiek verlof (zwangere vrouwen, gehandicapte kinderen, andere situaties van meelouderschap enz.). De zorg voor een gehandicapt kind is zwaar en ouders die zich in deze situatie bevinden, moeten zich daarvoor kunnen inzetten zonder te moeten vrezen voor hun job.

Ik bedank de indieners van het voorstel en alle fracties voor hun steun aan dat voorstel.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie voor de Sociale Zaken aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (355/4)

Het wetsvoorstel telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

12 Agenda

De **voorzitter**: Ik heb contact opgenomen met de eerste minister. De vragen die aan hem gericht waren,

zullen worden uitgesteld tot volgende week. Ik dank de vraagstellers voor hun begrip.

13 Voorstel van resolutie betreffende een betere bescherming van vrouwen die een beroep doen op in-vitrofertilisatie (221/1-4)

Voorstel ingediend door:

Yvan Mayeur, Valérie Déom, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (221/4)

De bespreking is geopend.

13.01 Maggie De Block, rapporteur: De commissie Sociale Zaken besprak dit voorstel van resolutie tijdens haar vergaderingen van 15 en 22 februari. De hoofdindieners van de tekst, de heer Mayeur, lichtte zijn resolutie toe. Hij wil de bescherming voor zwangere vrouwen tegen ontslag uitbreiden tot vrouwen die een in-vitrobehandeling aanvatten.

Verschillende collega's kwamen tussen tijdens de algemene bespreking. Er werden twee amendementen ingediend. Het eerste stelt een uitbreiding voor naar alle technieken van medisch begeleide voortplanting. Het tweede amendement vraagt de regering om deze kwestie te regelen via een uitbreiding van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Beide amendementen en het geamendeerde voorstel van resolutie werden aangenomen met 11 stemmen voor en 4 tegen.

13.02 Yvan Mayeur (PS): Met dit voorstel van resolutie willen we een betere bescherming bieden aan het almaar toenemende aantal vrouwen die een beroep doen op in-vitrofertilisatie. Het gaat om een belastende techniek, zowel wat de behandeling als wat de psychologische gevolgen ervan betreft.

Een vrouw moet haar kinderwens kunnen waarmaken zonder haar professionele activiteit in het gedrang te brengen. In de praktijk is een arbeidssituatie echter moeilijk verenigbaar met een of andere vorm van vruchtbaarheidsbehandeling. Het is geen goede oplossing wanneer de werkneemster gebruik moet maken van haar jaarlijkse vakantie, verlof zonder wedde moet nemen of zich genoodzaakt ziet haar baan op te zeggen om haar kinderwens te kunnen realiseren.

Het is de bedoeling de werkneemster in dit geval een ontslagbescherming te bieden die vergelijkbaar is met de bescherming die bestaat voor zwangere werkneemsters, zonder die laatste op de helling te zetten.

De suggestie voor dit voorstel is afkomstig van de gezondheidswerkers, die vaststellen dat veel vrouwen geconfronteerd worden met moeilijkheden op professioneel vlak.

Er werden ook wetsvoorstellen ingediend met betrekking tot de ongemakken die gepaard gaan met andere medische technieken waarmee onvruchtbaarheid wordt behandeld.

Ik dank de collega's die in de commissie hun steun hebben gegeven aan de vraag aan de regering.

13.03 Valérie De Bue (MR): De MR steunt deze resolutie. Een vrouw die werkt en kiest voor in-vitrofertilisatie of enige andere MBV-techniek, begint aan een calvarietocht. Een dergelijk proces omvat tal van erg lastige stappen en maakt afwezigheden op het werk noodzakelijk. De tekst die voorligt, beschermt de werkneemster tijdens dergelijke behandelingen.

We verlenen onze steun aan dit initiatief, want de koppels moeten geholpen worden bij die moeilijke stap.

13.04 Nadia Sminate (N-VA): Uiteraard hebben wij alle begrip voor wie zo'n vruchtbaarheidsbehandeling

moet ondergaan en wensen wij voor alle werknemers voldoende sociale bescherming, maar toch kunnen wij dit voorstel niet aanvaarden. Wat met al die andere situaties waarin mensen een moeilijke periode doormaken? Zullen we voor al die specifieke situaties dan een ontslagbescherming bieden? Dit voorstel goedkeuren schept een gevaarlijk precedent.

Wat gaan we doen met de ongelijke behandeling van patiënten? In het ene ziekenhuis kan men heel vlot en zonder al te veel testen aan de procedure beginnen. In een ander ziekenhuis zijn er wachtlijsten, moet men testen ondergaan en jaren wachten vooraleer men diezelfde bescherming krijgt. Dat is een onrechtvaardigheid. Bovendien zie ik niet in waarom we deze specifieke situatie zouden inschrijven op de lijst van gewettigde afwezigheden. Tijdens een periode van fysieke of emotionele problemen kan een arts toch ziekteverlof voorschrijven?

Het feit dat de resolutie wordt uitgebreid naar alle soorten vruchtbaarheidsbehandelingen gaf echter de doorslag voor onze tegenstand. Sommige vrouwen zullen bijna onmiddellijk ontslagbescherming genieten. Welke werknemer zal een jonge vrouw in die situatie nog aanwerven? Dit voorstel zal negatieve gevolgen hebben op de arbeidsmarkt.

De **voorzitter**: Ik feliciteer mevrouw Sminate met haar maidenspeech. (*Applaus*)

13.05 Catherine Fonck (cdH): Mevrouw Sminate, we komen niet zomaar voor de aardigheid met een nieuwe oplossing aanzetten! Ik nodig u uit om een bezoek te brengen aan een MBV-centrum, zodat u met de gezondheidswerkers van gedachten kan wisselen en kan zien hoe het er toegaat. Sommige vrouwen moeten steeds weer op consult gaan, maandenlang en soms zelfs jarenlang. Ze worden op vaste data opgeroepen voor behandelingen, eicelpuncties, terugplaatsingen, bloedafnames, enz. Een bezoek aan zo'n centrum zal u een beter zicht doen krijgen op de weerslag die de medisch begeleide voortplanting heeft op privé-, familiaal en professioneel vlak.

Op professioneel vlak zorgt een en ander niet altijd voor problemen, maar alles verloopt ook niet altijd even vlot. De politieke fracties die dit voorstel in de commissie hebben goedgekeurd, hebben rekening gehouden met concrete situaties die zich voordoen en die een gepaste, specifieke oplossing vergen. Deze tekst is dan ook een belangrijk signaal en een grote stap voorwaarts.

In deze periode van lopende zaken moet het Parlement zijn verantwoordelijkheid opnemen. Ik heb een wetsvoorstel ingediend tot wijziging van de wetten van 16 maart 1971 en 3 juli 1978 opdat de werknemers afwezig mogen zijn van het werk – met behoud van loon – om een vruchtbaarheidsbehandeling te ondergaan en beschermd worden tegen willekeurige afdanking.

We moeten rekening houden met de technologieën van de eenentwintigste eeuw, die hen in staat stellen om ouder te worden!

13.06 Maggie De Block (Open Vld): Ik sluit mij aan bij de woorden van mijn collega-arts mevrouw Fonck. Tijdens de bespreking in de commissie hebben wij duidelijk gemaakt dat het wel degelijk om medisch begeleide vruchtbaarheidsbehandelingen gaat. Wij hebben toen een aantal voorbeelden aangehaald, bijvoorbeeld mensen in het onderwijs die, wanneer zij plots het bericht krijgen om zich voor een pick-up van eitjes naar het ziekenhuis te begeven, niet zomaar de klas kunnen verlaten. De eerste minister kan wel zomaar eventjes uit de Kamer verdwijnen, maar ik neem aan dat hij om andere redenen is verdwenen. (*Gelach*)

Het gaat hier dus om medisch begeleide voortplantingstechnieken waarbij ingrepen nodig zijn die gepaard gaan met allerlei lichamelijke ongemakken. Het is natuurlijk noodzakelijk dat de werkgever wordt verwittigd en dat bij twijfel een controlearts kan worden uitgestuurd.

Steeds meer koppels moeten trouwens op fertiliteitstechnieken een beroep doen om het recht op een kind in te vullen. Er is dus nood aan een wettelijke beschermingsregeling

Ik kan niet akkoord gaan met het standpunt van mevrouw Sminate omdat ze zich op verkeerde argumenten

baseert. Er is namelijk geen verschil in behandeling van patiënten en alle behandelingsschema's zijn identiek. Het enige wat verschilt, zijn de patiënten. Toen wij het hadden over de terugbetaling voor in-vitrofertilisatie werd ook opgemerkt dat de ene patiënte meer pogingen tot ivf nodig had dan de andere. Dat is nu eenmaal een biologisch gegeven. Als mevrouw Sminate tegen is, dan is dat haar volste recht, maar dan moet ze wel andere argumenten aanhalen dan deze *fake*-argumenten.

13.07 Nadia Sminate (N-VA): Men blijft behandelingen opnoemen die perfect passen in de huidige regelgeving en daarmee kunnen worden opgelost. Overigens is het wel ongepast dat mevrouw Fonck mensen ervan beschuldigt dat zij de realiteit niet zouden kennen. Ze zou best eens kunnen schrikken van de kennis van bepaalde mensen.

De **voorzitter**: De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel zal later plaatsvinden.

14 Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de vrijstelling van doorstorting van de ingehouden bedrijfsvoorheffing voor bezoldigingen van sportbeoefenaars betreft (713/1-8)

Voorstel ingediend door:

Jan Jambon, Veerle Wouters, Peter Luykx, Sarah Smeyers, Jef Van den Bergh, Herman De Croo

Algemene bespreking

14.01 Dirk Van der Maelen, rapporteur: Ten behoeve van de N-VA-fractie begin ik mijn rapport met een Latijnse term. Bij wijze van *captatio benevolentia* verwijs ik naar het schriftelijk verslag. (*Gelach*)

De **voorzitter**: U kan nu uw eigen tussenkomst houden.

14.02 Dirk Van der Maelen (sp.a): In *Het Nieuwsblad* van 15 maart 2011 schreef een van de meest gerespecteerde sportjournalisten, François Collin, dat de lonen van de Belgische beroepssporters de pan uit swingen, dat de makelaar van een modale speler 200.000 euro per jaar vraagt en die prijs rechtvaardigt door te verwijzen naar het feit dat de clubs genieten van een vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing van 80 procent. Dat geld is echter bestemd voor de jeugdwerking van de clubs!

In het aangepaste wetsvoorstel dat wij nu bespreken wordt de navelstreng met de jeugd volledig doorgeknipt, zodat de redenering van de makelaars nog klopt ook. Het geld van de belastingbetaler verdwijnt zo in de zakken van de voetballers in plaats van in de opleiding van de jeugd.

Wij delen volmondig de analyse van François Collin. Dit wetsvoorstel pakt immers de fundamentele problemen van ons voetbal niet aan: de nood aan een verbeterde infrastructuur, in het bijzonder voor jeugdopleiding; een levensvatbare tweede klasse; het gebrek aan solidariteit tussen de clubs en *last but not least* een kwalitatieve jeugdwerking.

Door dit wetsvoorstel krijgen voetbal, basketbal en volleybal jaarlijks een fiscaal voordeel van 25 miljoen euro. Men doet dit zonder er voorwaarden aan te verbinden die de kwaliteit van onze sport op middellange en langere termijn zouden moeten opkrikken.

Inzake jeugdopleiding wil ik verwijzen naar succesvolle voetballanden als Duitsland en Nederland. In Duitsland zijn clubs verplicht om in een goede jeugdacademie te investeren. De clubs uit de eerste en tweede Bundesliga stoppen samen 76,5 miljoen euro in jeugdopleiding. In Nederland moeten clubs een bepaald percentage van hun budget aan jeugdopleiding spenderen. In de commissie heb ik tevergeefs gevraagd om de belangrijke garantie uit de wet van 2007, dat een stuk van die 25 miljoen euro naar jeugdopleiding moet

gaan, niet op te geven.

Dit wetsvoorstel is een blanco cheque. Zelfs het amendement van de groene fractie om jaarlijks een rapport te krijgen over de besteding van de 25 miljoen euro werd niet aanvaard. Het geld zal in de zakken terecht komen van reeds goedbetaalde voetballers en er blijft weinig of niets over om werk te maken van het meest fundamentele probleem van ons voetbal, namelijk een goede, kwalitatieve jeugdopleiding. (*Applaus bij sp.a*)

14.03 Herman De Croo (Open Vld): Mijnheer Van der Maelen, het is wel *captatio benevolentiae*. Het is een genitief. (*Gelach*)

Wat de heer Van der Maelen heeft gezegd, is onjuist. Het wetsvoorstel wil een aantal versoepelingen. De begeleiding van min 12-jarigen wordt gekoesterd. Bij sport is een van de grote punten de fatsoenlijke begeleiding van jeugdspelers. De bestaande stroeve reglementering wordt versoepeld. Het bedrag van ongeveer 25 miljoen euro stond in een advies van het Rekenhof. Dat is veel geld, maar dit gaat over het sporten van honderdduizenden kinderen. De sport levert een bijdrage aan de vorming van hun karakter. De bijdrage is niet gericht op de vedetten. Ze zal mogelijkheden vrijmaken voor de clubs. Als de Schatkist 25 miljoen euro derft, dan deert mij dat niet als het gaat naar de professionele vorming en omkadering van jonge spelers.

Wij zullen het wetsvoorstel met veel genoeg goedkeuren. (*Applaus bij Open Vld, N-VA en CD&V*)

14.04 Dirk Van der Maelen (sp.a): Het zou makkelijker zijn als eenieder expliciet zegt waarvoor hij 'rijdt'. Ik ben supporter van Club Brugge, maar rijd voor het algemeen belang van het voetbal. Herman De Croo rijdt voor Sporting Anderlecht. Anderlecht had een probleem. Het had een potje van 3 miljoen euro. De 25 procent die gegarandeerd naar jeugdopleiding moest gaan, kon het niet uitgeven. Door de versoepeling die de heer De Croo bepleit, zal men het overschotje voor de jeugdopleiding kunnen uitgeven aan de lonen van de voetbalvedetten. De heer De Croo werkt dus mee aan de ondergraving van de kwaliteitsvolle jeugdopleiding van Anderlecht. (*Rumoer*)

14.05 Herman De Croo (Open Vld): Ik ga zelden naar Anderlecht en heb er zelfs nog nooit een wedstrijd bijgewoond in de loges. (*Rumoer*)

Ik heb wel volleybalclub Saturnus opgericht. Ik kan dus getuigen dat die club veel moeilijkheden ondervindt om aan jeugdwerking te doen. Deze club zal dus weinig profijt halen uit deze regeling. Wanneer men zich professioneel bezighoudt met de jeugdspelers, kan men dat in kleine en in grote clubs.

14.06 Dirk Van der Maelen (sp.a): Als de heer De Croo zo begaan is met jeugdopleiding en met transparantie, waarom heeft hij dan in de commissie tegen het amendement van Ecolo-Groen! gestemd dat een jaarlijks verslag over de exacte besteding van die 25 miljoen euro verplichtend zou maken?

14.07 Herman De Croo (Open Vld): Al de btw-verschuldigde bedragen en al de niet-gestorte voorheffingen worden gecontroleerd door de administratie. Het is beschamend dat de heer Van der Maelen de administratie niet vertrouwt. Hij zet een neus naar de administratie! (*Luid applaus bij Open Vld en N-VA*)

14.08 Dirk Van der Maelen (sp.a): Het Rekenhof zegt dat het geen informatie kan geven over de verdeling van die middelen, omdat het die niet krijgt van de profclubs. De staatssecretaris moest in de commissie toegeven dat ook hij ons niet kon vertellen welke bestemming de 25 miljoen euro krijgt. (*Applaus van sp.a*)

14.09 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Wie naar een amendement verwijst, moet ook toelichten wat het inhoudt. Wat de heer Van der Maelen wilde was dat elke club die onder de regeling zou vallen, jaarlijks nog maar een rapport zou moeten opstellen. Sportclubs klagen nu al over de regelnevel en dit amendement maakte dat alleen nog erger en daarom wijzen wij het af.

14.10 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Die clubs die profsporters aanwerven, wordt ocharm gevraagd jaarlijks drie cijfers mee te delen: het bedrag dat dankzij die maatregel bespaard werd, het deel van dat bedrag dat aan de bezoldiging van jonge sportbeoefenaars werd besteed en het deel van dat bedrag dat aan de opleiding van jonge sportbeoefenaars werd besteed.

Vervolgens vraagt men de staatssecretaris om een samenvattend verslag uit te brengen waarin die gegevens worden vermeld en dat aan het Parlement over te zenden. Dat is transparantie, en geen bureaucratie, zoals sommigen beweren.

14.11 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Alle clubs moeten hun balans en rekening indienen om aan te tonen dat ze in orde zijn. Het amendement strekt ertoe enkele gegevens te vermelden, die in de balansen zullen staan.

14.12 Bruno Tobback (sp.a): In de wetenschap dat sportclubs contracten afsluiten waar tientallen miljoenen euro mee gemoeid zijn, vind ik het bijna beledigend dat mevrouw Rutten denkt dat ze niet in staat zijn een jaarlijks rapport op te stellen met drie getallen.

14.13 Herman De Croo (Open Vld): De wetgeving is drie jaar oud en die tijd heb ik nooit een amendement van onze collega's gezien. Vandaag ontdekken ze er plots wel een. *Tout ce qui est excessif, est insignifiant.*

14.14 Veerle Wouters (N-VA): In het wetsvoorstel zit ingebouwd dat de vrijstelling van bedrijfsvoorheffing onder andere geïnvesteerd moet worden in de jeugd. Het minimumloon voor niet-Europese spelers is het maximum wat sportclubs mogen financieren vanuit de bedrijfsvoorheffing. Wat ze meer willen betalen, moeten ze zelf betalen.

14.15 Dirk Van der Maelen (sp.a): Wij willen de sport vooruit helpen. Het voetbal willen we bijvoorbeeld in de breedte versterken. Dit betekent dat er meer steun naar de jeugd moet gaan.

De wet is van 2007. In 2009 werd de wet veranderd in die zin dat er gegarandeerd 25 procent naar jeugdtypeopleiding moest gaan. Verscheidene clubs blijken dat niet te halen en geven dus een deel van het voordeel dat ze is toegekend aan de Staat terug. Sp.a is daarom bereid om meer aspecten van de jeugdtypeopleiding in aanmerking te nemen voor het fiscale voordeel, zoals de jeugdtypeinfrastructuur, buitenlandse kampen et cetera. De clubs van de Prol League willen echter hun handen vrij houden, vooral om de middelen aan lonen te kunnen besteden. De jeugdtypespelers zullen de klos zijn. Dat is de kansen op groei en versterking van ons voetbal fruiken.

De heer Jambon heeft in commissie beslist om het amendement niet goed te keuren en daaraan ziet men dat het N-VA-streven naar transparantie en verantwoordingsplicht van overheidsmiddelen blijkbaar niet geldt als het om een wetsvoorstel van de eigen fractieleider gaat.

14.16 Veerle Wouters (N-VA): N-VA is verheugd dat we dit wetsvoorstel in de commissie hebben kunnen goedkeuren en dat we dus af en toe echt parlementair werk kunnen verrichten.

Het wetsvoorstel heeft een lange geschiedenis. Geregeld werden mankementen uit de wetgeving weggehaald en dat is ook nu gebeurd. Het probleem was dat oudere spelers fiscaal ongunstig waren voor de voetbalploegen en uit de arbeidsmarkt werden geprijsd. We willen die oudere spelers aan boord houden omdat ze heel nuttig werk kunnen verrichten binnen de sportclubs. Clubs moeten vrij kunnen investeren in wat ze willen zonder een categorie spelers te miskennen. De inhoudingen op het loon van de oudere spelers moeten de clubs voor de jeugdtypewerking kunnen gebruiken.

Om een verdere professionalisering van de jeugdtypewerking in de hand te werken hebben we de minimumleeftijd voor jonge sportbeoefenaars geschrapt. De bestedingsplicht kan nu dus ook naar de lonen van de trainers en begeleiders van de allerjongsten gaan.

De regelgeving kost de Staat nu ook al geld. Ook vandaag moet maar 20 procent van de bedrijfsvoorheffing aan de Schatkist worden doorgestort. Dat de clubs nog geen cijfers kunnen voorleggen heeft natuurlijk te

maken met het feit dat die gewoon nog niet beschikbaar zijn, de regelgeving werd pas op 1 juli van vorig jaar van kracht.

Het amendement van de groenen hebben we afgewezen omdat we niet willen dat de clubs nog meer papierwerk moeten doen. Van profclubs zou je dat nog kunnen vragen, maar toch niet van kleinere ploegen. Zij hebben gewoon de mensen niet om die klus te klaren.

14.17 Olivier Henry (PS): De PS is van oordeel dat sport een essentiële rol speelt voor de ontwikkeling van elkeen en dat het om een belangrijke hefboom voor emancipatie gaat.

Dit wetsvoorstel wijzigt een wet van 2007 die de bedoeling had sportbeoefening te stimuleren en te proberen veelbelovende jonge atleten hier te houden. Met het oog daarop werd er beslist een vrijstelling toe te kennen van de doorstorting van een deel van de bedrijfsvoorheffing aan de Staat.

Mijn partij wil dat sport voor iedereen toegankelijk is en vindt het belangrijk dat het statuut van de sportlui verbeterd wordt. Met dit wetsvoorstel kan aan die doelstellingen worden tegemoetgekomen: clubs krijgen de mogelijkheid meer middelen te besteden aan de opleiding en discriminaties tussen de leden van club worden vermeden. Bij de vertegenwoordigers van de sportwereld met wie we contact hadden, viel deze tekst – die als evenwichtiger wordt beschouwd – in goede aarde. De clubs zullen voortaan minder geneigd zijn enkel spelers jonger dan 26 binnen te halen en ook de opleiding van jongeren krijgt een duwtje in de rug.

We hebben het advies van het Rekenhof ingewonnen in verband met de begrotingsgevolgen, die op 25 miljoen euro worden geraamd. Aangezien dit voorstel niet het kader van de vrijstelling, maar wel de aanwending ervan aanpast, menen we dat er geen bijkomende begrotingsgevolgen te verwachten zijn.

Het belangrijkste verschil is dat deze wet niet langer uitsluitend betrekking heeft op de opleiding van jongeren ouder dan twaalf, maar dat ze voortaan van toepassing wordt op alle jongeren die een sport beoefenen.

Het opleiden van jongeren moet een prioriteit zijn. Mijn fractie zal dit wetsvoorstel steunen, zij het voorzichtig: de wet zal over een jaar geëvalueerd moeten worden. Die evaluatie zou echter alleen op de grote clubs betrekking moeten hebben, teneinde geen nieuwe administratieve lasten op te leggen aan de kleinere clubs.

14.18 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): De meerderheid zal straks in naam van de topsport een slecht aangepaste wet aannemen, waarvan de gevolgen slecht zijn ingeschat.

Er wordt hier maar zelden over sport gesproken. Nochtans is sporten goed voor de gezondheid, voor de sociale contacten, en voor het intercultureel contact; sport heeft ook een niet te miskennen economisch belang.

Het klopt wel dat topsport een positieve wedijver stimuleert, maar de overheid mag niet alleen de topsport steunen – dat zou een vergissing zijn.

Dit is nochtans de val waarin u bent gelopen. Het is echter niet zo dat we gekant waren tegen een aanpassing van de fiscaliteit, rekening houdend met het feit dat er voor de buitenlandse spelers een lagere bedrijfsvoorheffing van toepassing was dan voor de Belgische spelers. We hebben trouwens voor de wet van 2007 gestemd, die in 2009 nog werd aangepast om de opleiding van alle jonge sporters nog meer aan te moedigen. Het ging om een interessante maatregel, die een beter evenwicht tot stand bracht, aangezien de vermindering van de bedrijfsvoorheffing ten goede kwam aan de opleiding van jonge sportlui in beroepsclubs.

(Rumoer)

Le **président**: Ik heb de indruk dat dat moeilijk wordt voor u!

14.19 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik vervolg mijn betoog. Totdat het wetsvoorstel wordt goedgekeurd, geldt de regel dat de helft van het voordeel voor de sportclubs geïnvesteerd moet worden in de opleiding van jonge sportbeoefenaars en de andere helft in de bezoldiging van de spelers jonger dan 26 jaar. Overeenkomstig de nieuwe regel wordt die fiftyfiftybasis afgeschaft en wordt er enkel bepaald dat de bezoldiging van de jonge sportbeoefenaar beperkt is. Niets belet een sportclub om het volledige bedrag van

de uitgespaarde voorheffing te besteden aan de bezoldiging van jonge sportbeoefenaars en niets uit te trekken voor de opleiding.

Sommige profclubs die minder in opleiding en meer in de bezoldiging investeerden, hadden wellicht problemen met die vroegere bepaling. Dat is wellicht de reden waarom dit voorstel ter tafel werd gebracht.

Men heeft hoorzittingen georganiseerd om te na te gaan welke inspanningen de clubs bereid waren te leveren om de opleiding beter te ondersteunen en hoe de bedragen voor opleiding en bezoldiging zich tot elkaar verhielden. We hebben gevraagd of het niet mogelijk was een fonds te creëren met een deel van die besparingen ten gunste van de amateurclubs.

Er werd ook voorgesteld om die uitgespaarde voorheffing te investeren in belangrijke infrastructuur, aangezien onze sportinfrastructuur bijlange niet zo ontwikkeld is als in onze buurlanden. Ondanks drie vergaderingen van de commissie voor de Financiën hebben we daarover niet echt uitleg gekregen. *(De spreker wordt overstemd door rumoer)*

De **voorzitter**: Mijnheer Gilkinet, mag ik u verzoeken af te ronden, blijkbaar zijn er niet veel leden meer die luisteren.

14.20 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): We hebben de indruk dat de collega's die het voorstel zullen goedkeuren en die het hebben medeondertekend, niet echt zin hadden om er een debat over te voeren, maar louter de clubs wilden plezieren die hun hadden gevraagd die wetgeving aan te passen.

Ik heb u al vier keer gevraagd hoeveel geld de clubs uitgespaard en in opleiding geherinvesteerd hebben. Die vraag lijkt me goorloofd – het gaat op jaarbasis toch om een bedrag van 25 tot 35 miljoen euro.

De bespreking van dit wetsvoorstel is een gemiste kans om het systeem te verbeteren en transparanter te maken, de solidariteit met de kleinere clubs te verbeteren en de opleiding van jonge spelers te versterken. Als we zo'n slecht wetgevend werk blijven verrichten als u nu doet, zal een kwalificatie voor de Europese bekercompetities of het wereldkampioenschap jammer genoeg niet voor morgen zijn!

14.21 Jef Van den Bergh (CD&V): Wij hebben een correcte regeling proberen op te stellen die in het voordeel is van alle sporttakken en die de jeugdopleiding zal verbeteren. Ze verhoogt de kansen voor jongeren om door te groeien naar een hoger niveau.

Alles begon bij de circulaire van de minister van Financiën in 2003 die de bedrijfsvoorheffing voor buitenlandse spelers van de nationale afdelingen op 18 procent bracht, terwijl die voor Belgische spelers opliep tot 50 procent. Clubs namen meer buitenlandse spelers aan, ten nadele van onze eigen spelers. De maatregel kelderde de doorgroeimogelijkheden voor jonge spelers.

In 2007 werd er een wet goedgekeurd om dit verschil weg te werken. Ter compensatie van het wegvallen van het 18 procentvoordeel, mochten de clubs voortaan een deel van de bedrijfsvoorheffing bijhouden om te investeren in de jeugdwerking en de lonen van jonge spelers.

Sp.a heeft die wet toen mee opgesteld en goedgekeurd. Het voorstel dat we vandaag voorleggen, bevat een grotere beperking van de bestedingsmogelijkheden van de teruggekregen bedrijfsvoorheffing dan de wet van 2007. Die wet had zeker resultaten, 50 procent van de profvoetballers is ondertussen jonger dan 23 jaar.

Het onderscheid dat hier wordt gemaakt tussen het subsidiëren van de jeugdopleiding enerzijds en het betalen van jonge spelers anderzijds, gaat trouwens niet op. Wat ben je met een goede jeugdwerking als je daarna die jonge spelers geen goed contract kunt bieden? Het is niet of/of, maar en/en.

14.22 Dirk Van der Maelen (sp.a): De heer Van den Bergh denkt dus dat het systeem dat vandaag wordt goedgekeurd, een verbetering is. Ik denk dat niet. Daarom stel ik voor om ons amendement goed te keuren.

Dan beschikken wij over de cijfers en kunnen wij jaar na jaar nagaan of er ook écht meer geld in de jeugdopleiding wordt gestoken. Als de cijfers de heer Van den Bergh gelijk geven, zal ik dat grootmoedig toegeven. Ik hoop van hem hetzelfde.

14.23 Jef Van den Bergh (CD&V): Dat amendement is overbodig. De profliga's hebben zich geëngageerd om de cijfers van de eerste klasse ter beschikking te stellen. Ook zonder het amendement hebben wij de mogelijkheid om ze elk jaar op te vragen.

14.24 Dirk Van der Maelen (sp.a): Het Rekenhof schrijft duidelijk in zijn rapport dat het de informatie die het Parlement vraagt, niet kan geven omdat het geen toegang heeft tot de cijfers! Ook de staatssecretaris kon ze niet geven, want dat was te moeilijk. De praktijk bewijst dat er wel degelijk een wettelijke regeling nodig is om de cijfers te kunnen krijgen.

14.25 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (*Nederlands*): De fiscus controleert de belastingaangifte van de clubs, maar stelt geen statistieken op. Dat laatste behoort niet tot zijn taken.

14.26 Jef Van den Bergh (CD&V): De wet van 2007 vertoonde mankementen die misbruik in de hand werken. Zo voldeden sommige clubs aan de bestedingsplicht door één of enkele dure spelers aan te nemen en royaal te betalen. Vandaag plafonneren we het aandeel dat kan worden besteed aan het loon van een speler. Dat is toch een duidelijke verbetering?

14.27 Dirk Van der Maelen (sp.a): In 2007 hadden wij ook afgesproken dat een deel van het geld naar de jeugdwerking moest gaan, maar in de praktijk bleek dat niet te gebeuren. In 2009 hebben wij daarom een percentage van 25 procent voor de jeugdafdelingen vastgelegd. Dat was tegen de zin van de clubs in de Pro League, die zijn beginnen te lobbyen bij bepaalde parlementsleden. Zij hebben gekregen wat ze wilden: de 25 procent is geschrapt.

De clubs willen de cijfers niet geven en jullie willen geen transparantie. De clubs krijgen dus een blanco cheque.

De **voorzitter**: U herhaalt steeds dezelfde argumenten.

14.28 Jef Van den Bergh (CD&V): De regeling uit 2009 maakte deel uit van een wet diverse bepalingen en was niet voldoende overlegd met de sector. Ze creëerde negatieve gevolgen voor twaalf van de zestien clubs in eerste klasse, de modale Belgische spelers ouder dan 26 jaar werden uitgerangeerd, het onderscheid tussen jeugdtrainers voor min- en voor plus-12-jarigen gaf boekhoudkundige moeilijkheden. Dan is het toch normaal dat de wetgever daarop inspeelt. Wij hebben nu, in overleg met de sportliga's, gezocht naar een regeling die voor iedereen gelijk is. De bonden noemen de regeling vitaal voor de nationale jeugdopleidingen.

Met ons voorstel komen de lonen van alle jeugdtrainers in aanmerking voor de bestedingsplicht. Die bestedingsplicht voor jeugdtrainers werkt: hun aantal is sinds de wet van 2007 bijna verdubbeld. Naar buitenlands voorbeeld kan worden gedacht aan de aanwerving van trainers voor specifieke posities.

De bestedingsplicht wordt gerationaliseerd om het dumpen van spelers die ouder dan 26 zijn te voorkomen. Daarom worden de bezoldigingen van jonge topsporters slechts in aanmerking genomen tot het minimumloon van de niet-Europese spelers. Dat is een duidelijke beperking ten opzichte van de regeling uit 2007.

Hopelijk slagen we erin om onze jeugdwerking op punt te stellen zodat jong talent uit eigen land de nodige omkadering en een competitieve vergoeding krijgt en dat zonder dat er een scheeftrekking tussen clubs ontstaat.

Het klopt dat we de regeling regelmatig moeten evalueren, maar daarvoor hebben we geen geamendeerde tekst nodig. Het amendement is dus overbodig. (*Applaus*)

14.29 Jean Marie Dedecker (LDD): Ik heb het debat in de commissie niet gevolgd, want dit is een *onwet*. Ik

begrijp niet dat een socialistische partij hier miljonairswetten verdedigt. De oorsprong van deze wet dateert van midden jaren 80, toen Club Brugge-supporter Jean-Luc Dehaene vreesde dat goede Belgische spelers naar het buitenland zouden vertrekken. Er werden toen sociale en fiscale ingrepen bedacht.

Wij houden deze wetgeving in stand voor de best betaalde grootverdieners in België. Het gemiddeld salaris bij voetbalclub Anderlecht bedraagt 1 miljoen euro per jaar! Deze wet verdedigt bovendien enkel de drie grootste sporttakken. De kleinere sporttakken, zoals zwemmen of judo, kunnen daar niet van profiteren. Voetbal is een huurlingenleger van buitenlandse spelers die ingekocht worden via makelaars, die in Vlaanderen 7 procent op de wedde van het eerste jaar krijgen. Onze wetgeving is dus erg selectief. Een wielrenner is een arbeider, maar een voetballer is een bediende. Een wielrenner betaalt ongeveer 6.000 euro per jaar aan de federatie, hij verhuist naar Monaco en de rest is kassa. De wet is in het voordeel van de grote bonden.

In 2002 is de wet inderdaad aangepast, omdat toen de heer Vande Lanotte, voorzitter van basketbalclub Oostende, de basketbalbond tevreden wilde stellen. Bij basketbal is 70 procent van de spelers Amerikaan, maar minstens vijf spelers van de ploeg moeten de Belgische nationaliteit hebben. Meestal gaat het dan om genaturaliseerde Belgen.

Het systeem voor de jeugdspelers bestaat al sinds 1984 en heeft totaal niets opgebracht. Ook nu zal er niets veranderen. In het buitenland is er geen fiscaal systeem voor topsporters. Daar wordt er op basis van verdienste betaald. In het buitenland wordt er wel in opleiding geïnvesteerd. Onze politici zouden ervoor moeten zorgen dat ook onze jeugd een opleiding krijgt.

Deze sector heeft zichzelf in moeilijkheden gebracht door een huurlingenleger uit het buitenland aan te trekken. Andere sectoren hebben wel behoefte aan sociale wetgeving, maar topsport is geen sector in moeilijkheden.

Ik hoor hier door sommigen verkondigen dat de toegevoegde waarde van spelers van 26 jaar heel groot is. Ik zou wel eens willen weten om wie het dan gaat, want ik ken geen voorbeelden.

Ik zal het amendement goedkeuren, want daarzonder wordt inderdaad de poort open gezet. Het geld dat hiermee aan de clubs wordt gegeven, kan beter geïnvesteerd worden in opleiding en sportscholen. Het geld gewoon teruggeven aan de profliga zal enkel leiden tot hogere lonen om opnieuw spelers in het buitenland aan te kopen, terwijl onze jeugd van 16 jaar naar het buitenland trekt, waar ze prof mogen zijn. Ik heb lang in het vak gezeten, ik weet waarover ik spreek. *(Applaus op diverse banken)*

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (713/7)

Het wetsvoorstel telt 3 artikelen.

Ingediende amendementen:

Art. 2/1 (n)

- 4 – Dirk Van der Maelen (713/8)
- 5 – Dirk Van der Maelen cs (713/8)

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en over het geheel zal later plaatsvinden.

15 Voorstel van resolutie betreffende de opzegging van de bilaterale tewerkstellingsverdragen met

Marokko, Turkije, Tunesië, Algerije en Joegoslavië (698/1-3)

Voorstel ingediend door:

Alexandra Colen, Peter Logghe, Bert Schoofs, Filip De Man

De commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen stelt voor dit voorstel van resolutie (698/3) te verwerpen.

Overeenkomstig artikel 88 van het Reglement spreekt de plenaire vergadering zich uit over dit voorstel tot verwerping, na de rapporteur en eventueel de indieners te hebben gehoord.

15.01 Daphné Dumery, rapporteur: Dit is een belangrijke resolutie, die helaas niet werd goedgekeurd in de commissie. Zij handelt over een aantal tewerkstellingsakkoorden met Turkije, Joegoslavië en een aantal Noord-Afrikaanse landen uit de jaren 70. Deze resolutie van mevrouw Colen heeft als doelstelling het opzeggen van deze bilaterale akkoorden. De N-VA diende een amendement in dat ertoe strekt de akkoorden niet op te zeggen, maar er opnieuw over te onderhandelen. Bij die gelegenheid zou men dan ook over de readmissieakkoorden van uitgeprocedeerde asielzoekers en de overnameakkoorden van buitenlandse criminelen kunnen praten. De akkoorden zomaar opblazen zou andere belangrijke akkoorden in het gedrang kunnen brengen.

Ons amendement en de resolutie werden niet aangenomen. De amendementen werden verworpen met zes stemmen tegen vijf. De resolutie werd verworpen met zes stemmen tegen een en vier onthoudingen.

Op basis van artikel 88 heeft mevrouw Colen gevraagd dit voorstel toch op de agenda van de plenaire vergadering te plaatsen.

De **voorzitter**: Ik feliciteer mevrouw Dumery met haar eerste plenaire interventie. (*Applaus*)

15.02 Alexandra Colen (VB): De bilaterale tewerkstellingsverdragen met Marokko, Turkije, Tunesië, Algerije en Joegoslavië worden elk jaar stilzwijgend verlengd, maar ze kunnen door de regering worden stopgezet, en dat is precies wat ik vraag in mijn resolutie.

De Kamer besprak onlangs een aantal voorstellen om het immigratiebeleid te verstrengen. In 2006 werd de regeling voor de gezinshereniging strenger gemaakt. Dit zijn echter enkel pogingen om voor de buitenwereld de indruk te wekken dat de overheid aan een strenger immigratiebeleid werkt, want in de praktijk worden de meeste bepalingen toch niet toegepast: de doelgroep ontsnapt telkens, precies door het bestaan van deze bilaterale akkoorden.

Ongeveer de helft van de vreemdelingen die gebruik willen maken van de gezinshereniging, hebben de Marokkaanse of Turkse nationaliteit. De strengere regels zijn op hen niet van toepassing. Het bilateraal tewerkstellingsakkoord met Turkije bepaalt dat Turkse werknemers niet alleen echtgenote en kinderen, maar ook ascendenten, dat zijn hun ouders en grootouders, kunnen laten overkomen.

De bepalingen van de verdragen hebben een rechtstreekse werking en primeren op het interne Belgische recht. De betrokkenen meten enkel aan de voorwaarden voldoen die opgenomen zijn in die verdragen om een beroep te kunnen doen op gezinshereniging. Welke regels wij ook goedkeuren om de immigratie moeilijker te maken, ze worden toch niet toegepast.

Gezinshereniging is het belangrijkste legale immigratiekanaal in België. De inperking ervan is een absolute vereiste om de instroom van nieuwkomers tot een aanvaardbaar en beheersbaar peil terug te brengen. Bovendien vormt de gezinsvorming waarbij in ons land geboren en getogen vreemdelingen een huwelijkspartner importeren uit het land van herkomst, een rem op de integratie van de reeds aanwezige vreemdelingen.

In 2008 werd ongeveer de helft van de visa voor gezinshereniging afgeleverd aan vreemdelingen uit landen waarmee België decennia geleden een bilateraal tewerkstellingsakkoord heeft afgesloten. Die akkoorden zijn

nu hopeloos achterhaald. Aangezien die akkoorden met Marokko, Turkije, Algerije en andere landen een restrictiever immigratiebeleid onmogelijk maken, stel ik voor deze op te zeggen. De mogelijkheid tot opzegging is in die verdragen expliciet opgenomen. Elk jaar kan de regering daartoe beslissen.

De partijen die echt iets willen doen aan de migratie- en integratieproblemen in dit land moeten ervoor zorgen dat de regering die akkoorden opzegt. Nadien kan dan eventueel opnieuw worden onderhandeld, waarbij betere voorwaarden worden bedongen, zoals bijvoorbeeld wat de N-VA voorstelt inzake afspraken tot terugname van uitgeprocedeerde asielzoekers.

Ik wil zien wie mijn voorstel van resolutie zal steunen of verwerpen. (*Applaus bij Vlaams Belang*)

De **voorzitter**: Geen andere spreker mag het woord nemen.

De stemming over het voorstel tot verwerping van dit voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

16 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen:

- het voorstel van resolutie van de heer Theo Francken, de dames Sarah Smeyers en Daphné Dumery, de heer Bart Somers, mevrouw Caroline Gennez, de heer Jean Marie Dedecker en de dames Jacqueline Galant en Karin Temmerman betreffende de heroprichting van de taskforce terugkeer (nr. 1285/1).

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt;

- het voorstel van resolutie van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers en de heren Olivier Deleuze en Kristof Calvo over het grootschalig verwerven en pachten van landbouwgronden (nr. 1296/1);

- het voorstel van resolutie van de dames Muriel Gerkens en Meyrem Almaci en de heer Georges Gilkinet over de betrokkenheid van het federale Parlement bij de tenuitvoerlegging van de Europa 2020-strategie en het economisch bestuur (nr. 1297/1).

Verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen;

- het wetsvoorstel van mevrouw Marie-Christine Marghem betreffende de schadeloosstelling van lichamelijke en geestelijke letsels ingevolge een technologisch ongeval (nr. 1286/1);

- het wetsvoorstel van de heer Bruno Tobback, mevrouw Karine Lalieux en de heren Peter Vanvelthoven en Olivier Henry tot instelling van een versterkt toezicht op de evolutie van de prijzen (nr. 1301/1);

- het wetsvoorstel van mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Raf Terwingen, mevrouw Catherine Fonck en de heer Joseph George tot vaststelling van een heffing op kernbrandstof (nr. 1307/1).

Verzonden naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw;

- het wetsvoorstel van de heren Jef Van den Bergh en David Clarinval, mevrouw Catherine Fonck, de heer Rachid Madrane en mevrouw Carina Van Cauter tot wijziging van de wet van 13 maart 2011 houdende diverse bepalingen inzake Mobiliteit wat de verlenging van de termijn van de bevoegdheid toegekend aan de Koning betreft (nr. 1302/1).

Verzonden naar de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Urgentieverzoeken

16.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik vraag de urgentie voor voorstel nr. 1302. Het betreft het amendement waarover gisteren bij gebrek aan voldoende aanwezigen niet kon worden gestemd in de commissie Infrastructuur. Er is urgentie omdat de regering zich in regel moet kunnen stellen voor de omzetting van een Europese richtlijn.

16.02 Tanguy Veys (VB): Ik begrijp het niet meer. Op 10 februari keurden wij een wet houdende diverse bepalingen goed waarin werd gestipuleerd dat de Koning tot 15 maart tijd had om de KB's te ondertekenen. Op 2 maart werd de commissie Infrastructuur gemeld dat de Koning niet in staat was te ondertekenen. Dat betekent eigenlijk dat de regering er niet in slaagt haar werk te doen. Er werden drie amendementen ingediend, één namens de meerderheid, één namens de regering en opnieuw één namens de meerderheid. Uiteindelijk werden die amendementen allemaal teruggetrokken, waardoor wij gisteren opnieuw moesten samenkomen.

Bij de stemming waren wel voldoende leden aanwezig, maar het waren blijkbaar niet de juiste leden want het amendement werd weggestemd. Het Parlement nam zijn verantwoordelijkheid, de regering niet. Er moet dringend werk worden gemaakt van een meerderheid, want die is er duidelijk niet meer.

16.03 David Geerts (sp.a): De heer Verherstraeten zegt dat er niet werd gestemd. We hebben wel gestemd.

16.04 Karin Temmerman (sp.a): Als rapporteur van de commissie moet ik bevestigen dat er gestemd is en dat het verhaal over het indienen, terugtrekken, weer indienen en terugtrekken van amendementen juist is. Het Parlement heeft zijn werk in de commissie gedaan. Ik begrijp niet dat er nu op teruggekomen wordt en dat er bovendien beweerd wordt dat er niet gestemd is en dat het quorum niet bereikt werd. Er is gestemd over de tekst. Ze werd weggestemd.

De **voorzitter**: Er wordt overgegaan tot de stemming bij zitten en opstaan over het urgentieverzoek van de heer Servais Verherstraeten.

Er wordt elektronisch geteld.

62 leden steunen het urgentieverzoek, 58 leden zijn tegen.

Het urgentieverzoek is aangenomen.

De **voorzitter**: Er zijn geen onthoudingen bij stemmingen bij zitten en opstaan. Hoe kan u nu tegelijkertijd zitten en opstaan?

De urgentie wordt dus aangenomen, en het voorstel zal naar de commissie voor de Infrastructuur worden verzonden.

16.05 Theo Francken (N-VA): Ik vraag de urgentie voor het voorstel van resolutie nr. 1285 betreffende de heroprichting van de taskforce Terugkeer. Deze taskforce werd in 2001 opgericht door de heren Verhofstadt en Vande Lanotte. Ze heeft goed werk verricht, aangezien meer illegalen terugkeerden naar hun land van herkomst en het onevenwicht dat ontstond na de collectieve regularisatie van 1999 enigszins werd hersteld. We moeten hier dringend werk van maken.

16.06 Bart Somers (Open Vld): Het verheugt mij dat de N-VA de heroprichting vraagt van een instrument dat onder de paarse regering zeer goed heeft gewerkt. Het klopt dat wij nu opnieuw een asielcrisis meemaken en dat het aantal uitwijzingen zou moeten stijgen. Wij steunen het urgentieverzoek.

16.07 Filip De Man (VB): Twee regeringspartijen, de MR en Open Vld, kraken hun eigen beleid af. Dat is kras. Verhofstadt I en Verhofstadt II hebben honderdduizenden illegalen geregulariseerd en nu heeft de heer Somers het over een dringende aanpak van het immigratieprobleem. N-VA wil nu dat illegalen sneller het land verlaten, maar heeft op 22 maart 2008 het regeerakkoord-Leterme goedgekeurd, waarin expliciet staat hoe er massaal zou worden geregulariseerd. Ze heeft er dus mee ingestemd.

16.08 Laurent Louis (onafh.): Het aantal asielzoekers neemt toe, het aantal repatriëringen en bevelen om het grondgebied te verlaten daalt. In het licht hiervan vormen massale regularisaties – de beleidskeuze van de huidige regering – niet de juiste oplossing.

De in deze resolutie voorgestelde maatregel moet snel in praktijk worden gebracht. De huidige situatie mag niet langer blijven duren! Ik wil de urgentie dan ook steunen.

16.09 Karin Temmerman (sp.a): Wij hebben het voorstel van resolutie mee ondertekend, omdat uitwijzing een sluitstuk is van een alles omvattend migratiebeleid. Er moet ook gewerkt worden aan de andere aspecten van het migratiebeleid. Wij steunen het urgentieverzoek niet. Wij willen dat er een degelijk debat komt over alle aspecten, waaronder de uitwijzing. *(Applaus bij sp.a)*

16.10 Nahima Lanjri (CD&V): Ik sluit mij hier deels bij aan. Een uitwijzingsbeleid is onlosmakelijk verbonden met het hele asielbeleid. Een inhoudelijke discussie is een zaak voor de commissie.

Het stoot mij tegen de borst dat men vandaag de urgentie vraagt. Deze week hebben we met commissievoorzitter Weyts afgesproken wat er dringend op de agenda moet komen. Ik weet niet waarom N-VA haar eigen commissievoorzitter onderuit haalt. Een bespreking kan voor ons, maar dat is een zaak van de commissie. Wij steunen het urgentieverzoek niet. *(Applaus bij CD&V)*

16.11 Catherine Fonck (cdH): Er werden enkele cijfers genoemd: die slaan nergens op!

Het is een manier om de voorzitter van de commissie voor de Binnenlandse Zaken en de voormalige ministers dan wel de huidige minister van Binnenlandse Zaken de stoel onder hun gat vandaan te halen. Dit is aan hen toe te schrijven.

Het verwijderingsbeleid is thans een wezenlijk onderdeel van het beleid dat de regering voert. Het is er echter slechts een van de aspecten van. Het is een wezenlijk onderdeel van het beleid, dat moet stroken met het asielbeleid.

Wij zullen dit urgentieverzoek niet steunen.

16.12 Jacqueline Galant (MR): Het asielbeleid maakt deel uit van een groter geheel en het terugkeerbeleid is daarvan een belangrijk aspect. Op dat vlak valt er vandaag helaas niet veel efficiëntie te bespeuren. Wat zijn de bedoelingen van de staatssecretaris? Zal dit onderwerp op de agenda van de commissie worden ingeschreven? We zouden een stemming over de urgentie kunnen vermijden, indien we de bedoelingen van de staatssecretaris kenden.

De **voorzitter**: De bespreking gaat over de urgentie.

16.13 Yvan Mayeur (PS): Ik ben de enige die de minister hierover deze namiddag een vraag heeft gesteld! De vraag die we nu moeten beantwoorden, is of deze resolutie al dan niet de urgentie krijgt. Ten gronde zal ze, in voorkomend geval, in de commissie worden behandeld.

De **voorzitter**: Zo is dat!

Er wordt overgegaan tot de stemming bij zitten en opstaan.

Er wordt elektronisch geteld.

47 leden steunen het voorstel, 79 leden zijn tegen.

Het urgentieverzoek is verworpen.

Naamstemmingen

17 Aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen (1208/1-14)

Stemming over amendement nr. 6 van Bruno Tobback cs tot invoeging van een artikel 2/1 (n). (1208/13)

(Stemming/vote 3)

Ja	36	Oui
Nee	90	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 5 van Bruno Tobback cs tot invoeging van een artikel 3/1 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 3)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 7 van Bruno Tobback cs tot invoeging van een artikel 3/2 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 3)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 8 van Bruno Tobback cs tot invoeging van een artikel 3/3 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Nee)*

(Stemming/vote 4)

Ja	26	Oui
Nee	87	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 9 van Bruno Tobback cs tot invoeging van een artikel 3/4 (n). (1208/13)
(*Stemming/vote 5*)

Ja	24	Oui
Nee	100	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 10 van Bruno Tobback cs tot invoeging van een artikel 3/5 (n). (1208/13)

(*Stemming/vote 6*)

Ja	36	Oui
Nee	90	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 11 van Bruno Tobback cs tot invoeging van een artikel 3/6 (n). (1208/13)

(*Stemming/vote 7*)

Ja	24	Oui
Nee	89	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 12 van Bruno Tobback cs tot invoeging van een artikel 3/7 (n). (1208/13)

(Stemming/vote 8)

Ja	24	Oui
Nee	101	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	126	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 25 van David Geerts cs tot weglating van artikel 29. Wij stemmen dus over het behoud van het artikel. (1208/14)

(Stemming/vote 9)

Ja	67	Oui
Nee	59	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is artikel 29 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 26 van David Geerts cs tot weglating van artikel 30. (1208/14)

(Stemming/vote 10)

Ja	57	Oui
Nee	69	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 24 van Tanguy Veys op artikel 30. (1208/14)

(Stemming/vote 11)

Ja	34	Oui
Nee	92	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 30 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 27 van Jan Jambon cs tot weglating van artikel 44. (1208/14)

(Stemming/vote 12)

Ja	46	Oui
Nee	80	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 44 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 29 van Jan Jambon cs tot invoeging van een artikel 45/1 (n). (1208/14)

(Stemming/vote 13)

Ja	59	Oui
Nee	66	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	126	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 28 van Jan Jambon tot weglating van artikel 46. (1208/14)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 13*)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 46 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 1 van Dirk Van der Maelen op artikel 55. (1208/13)

(*Stemming/vote 14*)

Ja	35	Oui
Nee	88	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	124	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 30 van Jan Jambon cs op artikel 55. (1208/14)

(*Stemming/vote 15*)

Ja	34	Oui
Nee	92	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 31 van Jan Jambon cs op artikel 55. (1208/14)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 15*)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 55 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 32 van Jan Jambon cs op artikel 57. (1208/14)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 15*)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 57 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 2 van Myriam Vanlerberghe tot invoeging van een artikel 76/1 (n). (1208/13)

(Stemming/vote 16)

Ja	25	Oui
Nee	90	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 3 van Myriam Vanlerberghe tot invoeging van een artikel 76/2 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 16)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 4 van Myriam Vanlerberghe tot invoeging van een artikel 76/3 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 16)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 33 van Jan Jambon cs op artikel 84. (1208/14)

(Stemming/vote 17)

Ja	57	Oui
Nee	66	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	124	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 34 van Jan Jambon cs op artikel 84. (1208/14)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 17*)

Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 84 is aangenomen.

Stemming over amendement nr. 13 van Meryame Kitir cs tot invoeging van een artikel 95 (n). (1208/13)

(*Stemming/vote 18*)

Ja	25	Oui
Nee	90	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 23 van Meryame Kitir cs tot invoeging van de artikelen 96 (n) en 97 (n). (1208/14)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 18*)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 14 van Meryame Kitir cs tot invoeging van een artikel 96 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 18*)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 15 van Meryame Kitir cs tot invoeging van een artikel 97 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 18*)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 16 van Meryame Kitir cs tot invoeging van een artikel 98 (n). (1208/13)

(Stemming/vote 19)

Ja

36

Oui

Nee

89

Non

Onthoudingen

1

Abstentions

Totaal

126

Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 17 van Meryame Kitir cs tot invoeging van een artikel 99 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 19)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 18 van Meryame Kitir cs tot invoeging van een artikel 100 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 19)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 19 van Meryame Kitir cs tot invoeging van een artikel 101 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 19)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 20 van Meryame Kitir cs tot invoeging van een artikel 102 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 19)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 21 van Meryame Kitir cs tot invoeging van een artikel 103 (n). (1208/13)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 19)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

18 Geheel van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen (1208/9)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring voor de stemming?

18.01 Steven Vandeput (N-VA): Ik heb een stemafsprak met de heer Dewael en daarom heb ik me bij de vorige stemming onthouden en zal dat ook bij de volgende stemmingen doen.

De **voorzitter**:

(Stemming/vote 20)

Ja	67	Oui
Nee	34	Non
Onthoudingen	26	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

19 Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de meedouders, van de wetgeving inzake het geboorteverlof (573/3)

(Stemming/vote 21)

Ja	114	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	126	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

20 Wetsvoorstel tot afschaffing van de beperkingen op de leeftijd van het gehandicapte kind inzake ouderschapsverlof (355/4)

(Stemming/vote 22)

Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

21 Voorstel van resolutie betreffende een betere bescherming van vrouwen die een beroep doen op in-vitrofertilisatie (221/4)

(Stemming/vote 23)

Ja	91	Oui
Nee	32	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

22 Aangehouden amendement aan het wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de vrijstelling van doorstorting van de ingehouden bedrijfsvoorheffing voor bezoldigingen van sportbeoefenaars betreft (713/1-8)

Stemming over amendement nr. 5 van Dirk Van der Maelen cs tot invoeging van een artikel 2/1 (n). (713/8)

(Stemming/vote 24)

Ja	27	Oui
Nee	89	Non
Onthoudingen	11	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

23 Geheel van het wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de vrijstelling van doorstorting van de ingehouden bedrijfsvoorheffing voor bezoldigingen van sportbeoefenaars betreft (713/7)

(Stemming/vote 25)

Ja	99	Oui
Nee	13	Non
Onthoudingen	13	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

24 Voorstel tot verwerping door de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen van het voorstel van resolutie betreffende de opzegging van de bilaterale tewerkstellingsverdragen met Marokko, Turkije, Tunesië, Algerije en Joegoslavië (698/3)

24.01 **Laurent Louis** (onafh.): Het is zaak strenger te zijn op het stuk van gezinsherenigingen, zonder daarom af te glijden naar racisme. Enkel de extreemrechtse partijen laten zich horen over dergelijke onderwerpen. Het is onze plicht, zowel ter linkerzijde als ter rechterzijde, die vraagstukken te behandelen.

Ook al deel ik het te extreme gedachtegoed van Vlaams Belang niet, toch steun ik dit voorstel van resolutie, al was het maar om de aandacht te trekken van de partijen die zichzelf democratisch noemen, maar die deze vraagstukken niet aan de orde willen stellen, wat bij de bevolking een gevoel van wrok jegens de migranten opwekt.

De **voorzitter**:

(Vote/stemming 26)

Oui

82

Ja

Non

21

Nee

Abstentions

22

Onthoudingen

Total

125

Totaal

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel tot verwerping aan. Het voorstel van resolutie nr. 698/1 is dus verworpen.

24.02 Herman De Croo (Open Vld): Ik heb daarnet gevraagd of wij voor of tegen moesten stemmen. De voorzitter heeft daar niet op geantwoord. Wij hebben dus voor de verwerping gestemd.

De **voorzitter**: Inderdaad.

25 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? *(Nee)* Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten om 20.47 uur. Volgende vergadering donderdag 24 maart 2011 om 14.15 uur.